MARDI 16 JUILLET 2024
80E ANNÉE – NO 24738
3,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

L'attentat contre Trump bouleverse la campagne

▸ L'ex-président des Etats-Unis, victime d'une tentative d'assassinat lors d'un meeting, samedi 13 juillet, en Pennsylvanie, doit participer à la convention du Parti républicain du 15 au 18 juillet à Milwaukee (Wisconsin)

▸ Les images de sa blessure à l'oreille, et celles où il harangue la foule en criant « Fight ! » (« combattez ! »), ont marqué l'opinion à l'approche de la présidentielle de novembre et confortent son emprise sur le camp républicain

▸ Alors qu'une enquête est en cours sur les failles du dispositif de sécurité, l'entourage de Trump accuse les démocrates d'avoir attisé la haine en le diabolisant

PAGES 2-3



Donald Trump, protégé par des agents du Secret Service, à Butler (Pennsylvanie), le 13 juillet. EVAN VUCCI/AP

Un tireur âgé de 20 ans

Thomas Matthew Crooks, originaire de Bethel Park, près de Pittsburgh, était armé d'un fusil automatique AR-15. Décrit comme « solitaire », il a été tué par les forces de sécurité juste après avoir fait feu. Lundi, ses motivations n'étaient toujours pas connues

PAGE 3

Le fléau des violences politiques

Exacerbées par la polarisation de la vie politique, les menaces, intimidations et violences se sont multipliées ces dernières années, menant notamment à l'assaut du Capitole, en 2021

PAGE 4

ÉDITORIAL

L'INDISPENSABLE APPEL À L'UNITÉ

PAGE 24

Politique Semaine cruciale à l'Assemblée nationale

LES DÉPUTÉS S'APPRÊTENT à connaître des journées chargées. Entre l'élection à la présidence de l'Assemblée, la déclaration officielle des groupes (18 juillet), l'installation du bureau (19 juillet) et la composition des commissions permanentes (20 juillet), ils vont être amenés à prendre les devants, face à un chef de l'Etat enlisé dans la crise politique depuis la dissolution et un premier ministre toujours introuvable une semaine après le scrutin.

Les députés devront s'entendre pour faire fonctionner une Assemblée dépourvue de majorité, ce qui permettra de mesurer assez vite les rapports de force entre les blocs en présence.

PAGES 9 ET 24

Gaza
Attaque meurtrière contre des cadres du Hamas

Au moins 90 personnes, dont un chef du mouvement islamiste, ont été tuées, et 300 autres blessées, samedi 13 juillet, lors de frappes israéliennes dans le sud du territoire

PAGES 5, 6 ET 19

Planète
L'exploitation minière des grands fonds marins, sujet de discorde

PAGE 8

Economie
L'inquiétude des salariés de Sanofi face aux restructurations

PAGE 14

Enquête
La folle année de l'éducation nationale

Depuis l'été 2023, quatre ministres sont passés Rue de Grenelle. Une instabilité et des changements de cap mal vécus par la communauté éducative

PAGES 10-11

Europe
Jour de rentrée pour le nouveau Parlement

Les 720 eurodéputés élus en juin – dont 81 Français – se retrouvent mardi 16 juillet à Strasbourg. L'occasion de jauger l'équilibre des forces au sein d'un Parlement qui penche à droite

PAGE 7

JO La tournée parisienne de la flamme olympique



Yannick Noah, avec la flamme olympique, devant l'Hôtel de ville de Paris, dimanche 14 juillet. STÉPHANIE LECOCQ/REUTERS

LA FLAMME OLYMPIQUE a commencé à sillonner la capitale, dimanche 14 juillet, en marge de la fête nationale, avec un parcours démarré avenue des Champs-Elysées par l'entraîneur de l'équipe olympique masculine, Thierry Henry. De Notre-Dame au Bataclan, du Sénat à la place de la Bastille, diverses personnalités se sont relayées tout au long de l'après-midi et de la soirée. A 23 h 26, l'ancien tennisman devenu chanteur Yannick Noah a été chargé d'allumer le « chaudron olympique » à l'Hôtel de ville, en présence de la maire, Anne Hidalgo, et du président du comité d'organisation, Tony Estanguet.

PAGE 17

Nouvelle-Calédonie
Sonia Backès ou les combats perdus d'une loyaliste

PAGE 13

Corse
L'enquête judiciaire qui décrypte l'emprise mafieuse du gang du Petit Bar

PAGE 12

Culture
Le succès croissant du Musée de l'immigration

PAGE 20

M 00147 - 716 - F: 3,60 €

Algérie 220 DA, **Allemagne** 4,70 €, **Andorre** 4,20 €, **Autriche** 4,40 €, **Belgique** 3,90 €, **Espagne** 4,10 €, **Grèce** 4,10 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,90 €, **Italie** 4,10 €, **Luxembourg** 4 €, **Maroc** 30 DH, **Pays-Bas** 4,50 €, **Portugal cont.** 4,10 €, **La Réunion** 3,90 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 6,50 DT

Le Monde
MARDI 16 JUILLET 2024

TENTATIVE D'ASSASSINAT CONTRE TRUMP

Après les tirs contre Trump, des appels à « l'unité » dans un pays fracturé

La convention républicaine, qui devait s'ouvrir lundi à Milwaukee, va consacrer un Donald Trump renforcé dans sa course à l'élection présidentielle de novembre



MILWAUKEE (WISCONSIN) - *envoyé spécial*

Son message : Dieu, amour et unité. Donald Trump est souvent moqué pour ses improvisations peu cohérentes, lors de discours à rallonge. Pourtant, la façon dont l'ancien président a réagi à la tentative d'assassinat commise contre lui, samedi 13 juillet, lors d'un rassemblement à Butler (Pennsylvanie), témoigne d'un instinct politique exceptionnel.

Atteint à l'oreille droite par un tireur de 20 ans, qui était couché sur un toit à proximité du périmètre sécurisé, Donald Trump a eu la présence d'esprit de penser à la scénographie de ce moment politique. Malgré le chaos et les agents qui le pressaient d'évacuer, il a adressé à ses partisans un signe de vitalité et de détermination. Il a levé le poing vers le ciel, articulant le mot *« fight ! »*, alors que deux filets de sang striaient sa joue droite. La photo iconique de cet instant est d'une puissance rare. Puis, dès dimanche, Donald Trump s'est concentré sur la suite : la convention républicaine, qui doit confirmer son investiture dans la course à la Maison Blanche, s'ouvre lundi 15 juillet à Milwaukee (Wisconsin).

Dans un message publié sur son réseau Truth Social, le candidat empruntait un registre inhabituel. Il parlait de *« foi »*, de *« prière »*, de *« Dieu »*, rendant hommage aux trois victimes du tireur (un mort et deux blessés graves). *« En ce moment, il est plus important que jamais de se tenir unis, et de montrer notre véritable caractère en tant qu'Américains, de rester forts et déterminés, et de ne pas permettre au mal de triompher. »* Un appel à l'unité nationale, lancé par le diviseur en chef : telle est la nouvelle déflagration d'une campagne présidentielle incomparable et imprévisible, qui place l'Amérique sous une tension extrême.

Donald Trump confirmait aussi qu'il prendrait bien la parole lors de la convention, à Milwaukee, où il a atterri en fin d'après-midi. Celle-ci devait être une célébration empreinte d'euphorie, dans un contexte extrêmement favorable pour le candidat. Oubliés, les divisions et les états d'âme au sein du Parti républicain. Assumée, la dérive idéologique et autoritaire. Devenu méconnaissable pour ses vétérans, le Grand Old Party (GOP) s'avance avec la discipline d'une légion romaine.

Cette convention prévue jusqu'au jeudi 18 juillet marque le couronnement d'un homme et d'une stratégie. Le mouvement MAGA (Make America Great Again) est en ordre de marche. Il a absorbé le Parti républicain, son organigramme, ses finances. Donald Trump, lui, connaît une période de félicité politique sans précédent depuis son élection en 2016. Pour sa troisième candidature à la Maison Blanche, les bonnes nouvelles s'enchaînent, au grand désespoir du camp des démocrates, créant le sentiment prématuré que sa victoire aurait un caractère inéluctable.

Le 30 mai, la mine sombre, Donald Trump avait accueilli sans broncher sa condamnation au pénal par un jury populaire à New York pour « falsification de documents comptables ». On pensait que cette issue judiciaire lui serait très dommageable. Puis vint le débat télévisé contre Joe Biden, marqué par l'effondrement du président devant 50 millions d'Américains. Une surprise, même pour Donald Trump, qui laissa habilement les démocrates s'enfoncer seuls dans une crise ouverte. Il disparut pendant près de dix jours. Les caisses de la campagne, elles, se remplissaient à un niveau record, dépassant les moyens à disposition du ticket Biden-Harris.

La bonne nouvelle suivante lui fut adressée par les juges conservateurs de la Cour suprême. Dans une décision historique, ils ont en grande partie satisfait l'ancien président, qui réclamait une immunité totale pour ses actions en fonction. L'avis de la Cour provoque mécaniquement une remise en question de l'enquête fédérale sur l'assaut du 6 janvier 2021 et la tentative de coup d'Etat orchestrée auparavant. Le procès s'éloigne. En outre, le juge Juan Merchan a décidé de reporter du 11 juillet au 18 septembre l'annonce de la condamnation retenue après le verdict de New York. Le couronnement peut donc avoir lieu sans nuages.

POSITION DE VICTIME

La convention de Milwaukee est réglée comme du papier à musique, pour que le Parti républicain parle d'une seule voix. Les conservateurs effarés par la désignation d'un candidat condamné au pénal, reconnu responsable d'une agression sexuelle, niant le résultat des élections de 2020, resteront à la porte ou sur les plateaux de télévision. Même Nikki Haley, dernière rivale de Donald Trump dans les primaires, a décidé après l'attaque de samedi d'intervenir lors de la convention. Le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, humilié par Donald Trump dans ces mêmes primaires, devrait aussi prendre la parole. Des figures du milieu MAGA, comme Marjorie Taylor Greene (Géorgie), Kari Lake (Arizona) ou l'entrepreneur Vivek Ramaswamy seront en majesté.

Après la tentative d'assassinat, il faut à présent s'attendre à une sanctification de Donald Trump – le combattant, le survivant, le miraculé – et à la transformation des victimes du tueur de Butler en martyrs. Il n'est pas encore clair à quel point les attaques contre les démocrates seront maîtrisées. La mise en cause de Joe Biden et de son camp a été immédiate, samedi, sur les réseaux sociaux, dans un mélange d'effroi sincère et de calculs politiques. Des extraits de discours ont été mis en exergue pour supposément montrer que l'acte du tueur n'était pas isolé : il aurait été motivé par des mots venus de la gauche.

Cela fait des années que les partisans de Donald Trump vivent dans l'idée que « l'Etat profond » tant fantasmé veut arrêter leur chef de file, par tous les moyens. C'est dans cette perspective qu'étaient perçues les enquêtes, locales et fédérales, contre l'ancien président, ainsi que son procès à New York. En septembre 2023, l'ancien présentateur de la chaîne conservatrice Fox News Tucker Carlson – qui s'exprimera lors de la convention républicaine – avait incarné cette pensée conspirationniste. *« Si vous commencez par critiquer, vous allez ensuite manifester, puis vous passez à la destitution, maintenant vous passez à l'inculpation et rien de tout cela ne fonctionne,* disait-il dans un podcast. *Et après ? Tu veux que je te fasse un dessin ? On va tout droit vers un assassinat, évidemment. »*

Voilà le monde MAGA en position de victime, lui qui avait ri grassement après l'attaque au marteau contre le mari de Nancy Pelosi, l'ex-speaker de la Chambre des représentants. Lui qui ne craint pas de recourir aux insultes, mensonges et caricatures pour décrire ses opposants politiques ou les républicains hostiles, comme Liz Cheney ou Chris Christie. Lui qui a transformé les émeutiers du 6 janvier au Capitole en *« prisonniers politiques »* victimes de *« persécutions »*.

> **TOUTE LA STRATÉGIE DE BIDEN REPOSAIT SUR L'IDÉE QUE TRUMP CONSTITUE UN DANGER EXISTENTIEL POUR LA DÉMOCRATIE. OR, C'EST TRUMP QUI VIENT D'AFFRONTER UN DANGER EXISTENTIEL**

Toute la stratégie de Joe Biden dans cette campagne reposait sur l'idée que Donald Trump constitue un danger existentiel pour la démocratie américaine. Or c'est Trump lui-même qui vient d'affronter un danger existentiel, s'est relevé sur le champ et a promis de poursuivre le combat.

Dans ce contexte, Joe Biden a baissé l'intensité de sa campagne et essaie d'incarner le président responsable, père de la nation. Fait rare, il a prononcé dimanche soir une allocution solennelle du bureau Ovale, consacrée à l'unité nécessaire. *« Je veux vous parler de la nécessité de baisser la température en politique. Et de se souvenir qu'au-delà de nos désaccords éventuels, nous ne sommes pas ennemis. Nous sommes des voisins. Nous sommes des amis, des collègues de travail, des citoyens, et surtout, nous sommes des compatriotes américains »*, a dit le président, tout en rappelant que la violence politique s'était également manifestée le 6 janvier et contre des responsables démocrates.

ÉVITER CERTAINS SUJETS PIÉGEUX

Des mots d'apaisement, qui apparaissent en contradiction avec la réalité historique des Etats-Unis et l'irruption régulière de la violence en politique, de l'assassinat d'Abraham Lincoln en 1865 à celui de John Fitzgerald Kennedy en 1963. Ces mots se heurtent aussi à la réalité du moment, où aucun des deux camps n'accepte d'assumer sa part de responsabilité, préférant incriminer l'autre. Des mots que Donald Trump sera aussi tenté d'employer, lors de son allocution à la convention. Les deux adversaires prétendant chacun pacifier et réconcilier le pays.

L'équipe de campagne de Donald Trump a suspendu ses levées de fonds agressives. Une cagnotte a été lancée pour les victimes de samedi. Mais l'amertume et la colère qui règnent dans les rangs républicains ne peuvent être éteintes en quelques phrases. Elles sont au cœur de la culture MAGA. Des militants à Milwaukee brandissent déjà des pancartes *« Fight ! Fight ! Fight ! »*, les mots de Donald Trump à la tribune, samedi, sang sur la joue, traduisant une polarisation politique profonde dans le pays.

Jusqu'à l'ouverture de la convention, la principale incertitude concernait l'identité du colistier de Donald Trump, qui pourrait être annoncé lundi soir. Les noms cités par le candidat lui-même sont les sénateurs J. D. Vance (Ohio), Tim Scott (Caroline du Sud), Marco Rubio (Floride) et le gouverneur du Dakota du Nord, Doug Burgum.

Depuis des mois, l'équipe de Donald Trump sollicite les militants pour leur demander leur préférence. Une fausse consultation, alors que s'est imposée une verticale du pouvoir sans précédent dans le parti. Premier critère : cette personne doit être loyale, contrairement à Mike Pence. Vice-président durant les quatre années du mandat de Trump, il avait refusé en janvier 2021 de participer à la tentative de coup d'Etat et de sortir de son rôle constitutionnel en empêchant la certification des résultats par le Congrès.

L'équipe Trump avait prévu d'organiser la convention autour de grands sujets thématiques au plus proche du quotidien des Américains. La plate-forme conçue par le Parti républicain, qui doit être adoptée par les quelque 2400 délégués cette semaine, ressemble à un prospectus bâclé et imposé sans consultations. Il témoigne d'une volonté d'éviter certains sujets piégeux, comme les 20 millions d'armes de guerre en circulation dans le pays – un fusil d'assaut a été retrouvé samedi près du tueur – ou l'avortement. Donald Trump a imposé l'idée qu'il fallait suivre l'avis de la Cour suprême sur ce point et laisser aux Etats le soin de légiférer, provoquant la colère des mouvements conservateurs chrétiens.

Depuis des mois, l'ex-président a joué sur trois touches efficaces : l'âge de Joe Biden, la crise migratoire à la frontière avec le Mexique et l'inflation. En attendant le dénouement des divisions chez les démocrates – que la tentative d'assassinat pourrait paradoxalement accélérer en faveur de Joe Biden –, cette stratégie devrait se poursuivre, au détriment des prêches sur l'unité nationale.

La vision trumpienne de l'Amérique est sombre. Elle repose sur une distorsion de la réalité. Les indicateurs socio-économiques sont au vert. L'inflation tombe (3 % sur un an), les salaires augmentent, les créations d'emplois se poursuivent à un rythme constant (15,7 millions depuis 2021), le nombre de sans-papiers interceptés à la frontière mexicaine diminue, de même que la criminalité. A mille lieues de la vision caricaturale d'une Amérique décadente, présentée par Donald Trump et relayée par les chaînes conservatrices, le pays a réussi à s'extraire de l'ère du Covid-19 et d'une inflation ravageuse, même si cette dernière est encore durement ressentie par les foyers modestes.





Donald Trump, après avoir été touché par une balle pendant son meeting de Butler (Pennsylvanie), le 13 juillet.
REBECCA DROKE/AFP

Derrière l'apparent seul-en-scène du candidat se dessine un duo d'une grande efficacité et expérience : Susie Wiles et Chris LaCivita. C'est lui qui impose une discipline à la campagne, appelant par exemple tous les cadres à éviter les propos incendiaires depuis samedi. C'est lui qui a veillé à la prise en main du Comité national républicain (RNC) – dont la présidente, Ronna McDaniel, a dû quitter ses fonctions en février –, et a placé à la vice-présidence du comité Lara Trump, épouse d'Eric, le deuxième fils du milliardaire. C'est lui, enfin, qui a géré les impératifs financiers – les énormes frais de justice du candidat –, coupant dans les dépenses et les postes inutiles.

« RASSEMBLEMENT DE FASCISTES »

Les échos des affres démocrates traverseront l'arène de la convention. Mais ce moment politique sera d'abord la révélation, au sens photographique, de la mue du Parti républicain. *« Donald Trump est un fasciste. Sa convention est un rassemblement de fascistes »*, écrivait Steve Schmidt le 12 juillet dans sa lettre quotidienne. Ancien conseiller de John McCain et fondateur du Lincoln Project, rassemblant des antitrumpistes de droite, ce dernier souligne que le GOP *« rejette la Constitution américaine, la transition pacifique du pouvoir, les résultats électoraux, le pluralisme, les droits des femmes et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Trump fait campagne sur un programme de vengeance et de revanche en prétendant que le président américain est un César »*.

Le Grand Old Party, autrefois promoteur de la libre entreprise et du commerce, soutient une taxe de 10 % sur toutes les importations chinoises, au risque de favoriser l'inflation. Ce parti, qui autrefois croyait dans la propagation des valeurs démocratiques et le rôle moteur des Etats-Unis parmi les nations libres, voit son chef louer la poigne de Xi Jinping, le président chinois, et promettre un accord de paix avec Vladimir Poutine, dans le dos de l'Ukraine. Enfin, il attaque les institutions des Etats-Unis, à commencer par le département de la justice et la police fédérale (FBI), jugés coupables d'avoir *« persécuté »* Donald Trump.

Dès samedi soir, le Secret Service, chargé de la protection des personnalités, était mis en cause, dans un déluge de thèses conspirationnistes, même si des questions graves se posent à ce sujet. A la Chambre des représentants, les républicains ont déjà annoncé une commission d'enquête. Cette tentative d'assassinat entre en bonne place dans la galerie de la martyrologie trumpiste. Une martyrologie qui se nourrit d'adversité et de mensonges. Pas d'unité. ■

PIOTR SMOLAR

Le FBI en quête du mobile du tueur

Des questions émergent sur les défaillances des services de sécurité, lors du meeting

SAN FRANCISCO - *correspondante*

Les parents ? Père libertarien, mère démocrate. La famille de Thomas Matthew Crooks vit dans une banlieue relativement aisée de Bethel Park (Pennsylvanie), près de Pittsburgh. Le père, conseiller dans un service de santé mentale, possédait l'AR-15 qui a été utilisé par son fils pour tirer sur Donald Trump le 13 juillet à 70 kilomètres du domicile familial, à Butler. Les enquêteurs ne savent pas encore si l'homme, âgé de 20 ans, avait ou non la permission d'emprunter l'arme.

L'école ? Elle n'a manifestement pas réussi à intégrer le lycéen solitaire qu'était Thomas Matthew Crooks. Selon plusieurs de ses anciens condisciples, il était constamment harcelé par un groupe d'élèves. Il était studieux, avait de bonnes notes. En fin d'études secondaires, en 2022, il a fait partie des vingt jeunes qui ont reçu un prix (500 dollars, soit 460 euros) en maths et sciences. Sur le *yearbook*, le livre de fin d'année, il arbore des lunettes à moitié cerclées. Il était passionné par l'histoire, a raconté une ancienne camarade Summer Barkley à la BBC. Un adolescent *« calme »*, *« solitaire »* et *« réservé »*, selon un lycéen cité par ABC News. Les enquêteurs n'ont à ce jour retrouvé aucune trace de lui sur Faceboook ou Instagram.

Après la tentative d'assassinat contre Donald Trump, les clés manquent pour comprendre ce qui a pu inciter un homme de 20 ans à s'en prendre à l'ex-président. Selon Kevin Rojek, le responsable de l'enquête au bureau du FBI à Pittsburgh, il a agi seul, comme il l'était le plus souvent.

Aucune motivation politique n'a été établie à ce stade, selon la police. Sur les listes électorales, Thomas Crooks était enregistré comme républicain. En 2021, après l'investiture de Joe Biden, il a aussi contribué (pour 15 dollars) à une association d'incitation à la participation électorale, Progressive Turnout Project, par l'intermédiaire de la plate-forme ActBlue qui distribue des fonds aux candidats démocrates. Il venait d'obtenir un diplôme de sciences de l'ingénieur au Community College (cycle court) du comté d'Allegheny. Il avait pris un emploi à la cuisine d'une maison de retraite et de convalescence à Bethel Park. Celle-ci avait vérifié ses antécédents avant de l'embaucher.

Lorsqu'il a été abattu par un agent du Secret Service posté sur le toit d'une grange, après avoir réussi à tirer à plusieurs reprises, tuant le capitaine de pompiers bénévole Corey Comperatore, 50 ans, et blessant deux autres personnes, Thomas Crooks ne portait pas de papiers d'identité. La police l'a identifié grâce au numéro d'enregistrement de son AR-15.

Les cheveux longs, il était vêtu d'un tee-shirt « Demolition Ranch », la chaîne YouTube spécialisée dans les armes et la *« démolition »* (la destruction d'objets à l'aide d'armes ou d'explosifs) qui possède des millions d'abonnés. Le jeune homme s'était inscrit il y a un an au club de tir local. Des explosifs rudimentaires ont été retrouvés dans sa voiture.

Théories complotistes

Reste la question centrale : comment un individu armé d'un fusil semi-automatique AR-15 a-t-il réussi à se positionner sur un toit à moins de 140 mètres de l'estrade où Donald Trump tenait son discours ? Une défaillance dans la sécurité qui alimente déjà les théories complotistes dans un milieu persuadé que Joe Biden *« instrumentalise »* le FBI pour poursuivre son rival politique.

De fait, les spécialistes du maintien de l'ordre s'expliquent mal la latitude dont Thomas Crooks a pu disposer, d'autant que plusieurs participants au meeting avaient repéré le tireur marchant sur le toit, et essayé de signaler sa présence aux forces de l'ordre. Un membre de la police locale a même essayé de monter sur le toit, mais l'assaillant l'a mis en joue et il s'est replié.

Principal mis en cause : le Secret Service, l'agence chargée de la protection des chefs d'Etat et personnalités. Son porte-parole a rapidement fait valoir que le toit sur lequel s'était posté le tireur ne faisait *« pas partie du périmètre de sécurité »*, sous-entendant que la responsabilité incombait à d'autres unités de maintien de l'ordre. Un argument jugé difficilement recevable par les experts. D'autres s'interrogent sur le délai de réponse des snipers postés sur les toits, une fois le tireur repéré, et sur l'absence de drones de surveillance. La tentative d'assassinat contre Donald Trump signe *« la plus grave crise sécuritaire de l'agence depuis l'attentat contre Ronald Reagan en 1981 »*, a tranché le *Wall Street Journal*. Des élus républicains ont déjà annoncé une commission d'enquête. Joe Biden a déclaré dimanche avoir ordonné une *« enquête indépendante »* sur les circonstances de la tentative d'assassinat contre Donald Trump.

Le Secret Service est par ailleurs la cible des trumpistes en raison du nombre de femmes dans ses rangs. Certains se sont emparés de la photo, devenue emblématique, du moment des tirs, pour dénigrer la policière qui cherche à protéger l'ex-président. Sur les vidéos, on voit que Trump l'écarte de la main pour pouvoir lever le poing vers les caméras. La directrice du Secret Service, Kimberly Cheatle, nommée par Joe Biden en 2022, est quant à elle, accusée d'avoir été *« plus préoccupée »* de diversité que de protéger Donald Trump. ■

CORINE LESNES

Le Monde
MARDI 16 JUILLET 2024

TENTATIVE D'ASSASSINAT CONTRE TRUMP

Aux Etats-Unis, le fléau des violences politiques

Exacerbées par la polarisation de la vie politique, les menaces et intimidations se sont multipliées

SAN FRANCISCO - *correspondante*

Un toit métallique blanc, sur un hangar beige, s'est ajouté samedi 13 juillet à la liste des lieux emblématiques de la violence politique aux Etats-Unis. De ce bâtiment, un laboratoire de consultants pour l'industrie des contenants en verre, l'American Glass Research, sont partis les tirs qui ont visé Donald Trump au début du meeting qu'il tenait à moins de 140 mètres de là, sur le champ de foire agricole de Butler (13 500 habitants), dans la Pennsylvanie rurale.

L'attentat s'est aussitôt inscrit dans la conscience collective, d'autant qu'il a été filmé en direct. L'ancien président a échappé au pire, mais le toit blanc sur lequel s'était posté le tireur restera probablement dans les mémoires. Comme Dealey Plaza, à Dallas (Texas), où a été tué le président John F. Kennedy le 22 novembre 1963 par un tireur en embuscade au dernier étage du dépôt de livres scolaires. Comme le balcon du Lorraine Motel à Memphis (Tennessee), où a été abattu Martin Luther King le 4 avril 1968 par un extrémiste de droite. Ou la cuisine de l'hôtel Ambassador, à Los Angeles, que traversait Robert F. Kennedy le 5 juin 1968 après un discours de victoire à la primaire démocrate de Californie quand un militant d'origine palestinienne a ouvert le feu. Ou l'Hôtel Hilton, à Washington, d'où sortait Ronald Reagan, lorsqu'il a été grièvement blessé d'une balle, le 30 mars 1981, quatre-vingt-dix jours après son investiture, par un homme perturbé qui cherchait à attirer l'attention de l'actrice Jodie Foster.

« La violence politique fait partie de notre histoire, a constaté l'ancien conservateur de la bibliothèque présidentielle de Richard Nixon, Tim Naftali, sur CNN. *Notre pays prend parfois le mauvais tournant. »* Depuis la fondation des Etats-Unis, quatre présidents ont été assassinés. Outre John Kennedy, il s'agit d'Abraham Lincoln, à la fin de la guerre de Sécession en 1865, puis James A. Garfield, en 1881, et William McKinley, en 1901, à une époque de divisions extrêmes entre progressistes, radicaux et conservateurs, comparables aux antagonismes actuels.

Six autres présidents ont été la cible de tentatives d'assassinat : Andrew Jackson en 1835, Theodore Roosevelt en 1912, Franklin D. Roosevelt en 1933, Harry S. Truman en 1950, Gerald Ford en 1975, et Ronald Reagan en 1981. Lorsqu'il a été blessé d'une balle dans le torse à Milwaukee (Wisconsin), Theodore Roosevelt cherchait à se représenter après un premier mandat à la Maison Blanche. Il a continué son discours avant d'être emmené à l'hôpital. Nombre de républicains font aujourd'hui le parallèle avec l'attitude de défi de Donald Trump, le poing levé, avant d'être évacué par le Secret Service, oubliant qu'in fine, Roosevelt a été battu par le démocrate interventionniste Woodrow Wilson.

LES RESPONSABLES POLITIQUES, PRÉSIDENT BIDEN EN TÊTE, ONT CLAMÉ À L'UNISSON : « LA VIOLENCE POLITIQUE N'A PAS SA PLACE EN AMÉRIQUE. » VŒU PIEUX

Elus de plus en plus exposés

Après l'attentat de samedi à Butler, les responsables politiques, président Biden en tête, ont clamé à l'unisson : *« La violence politique n'a pas sa place en Amérique. »* Vœu pieux. Selon une compilation du Congressional Research Service, l'organe de documentation parlementaire, qui cite le Secret Service, la violence politique semble plutôt être la norme que l'exception.

Les élus, quel que soit leur rang, sont de plus en plus exposés. En 2011, Gabby Giffords, représentante démocrate d'Arizona, une étoile montante du parti, a été atteinte en pleine tête à Tucson ; elle n'a jamais récupéré toutes ses facultés. En 2017, une fusillade lors d'une compétition de base-ball pour membres du Congrès a laissé le républicain Steve Scalise dans un état critique. En 2022, le mari de Nancy Pelosi, encore speaker (présidente) du Congrès, a été attaqué au marteau à son domicile de San Francisco (Californie). A chaque fois, les auteurs sont des individus isolés, perturbés, radicalisés. Une exception : la tentative d'enlèvement de la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, en octobre 2020, par un groupe paramilitaire qui désapprouvait sa gestion de la pandémie de Covid-19.

Le 6 janvier 2021, les Américains ont assisté à l'impensable dans un pays qui professe la plus grande vénération pour ses Pères fondateurs : l'assaut contre le Capitole à Washington, autrement dit le cœur de la démocratie américaine, par des milliers d'Américains qui n'acceptaient pas le résultat de l'élection présidentielle. L'insurrection avait été précédée par la pandémie de Covid-19, qui a entraîné des mesures coercitives dénoncées par les républicains, et les manifestations antiracistes, et parfois violentes, du mouvement Black Lives Matter. Cette accumulation a exacerbé les antagonismes, selon le professeur Robert Pape, spécialiste de la violence politique à l'université de Chicago.

Depuis, une sorte de banalisation de la radicalisation s'est emparée de l'espace public, au point que certains en viennent à juger acceptable le recours à la violence. Selon un sondage publié le 24 juin par l'équipe de M. Pape, 10 % des adultes interrogés estimaient *« justifié »* le recours à la force pour *« empêcher Trump d'accéder à la présidence »*. Soit, rapporté à la population américaine, 26 millions de personnes, dont un tiers en possession d'armes à feu. A l'opposé, 7% des adultes soutenaient l'usage de la force pour ramener Trump à la Maison Blanche. Soit 18 millions de personnes, armées pour la moitié d'entre elles et dont 40 % qualifient de *« patriotes »* les insurgés du Capitole. Dans une tribune publiée dimanche par le *Boston Globe*, M. Pape prend exemple sur la dynamique de violence qui a présidé aux conflits en Irlande du Nord ou en Bosnie. *« Nous pourrions bientôt voir ceci se dérouler aux Etats-Unis »*, met-il en garde.

L'ex-président américain Donald Trump, blessé lors d'un meeting à Butler (Pennsylvanie), le 13 juillet. ANNA MONEYMAKER/GETTY IMAGES

Actes d'intimidation

Dans la société, le sentiment de conflit inéluctable n'a cessé de monter, nourri par le déni de la réalité démocratique ; parfois aussi alimenté par l'air du temps, à l'image du film *Civil War,* d'Alex Garland (2024), qui met en scène la barbarie déchaînée par une guerre civile entre l'Etat fédéral et les Etats antitotalitaires, ou récemment par des propos comme ceux tenus le 4 juillet par le président du cercle conservateur Heritage Foundation, faisant la promotion de la *« seconde révolution »* que préparent les républicains. Elle se fera *« sans effusion de sang »*, promet-il, *« si la gauche le permet »*.

Les actes d'intimidation ne se limitent pas aux élus. Depuis la contestation de l'élection de 2020, les juges, les conseillers municipaux, les responsables de l'organisation des scrutins, sont visés par des lettres de menaces ou de campagnes de harcèlement en ligne, dans des proportions que le procureur général des Etats-Unis, Merrick Garland, a jugées *« profondément inquiétantes »*. En juin 2022, un porteur d'arme de 27 ans a été arrêté près du domicile du juge de la Cour suprême Brett Kavanaugh. Il était furieux de la décision de la Cour mettant fin à la protection fédérale de l'avortement.

UNE BANALISATION DE LA RADICALISATION S'EST EMPARÉE DE L'ESPACE PUBLIC. CERTAINS EN VIENNENT À JUGER ACCEPTABLE LE RECOURS À LA VIOLENCE

Le *swatting* a aussi connu une croissance exponentielle : il s'agit de coups de téléphone à la police affirmant qu'un incident se déroule au domicile de l'adversaire, ce qui oblige les forces de l'ordre à se déplacer. Entre Noël 2023 et fin janvier, plus de trente-quatre députés ou sénateurs en ont été victimes, selon la police du Capitole. Dans la quasi-totalité des cas, les cibles sont des figures qui ont contredit Donald Trump ou défendu des minorités sexuelles. Le 29 mai, c'est la mère de l'un des policiers blessés pendant l'insurrection au Capitole qui a été victime de harcèlement. Son fils avait accusé Trump de visées *« totalitaires »*.

Pour l'historien Michael Beschloss, le passé montre deux voies possibles. *« A notre meilleur, nous utilisons un événement comme celui-ci pour nous rassembler »*, a-t-il expliqué sur NBC. Après l'assassinat de Kennedy, son successeur Lyndon B. Johnson s'est rendu au Congrès et a appelé les élus à *« mettre fin à la prédication de la haine et du mal »*. Après l'hospitalisation de Reagan, les deux partis ont réussi à *« travailler ensemble pendant un moment »*. A l'inverse, si l'attentat accentue les divisions, les Etats-Unis en seraient réduits à suivre *« les pires leçons de l'histoire »*. ■

CORINE LESNES

Les armes, symboles de la guerre culturelle entre droite et gauche

Alors que 16 millions d'Américains possèdent une arme de guerre, les tentatives d'encadrement butent sur un profond clivage partisan

Le jeune homme qui a tenté d'assassiner l'ex-président américain, samedi 13 juillet, lors d'un meeting en Pennsylvanie était l'un de ces 16 millions d'Américains détenant une arme de guerre. Un fusil d'assaut AR-15, qui aurait été acheté il y a six mois par son père, a été retrouvé à ses côtés, après qu'il a été tué par les forces de sécurité. Vingt millions d'armes de ce type sont en circulation dans le pays, selon les industriels du secteur.

Ce fusil semi-automatique, utilisé dans la plupart des fusillades de masse les plus meurtrières de ces dernières années aux Etats-Unis, est au cœur des débats récurrents sur le contrôle des armes dans le pays. Mais, depuis vingt ans, les tentatives pour limiter sa vente et sa détention ont globalement échoué en raison des positions irréconciliables entre démocrates et républicains sur le sujet et des pressions de la National Rifle Association (NRA), le très puissant lobby des armes à feu.

En 2004, l'interdiction fédérale sur les fusils d'assaut en vigueur depuis 1994, adoptée sous le mandat de Bill Clinton pour une décennie, expire. Faute de consensus au Congrès, le texte n'est pas reconduit. La fabrication et la vente de ces armes, notamment l'AR-15, connaissent alors une croissance inédite. Et la question de son interdiction a beau se réinstaller dans le débat public après chaque fusillade de masse, l'AR-15 devient même un symbole de l'Amérique pour une partie de la droite américaine. En 2023, sans réellement donner de détails sur la nécessité d'un tel projet, des élus républicains vont jusqu'à proposer un texte de loi qui aurait fait de l'AR-15 « l'arme nationale des Etats-Unis ».

Comme Barack Obama avant lui, Joe Biden a tenté à plusieurs reprises de restreindre l'accès à ces armes de guerre. Seuls une dizaine d'Etats, démocrates, ont adopté des mesures restrictives pour la détention d'armes de guerre. Lors d'un meeting dans le Michigan, la veille de la tentative d'assassinat de l'ex-président, M. Biden promettait encore d'*« interdire les fusils d'assaut* [s'il était] *réélu »*, accusant son adversaire Donald Trump d'avoir promis à la NRA de n'en rien faire. Durant le mandat de Joe Biden, un texte bipartisan a permis d'étendre la vérification des antécédents pour l'achat d'armes, notamment pour les moins de 21 ans, mais son administration a échoué à interdire leur vente aux plus jeunes.

EN 2023, DES ÉLUS RÉPUBLICAINS ONT PROPOSÉ UN TEXTE DE LOI QUI AURAIT FAIT DU FUSIL D'ASSAUT AR-15 « L'ARME NATIONALE DES ÉTATS-UNIS »

En 2022, la Cour suprême avait même autorisé les Américains à sortir armés de leur domicile, une décision *« contraire au bon sens et à la Constitution »*, avait jugé Joe Biden. Le président démocrate a en revanche salué la confirmation par les neuf juges, en juin, que le retrait temporaire du droit au port d'arme chez les auteurs de violences conjugales n'était pas contraire au deuxième amendement de la Constitution, qui garantit le droit *« de détenir et porter une arme »*.

Rares mesures consensuelles

Sur ce sujet, devenu un motif de guerre culturelle entre les démocrates et les républicains, l'opinion publique paraît, à certains égards, moins divisée que les élus. Ainsi, tous partis confondus, près de neuf Américains sur dix (88 % des républicains et 89 % des démocrates) souhaitent interdire l'achat d'armes pour les personnes atteintes de troubles mentaux. Une forte majorité (69 % des républicains, 90 % des démocrates) souhaite aussi porter l'âge limite pour la détention d'une arme à 21 ans, contre 18. Mais il s'agit là des rares mesures consensuelles.

Alors que 82 % des démocrates veulent interdire les fusils d'assaut et les chargeurs de munitions de grande capacité, seuls 33 % des républicains partagent cette opinion. Et quand neuf démocrates sur dix veulent un contrôle plus strict des ventes d'armes, seul un tiers des républicains est de cet avis, selon un sondage AP-NORC de 2023. Globalement, 64 % des Américains sont pour. Selon une étude du Pew Research Center datant de la même année, 60 % des Américains jugent que la violence des armes est un *« gros problème »* dans le pays, en augmentation de 9 points par rapport à 2022. Quatre Américains sur dix vivent aujourd'hui dans un foyer qui possède au moins une arme. ■

STÉPHANIE LE BARS

Des dizaines de tués à Gaza lors de frappes visant le Hamas

L'élimination d'un des chefs du mouvement islamiste a dévasté une zone désignée par Israël comme refuge pour les déplacés



Après le bombardement sur le camp de déplacés d'Al-Mawasi, à Khan Younès, dans la bande de Gaza, le 14 juillet. BASHAR TALEB/AFP

JÉRUSALEM - *correspondant*

Le Hamas nie sa mort. Israël ne peut la confirmer. Lundi 15 juillet au matin, Mohammed Deif demeure un fantôme. Pour la neuvième fois au moins en quatre décennies, l'Etat hébreu a visé, samedi, le chef de la branche armée du Hamas, dans une série de frappes d'une rare violence, menées sur la zone côtière sud de Gaza.

Au cœur de la région d'Al-Mawasi, définie par l'armée comme un refuge pour les déplacés gazaouis, ces frappes ont fait au moins 90 morts, pour moitié des femmes et des enfants, et 300 blessés, selon le ministère de la santé de Gaza, administré par le Hamas –, ce qui les classerait parmi les plus létales du conflit. Samedi, la défense civile palestinienne a aussi fait état d'une vingtaine de personnes tuées lors d'une frappe sur le camp de réfugiés d'Al-Chati, dans l'ouest de la ville de Gaza, touchant un lieu de prière.

Ce coût humain immense est passé cependant presque inaperçu en Israël, dans le dixième mois d'une guerre où l'armée a fait voler en éclats toute notion de proportionnalité en ce qui concerne les frappes. L'un des orchestrateurs de l'attaque du 7 octobre 2023 a été visé aux côtés du chef de la brigade de Khan Younès, Rafa Salama, dont l'armée a confirmé la mort, dimanche.

« Un cercle de feu »

Khalil Al-Hayya, un haut responsable du Hamas, en exil, a affirmé à la chaîne Al-Jazira que Mohammed Deif était bien vivant, sans que le mouvement fournisse des preuves. L'armée israélienne dit avoir localisé les deux hommes à l'ouest de Khan Younès, dans un enclos muré, sous le couvert d'arbres, dans lequel, selon elle, les déplacés étaient tenus à l'écart par des gardes du Hamas.

Un si vaste espace relativement vide et clos est chose rare dans cette zone, où environ un million et demi de personnes se serrent, selon l'Organisation des Nations unies, dans d'immenses villages de tentes, poussiéreux, soumis à des conditions d'hygiène insalubres, à la faim et à la soif. L'attaque a eu lieu près d'une rare station de distribution d'eau potable et de nourriture.

Selon la radio de l'armée, Mohammed Deif s'était réfugié dans le sud de l'enclave dès avant l'entrée des troupes israéliennes, à la fin d'octobre 2023. Il est demeuré depuis lors entre Khan Younès, sa ville natale, et Rafah, pour l'essentiel sous terre, dans le vaste réseau de tunnels dont il avait supervisé la construction durant deux décennies. Il s'y est terré avec une partie des combattants, après la riposte d'Israël, attendue et d'une violence sans précédent, abandonnant deux millions de civils gazaouis à leur sort.

Jusqu'en avril, l'infanterie s'était déployée durant des mois à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, se positionnant à quelques centaines de mètres du complexe où elle a tenté de frapper le chef de la branche armée du Hamas, samedi. Toujours selon la radio de l'armée, Mohammed Deif aurait continué, au fil du conflit, de superviser tant bien que mal les opérations des brigades du Hamas, ce qui expliquerait sa rencontre avec Rafa Salama, le 13 juillet. Ce n'est que récemment qu'il se serait autorisé à sortir à l'air libre. A Gaza, très rares sont ceux qui sauraient reconnaître son visage s'il se trouvait devant eux.

Des témoignages de Gazaouis et des vidéos amateurs tournées sur les lieux montrent que les frappes israéliennes se sont étendues au-delà de l'enclos, en plusieurs phases. Le quotidien israélien *Yediot Aharonot* affirme que l'armée a créé un *« cercle de feu »* autour du site, afin d'empêcher les secouristes d'atteindre les lieux et de sauver Mohammed Deif. Plusieurs vidéos ont montré l'une de ces frappes, menée à proximité de camions de pompiers et d'ambulances stationnées près d'un enclos arboré. *« Un certain nombre de victimes se trouvent encore sous les décombres et dans les rues, et les ambulances et les équipes de la défense civile ne parviennent pas à les atteindre »*, déclarait alors le ministère de la santé.

Des enfants amputés

Scott Anderson, le directeur à Gaza de l'UNRWA, la principale agence d'aide des Nations unies dans l'enclave, qui s'est rendu dans la journée à l'hôpital Nasser de Khan Younès, a fait état de plus de 100 blessés sévères. *« Nombre de patients ont été traités à même le sol, sans désinfectant »*, affirmait-il, dimanche, en décrivant *« des bébés amputés de deux membres, des enfants paralysés, incapables de recevoir un traitement, et d'autres séparés de leurs parents ». « J'ai aussi vu des mères et des pères ne sachant pas si leur enfant était vivant*, a-t-il ajouté. *Des parents m'ont dit qu'ils étaient venus dans cette "prétendue zone humanitaire" dans l'espoir que leurs enfants y seraient en sécurité. »*

L'armée israélienne a précisé ne pas disposer d'informations indiquant que des otages se trouvaient autour de Mohammed Deif, en guise de boucliers humains, au moment de l'attaque. Au cours de cette guerre, Israël a tué Marwan Issa, le second de Mohammed Deif, et trois chefs de brigade du Hamas, à Gaza. Il a aussi assassiné, à Beyrouth où il était exilé, Saleh Al-Arouri, lié au parrain iranien du mouvement islamiste, qui œuvrait au dialogue avec le Fatah au pouvoir en Cisjordanie, tout en y supervisant à distance la branche militaire du Hamas. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a rappelé, samedi soir, avoir *« établi une règle dès le début de la guerre : les meurtriers du Hamas sont des morts en sursis, du premier au dernier d'entre eux. Nous réglerons nos comptes avec eux »*.

Sur cette liste de cibles demeure toujours le chef du mouvement à Gaza, Yahya Sinouar, aux côtés duquel Deif avait patiemment transformé ses brigades en un embryon d'armée, avec l'aide du Hezbollah libanais, améliorant les capacités de ses missiles, grâce aux transferts de technologie de l'Iran.

Quelles conséquences aurait la mort de Deif sur les négociations poussives qui reprenaient ces dernières semaines, en vue d'un cessez-le-feu et de la libération d'otages du Hamas ? Le mouvement palestinien se garde de toute réaction brusque. Dimanche, un membre de son bureau politique, Izzat Al-Risheq, a rejeté comme *« faux et sans fondement »* le contenu d'une dépêche d'agence, qui citait un officiel anonyme du Hamas, selon lequel le groupe avait décidé de mettre fin aux négociations.

> **Selon le Hamas, Mohammed Deif, le chef de sa branche armée, serait bien vivant, mais le mouvement islamiste n'a pas fourni de preuves**

Dès samedi, Khalil Al-Hayya avait déploré qu'Israël cherche à pousser le mouvement islamiste à rompre ces pourparlers. Côté israélien, l'élimination des chefs du Hamas est un objectif consensuel au sein de l'état-major, du gouvernement et de l'opposition, jugé cohérent avec la poursuite en parallèle des négociations. Le chef du Mossad, David Barnea, est attendu au Qatar, dans les prochains jours, afin de leur donner suite.

« Deif » est né Mohammed Diab Al-Masri, en 1965, dans une famille pauvre du camp de réfugiés de la ville, tout comme Yahya Sinouar. Il a acquis son surnom (« invité » en arabe), à force de changer constamment d'hébergement. Il a déjà été donné pour mort plusieurs fois par Israël, a subi de graves blessures et disparu par deux fois pendant six et sept ans, à la suite de tentatives d'assassinat.

Ephémère enquête

C'est lui qui avait annoncé, d'une voix claire et forte, le 7 octobre 2023, le début de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », qui a tué 1 200 civils et militaires dans le sud d'Israël. Ancien étudiant en biologie à l'université islamique de Gaza, il fait partie, avec Sinouar, des premiers militants armés de l'organisation, qui traquaient des collaborateurs palestiniens de l'armée israélienne à la fin des années 1980. Il avait été arrêté une première fois par Israël, en 1989, au début de la première Intifada.

De la génération qui a fondé les Brigades Ezzedine Al-Qassam (le groupe armé du Hamas), en 1990, il en demeurerait l'un des seuls vivants et libres, aujourd'hui. Il avait pris la tête du mouvement lors de la deuxième Intifada, après l'assassinat de Salah Chehadeh, en 2002. En ce temps lointain, la mort de quatorze civils aux côtés de ce dirigeant islamiste avait suscité une réprobation internationale, et un certain émoi en Israël. La justice espagnole avait ouvert une éphémère enquête pour crimes contre l'humanité contre le ministre de la défense israélien et six hauts gradés de l'armée. ■

LOUIS IMBERT

Une crise de santé publique sans précédent menace l'enclave

L'accumulation des déchets et la stagnation d'eaux usées couplées à la chaleur pourraient causer des épidémies parmi les habitants de Gaza

BEYROUTH - *correspondance*

C'est une calamité de plus pour les civils de Gaza, dans l'enclave bombardée par Israël : la cohabitation forcée avec des montagnes de déchets en décomposition, qui attirent les rats, les insectes, et même les serpents, et avec les eaux usées qui souillent le sol. La puanteur rend l'air irrespirable.

« L'odeur des poubelles est partout à Deir Al-Balah », témoigne Hanine Ajjour, habitante de Gaza et responsable financière locale de l'ONG Norwegian Refugee Council, contrainte de fuir vers cette localité du centre de la bande de Gaza après l'invasion israélienne de Rafah, début mai. *« Depuis notre arrivée, il y a tant de déplacés que certains dorment dans la rue. D'autres ont dû s'installer dans des tentes près de tas d'ordures, au bord de la mer, parce qu'il n'y avait pas d'autre terrain disponible ; l'odeur y est insoutenable. Dans les camps de déplacés, les eaux usées débordent dans les allées, provenant des trous creusés dans le sol pour servir de latrines sous des tentes »*, décrit-elle, dans une réponse écrite sur la messagerie WhatsApp. Les autorités israéliennes interdisent toujours l'entrée de la presse internationale dans l'enclave.

A Khan Younès (sud) également, des déplacés fuyant Rafah n'ont pas eu d'autre choix que de s'installer à proximité d'un vaste dépotoir temporaire, ouvert en urgence durant la guerre. A l'odeur pestilentielle et aux mares de boue dans lesquelles il faut patauger s'ajoute la pollution générée par *« le fait que les gens brûlent tout ce qu'ils ont sous la main, comme du plastique, pour cuisiner, car ils n'ont pas de gaz »*, déplore Hanine Ajjour.

Ces conditions de vie délétères, subies par les Palestiniens de Gaza depuis des mois, pourraient s'aggraver alors que le thermomètre dépasse les 30 °C. La chaleur et la prolifération des insectes, couplées à la concentration de population, font craindre aux humanitaires une crise de santé publique sans précédent cet été. Ils alertent sur le risque d'apparition du choléra. Gale, diarrhées, infections respiratoires aiguës et hépatite A sont déjà présentes, conséquences de l'insalubrité et de l'absence d'accès à de l'eau propre.

> **Les humanitaires alertent sur le risque d'apparition du choléra**

Cette situation est un effet direct de la guerre : plus de la moitié des installations d'eau et de traitement des eaux usées ont été détruites ou endommagées par les frappes israéliennes, selon les Nations unies. Les cinq stations d'épuration de Gaza sont à l'arrêt. Les deux principales décharges, situées à la lisière orientale de l'enclave, sont inaccessibles : elles sont situées dans la zone tampon établie par l'armée israélienne.

Le carburant manque pour faire circuler les camions poubelles qui n'ont pas été endommagés. Des employés chargés de collecter les déchets ont été tués ou sont eux-mêmes déplacés. En juin, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) notait que les transferts d'ordures faisaient partie des missions refusées par les autorités israéliennes, qui conditionnent toute opération humanitaire à Gaza. Les décharges informelles se sont multipliées et plus de 300 000 tonnes de déchets solides sont actuellement accumulées dans la bande de Gaza, où la population est soumise aux déplacements à répétition.

Infections et maladies de peau

Les quelques initiatives prises par les agences de l'ONU – comme l'embauche d'employés pour collecter les ordures – ou les campagnes locales de nettoyage dans les allées des camps de déplacés ne peuvent pas endiguer la catastrophe. *« La crise des déchets est une punition infligée aux Palestiniens,* accuse Aed Yaghi, directeur de la branche gazaouie de l'ONG Palestinian Medical Relief Society. *C'est le résultat de la destruction des infrastructures civiles menée par Israël afin de rendre Gaza invivable et de pousser les Gazaouis à partir. »*

Exilé au Caire, le médecin maintient un contact quotidien avec ses proches dans l'enclave. *« Un ami m'a dit : "Si nous ne mourons pas sous les bombardements, nous mourrons d'une mort lente." Le jour, les Gazaouis sont assaillis par les mouches ; la nuit par les moustiques. L'insalubrité provoque aujourd'hui des infections et des maladies de peau. Mais elle aura aussi des conséquences sur le plus long terme, sur le plan de la santé, en raison de la contamination des sources d'eau. »*

Un avis que partage le Programme des Nations unies pour l'environnement : dans un rapport publié en juin sur l'impact environnemental de la guerre à Gaza, l'organisme estime que, avec l'effondrement des infrastructures d'eau et d'assainissement, la *« résilience »* de l'enclave palestinienne est en jeu. ■

LAURE STEPHAN

Le Monde
MARDI 16 JUILLET 2024

Des Gazaouis coincés au Caire dans l'attente d'un visa français

Ces Palestiniens qui ont fui l'enclave pour l'Egypte ont une promesse d'emploi en France, mais leur dossier est bloqué au ministère de l'intérieur

LE CAIRE - *correspondance*

«On vit dans l'inconnu. Ni à Gaza ni en France. Nous sommes bloqués en Egypte sans savoir ce qui nous attend», se désole Islam Idhair, journaliste, fixeur et traducteur palestinien qui collabore depuis quinze ans avec de nombreux médias français dans l'enclave palestinienne. Derrière sa bonhomie et les blagues qu'il enchaîne dans un français parfait se cache un homme brisé en proie aux traumatismes de la guerre.

Le 21 octobre 2023, sa maison de Rafah a été bombardée par un raid israélien, ses quatre enfants ont été tués sur le coup. Seule la main d'Islam dépassait du tas de ruines, indiquant aux sauveteurs l'emplacement de son corps enseveli. Une fois extrait des décombres et transféré à l'hôpital, le père de 37 ans découvre une à une les dépouilles de ses fils, Ayman, 13 ans et Aous, 5 ans, et de ses filles, Imane, 12 ans et Andalous, 10 ans.

«On était une famille magnifique. Je leur apprenais le français», se souvient-il. *«La culture française a toujours été une fenêtre de liberté pour nous les Gazaouis, dans notre prison à ciel ouvert»*, ajoute-t-il. Islam Idhair a travaillé comme assistant de langue française à l'université Al-Aqsa de Gaza, documentariste pour le centre culturel Al-Qattan de Gaza, et avait cofondé le média francophone *Gaza la vie*.

Islam Idhair et son épouse, Hiba, ainsi qu'une petite centaine de Gazaouis avaient été inscrits sur une liste transmise au printemps par le consulat de Jérusalem à la cellule de crise du ministère des affaires étrangères en vue d'une possible évacuation vers l'Egypte, puis vers la France. Après avoir évacué de l'enclave les ressortissants français, les binationaux, les agents de l'Institut français ainsi que leurs proches, le Quai d'Orsay avait souhaité élargir le dispositif à certaines personnes triées sur le volet ayant entretenu des liens avec la France.



Le journaliste palestinien Islam Idhair, dans les décombres de sa maison bombardée, à Rafah, dans la bande de Gaza, en octobre 2023. DOCUMENT «LE MONDE»

Assaut sur Rafah

Autour du 1er mai, le ministère des affaires étrangères a transmis une liste aux autorités israéliennes en vue de faire sortir une partie des personnes inscrites sur cette liste. Mais l'opération n'a jamais eu lieu. Le 7 mai, ignorant toutes les mises en garde internationales et les appels à la retenue pour épargner les centaines de milliers de civils réfugiés dans le sud de l'enclave, l'armée israélienne s'est lancée à l'assaut de la ville de Rafah et a pris le contrôle du poste-frontière, refermant la seule porte de sortie pour les civils gazaouis.

Anticipant une offensive imminente, Islam et sa femme ont décidé de fuir par leurs propres moyens jusqu'en Egypte. Le 1er mai, ils parviennent au Caire après avoir payé un droit d'entrée sur le territoire égyptien à un tarif exorbitant, qu'ils ont pu financer grâce à une campagne de dons organisée par des Français. Dès son arrivée, le couple dépose une demande de visa et obtient un premier rendez-vous auprès du consulat français. Deux mois plus tard, malgré un dossier solide, comprenant une promesse d'embauche par une radio associative française et un hébergement garanti, ils attendent toujours une réponse.

Leur cas n'est pas isolé. *«On est dans les limbes»*, renchérit Ismael Mahmoud Rabah, un autre journaliste dans la même situation, qui travaillait à Gaza notamment avec Arte et France 24, et dispose d'une promesse d'embauche avec la chaîne franco-allemande à Strasbourg en plus d'être soutenu par l'ONG Reporters sans frontières. Depuis le 10 avril, sa demande de visa reste, elle aussi, sans réponse.

En tout, près de 80 artistes, journalistes ou intellectuels ont été identifiés sur les listes transmises à la cellule de crise du ministère des affaires étrangères. Parmi eux, seulement une trentaine sont parvenus à s'échapper à temps, avant la fermeture du passage de Rafah, et sont arrivés au Caire par leurs propres moyens. Tous sont aujourd'hui dans l'attente d'une réponse des autorités françaises.

«Un quotidien déprimant»

«On est en sursis», renchérissent les musiciens Anas El-Najjar et Iyad Abu Leyla, qui étaient respectivement directeur académique et professeur de percussions au conservatoire Edward Saïd du quartier de Tell El-Hawa à Gaza. *«Un symbole de vie dans une prison à ciel ouvert»* qui accueillait plus de 250 élèves et a été détruit par les bombardements israéliens. Ces artistes souhaiteraient rejoindre la France, où ils ont donné plusieurs concerts en 2016, notamment à l'Institut du monde arabe.

> **«L'Egypte nous accueille mais nous n'avons aucun droit. Sans permis de séjour, je ne peux pas travailler légalement ici»**
> AMAL AL-KAHLOUT
> professeure de physique

«L'Egypte nous accueille mais nous n'avons aucun droit. Sans permis de séjour, je ne peux pas travailler légalement ici, les enfants ne peuvent aller ni à l'école ni à l'université. Nous végétons dans un quotidien déprimant, on se réveille, on mange, on se recouche», confie Amal Al-Kahlout, professeure de physique et de nanotechnologie à l'université Al-Azhar à Gaza, qui a vendu ses bijoux de mariage pour se payer un laissez-passer pour l'Egypte.

L'universitaire palestinienne est lauréate du programme Pause, financé par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et piloté par le Collège de France, qui organise depuis 2017 l'accueil en France de chercheurs et d'artistes étrangers fuyant des guerres ou des situations de danger. L'enseignante, censée être accueillie par la Sorbonne à Paris, aurait dû être évacuée en France dans un bref délai. Mais sa demande de visa, déposée le 27 mai, n'a toujours pas été étudiée.

«Malgré nos nombreuses sollicitations, nous ne savons pas ce qui bloque, personne ne comprend. On parle pourtant d'un tout petit nombre de personnes. Sur d'autres crises, comme en Syrie ou en Afghanistan, le processus administratif était beaucoup plus rapide», regrette Laura Lohéac, la directrice du programme Pause, qui se charge de nouer des partenariats avec des universités ou des institutions culturelles afin de garantir à ces exilés un emploi, un salaire et un logement en France. *«Même en ayant les dossiers les plus solides possibles, ça coince. Tout est pourtant prêt pour accueillir ceux qui sont au Caire»*, poursuit-elle.

Selon plusieurs sources, les dossiers sont actuellement bloqués au ministère de l'intérieur. Sollicité par *Le Monde*, le bureau du ministre, Gérald Darmanin, indique *«ne pas en avoir connaissance»*. Le Quai d'Orsay, de son côté, n'a pas donné suite aux demandes de réaction du *Monde*.

En attendant, ces dizaines d'exilés gazaouis issus de la société civile, souffrant pour beaucoup de stress post-traumatique, végètent au cœur de la capitale égyptienne. Islam et son épouse ont dû changer cinq fois d'appartement en trois mois et vivotent grâce aux aides envoyées par un groupe d'amis en France. Sans permis de séjour, ils ne sortent presque pas de chez eux.

«Nous voulons retrouver la vie, tenter de refonder une famille, aller de l'avant. En Egypte, nous n'avons aucune attache, aucune stabilité. En France, on aurait tout pour recommencer, pour se reconstruire. Je demande juste qu'on étudie mon dossier avec des yeux humains. Je voudrais rendre la France fière de m'avoir un jour donné cette opportunité», déclare Islam Idhair, un éclat d'espoir dans les yeux. ■

ELIOTT BRACHET

Au Brésil, Jair Bolsonaro rattrapé par la justice

Inculpé dans l'affaire des «bijoux saoudiens», l'ancien président brésilien risque jusqu'à trente-deux ans de prison

SAO PAULO (BRÉSIL) - *correspondant*

Le ciel s'est brusquement obscurci au-dessus de Jair Bolsonaro. L'ancien président du Brésil, au pouvoir de 2019 à 2023, a subi ces derniers jours plusieurs revers sur le plan judiciaire. Poursuivi ou inculpé dans une série d'affaires, il est menacé de procès et de lourdes peines de prison. Le 4 juillet, la police fédérale a formellement recommandé l'inculpation de M. Bolsonaro dans l'affaire dite des «bijoux saoudiens». Il est accusé de s'être approprié et d'avoir illégalement revendu des articles de luxe, offerts par Riyad au gouvernement brésilien en 2021. Soupçonné d'association de malfaiteurs, blanchiment d'argent et appropriation de biens publics, le dirigeant d'extrême droite risque jusqu'à trente-deux ans de prison.

Stylo Chopard, montre Rolex en or blanc, bagues, boutons de manchette, rosaires, sculptures de bateau et de palmier doré… l'ensemble des biens détournés à des fins d'enrichissement illicite par le clan Bolsonaro est évalué à 6,8 millions de reais (1,15 million d'euros). Plusieurs pièces ont été vendues dans des enchères en ligne grâce à un réseau de proches. La police a recommandé, outre l'inculpation de Jair Bolsonaro, celle de onze autres personnalités, dont Mauro Cid, son ancien aide de camp.

Réquisition d'un avion

La somme collectée aurait permis à l'ancien président de financer son dispendieux train de vie en Floride, où il a séjourné de décembre 2022 à mars 2023. Au moins 25000 dollars (22900 euros) auraient été remis en espèces à Jair Bolsonaro durant ce séjour, *«sans utiliser le système financier formel, dans le but de cacher l'origine, la localisation et la propriété»* des sommes versées, indique le rapport d'enquête. Jair Bolsonaro est par ailleurs soupçonné d'avoir réquisitionné un avion de la présidence dans le but d'envoyer discrètement les bijoux aux Etats-Unis.

Cette affaire est loin d'être la seule planant sur l'ancien chef de l'Etat, déjà condamné en juin 2023 à huit années d'inéligibilité pour ses attaques contre le système de vote électronique du Brésil. Au mois de mars, les autorités avaient déjà recommandé l'inculpation de Jair Bolsonaro, soupçonné d'avoir ordonné la falsification de certificats de vaccination contre le Covid-19 en sa faveur et celle de ses proches. Des faits qui pourraient lui valoir jusqu'à douze années de réclusion.

Le 11 juillet, une série de perquisitions et de peines de prison préventive ont été ordonnées contre d'anciens agents de l'Agence brésilienne du renseignement (ABIN), soupçonnés d'avoir mis en place un système d'espionnage illégal à la demande de l'ex-président. Des juges, des journalistes, des parlementaires et jusqu'au président de la Chambre des députés, Arthur Lira, auraient alors été mis sur écoute grâce au logiciel espion israélien FirstMile.

Selon les autorités, il s'agissait d'obtenir des informations compromettantes à l'encontre de personnalités enquêtant sur le clan Bolsonaro, et en particulier sur deux fils du président, Flavio et Jair Renan, soupçonnés d'usage d'emplois fictifs et de trafic d'influence. Cette «ABIN parallèle» aurait également servi à lancer des fausses informations sur des opposants et à préparer un potentiel coup de force en cas de défaite à la présidentielle de 2022, finalement remportée par Luiz Inacio Lula da Silva.

«Une Gestapo privée»

Ces dernières révélations ont entraîné une avalanche de réactions scandalisées. Jair Bolsonaro *«a transformé* [l'agence de renseignement] *en une Gestapo privée»*, a tonné Gleisi Hoffmann, présidente du Parti des travailleurs (PT, gauche) sur X. *«Ce que les rapports de la police fédérale révèlent, c'est le péril traversé par le Brésil sous la gestion d'un président qui violait tous les jours les règles les plus fondamentales des droits humains»*, a dénoncé le journaliste Jamil Chade sur le site d'information *UOL*.

Chargé de l'enquête sur les «bijoux saoudiens», le juge Alexandre de Moraes, au Tribunal suprême fédéral, a donné quinze jours au parquet pour se prononcer sur une inculpation formelle de Jair Bolsonaro, qui nie toutes les accusations. L'ancien président multiplie actuellement les déplacements à travers le Brésil afin de soutenir les candidats d'extrême droite aux municipales du mois d'octobre, et en particulier Alexandre Ramagem, postulant à la mairie de Rio de Janeiro. Directeur de l'ABIN entre 2019 et 2022, ce dernier est soupçonné d'avoir été l'architecte des écoutes illégales.

Rien n'indique que les affaires auront un impact sur la popularité de Jair Bolsonaro. *«Ses partisans estiment qu'il est victime d'une persécution judiciaire et que, même s'il a volé, il l'a fait dans des proportions bien moindres que la gauche*, explique Camila Rocha, politiste et coautrice d'une étude publiée en avril sur l'électorat d'extrême droite. *Bolsonaro dispose d'un énorme pouvoir de mobilisation populaire et conserve une place centrale dans l'échiquier politique brésilien. C'est un faiseur de rois.»* ■

BRUNO MEYERFELD

IRAK

Découverte d'une fosse commune de l'Etat islamique

Une centaine de victimes du groupe Etat islamique (EI) ont été exhumées d'une fosse commune en Irak, dans la région de Mossoul, ont annoncé, dimanche 14 juillet, des responsables gouvernementaux. Les autorités poursuivent depuis des années des recherches pour retrouver les charniers creusés par les djihadistes, entre 2014 et 2017, quand ils contrôlaient Mossoul. Le puits naturel Alo Antar, dans lequel les djihadistes avaient précipité leurs victimes (yézidis et turcomans chiites notamment) se trouve à 70 kilomètres à l'ouest de Mossoul. *«Les restes de 139 victimes ont été retirés, avec en plus des parties de corps humains»*, a précisé un responsable gouvernemental. – *(AFP.)*

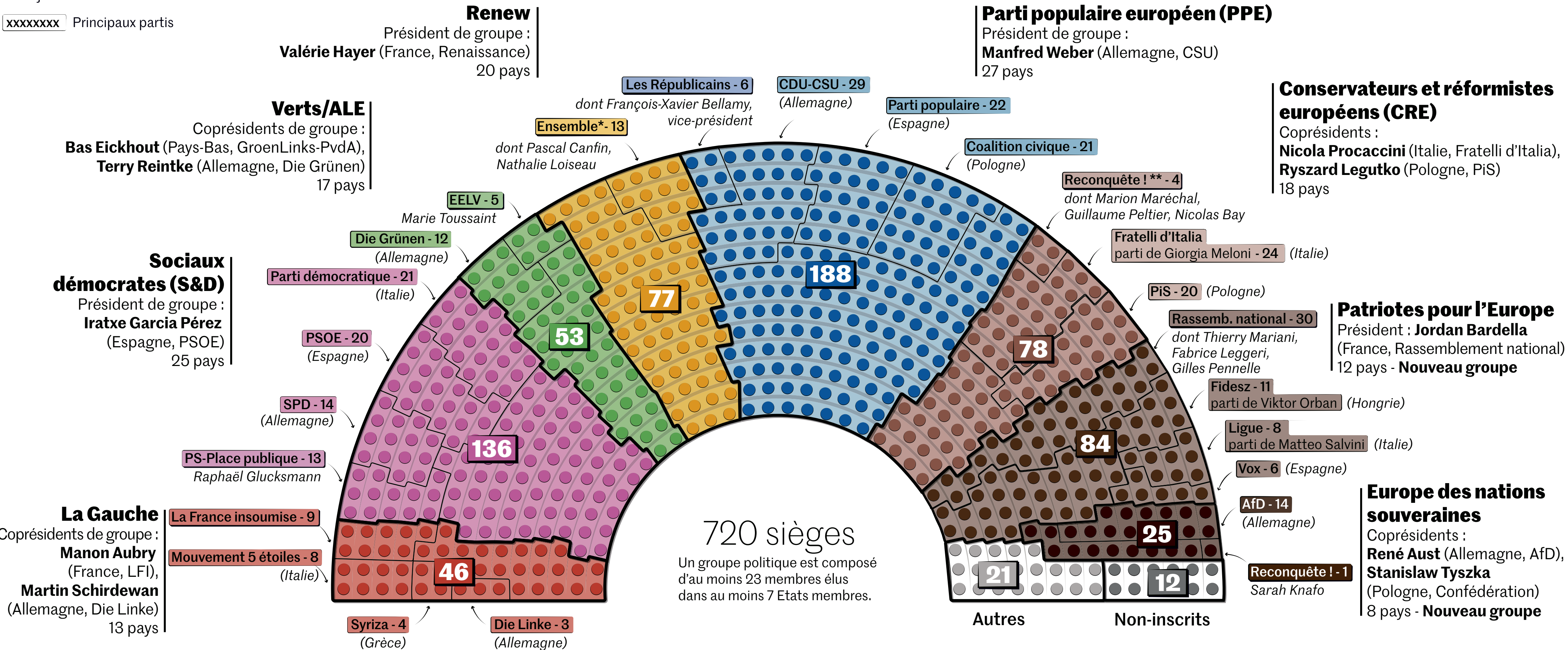
SOMALIE

Attentat meurtrier dans un café de Mogadiscio

Neuf personnes ont été tuées et 20 autres blessées à Mogadiscio, capitale de la Somalie, dans l'explosion d'une voiture piégée devant un café bondé en raison de la retransmission de la finale de l'Euro de football, dimanche 14 juillet, dans la soirée. – *(AFP.)*

Au Parlement européen, une majorité plus fragile

L'hémicycle strasbourgeois doit accueillir mardi les 720 eurodéputés élus en juin pour la nouvelle législature



* Renaissance-MoDem-Horizons-UDI-Parti radical ; ** Députés élus le 9 juin sous l'étiquette Reconquête, exclus depuis.

Sources : Parlement européen ; ministère de l'intérieur • Infographie *Le Monde*

BRUXELLES - *bureau européen*

Ce sera jour de rentrée, mardi 16 juillet, pour les 720 femmes et hommes qui ont été élus, le 9 juin, au Parlement européen. Une grande partie d'entre eux – quelque 46 % – n'en sont pas à leur premier mandat. Mais les autres feront la découverte de l'hémicycle strasbourgeois, qui accueille les eurodéputés douze fois par an.

Les nouveaux ont pris leurs marques à Bruxelles, où ils passeront l'essentiel de leur temps ces cinq prochaines années. Ils ont rencontré leurs collègues, commencé à discuter de la suite. Au « Welcome village », à côté du restaurant des députés, dès le 10 juin, une dizaine de stands, dont la tournée prend environ deux heures et demie, les attendaient pour aider à leur intégration. On les a pris en photo ; on leur a expliqué quelle serait leur rémunération, leur budget pour embaucher un assistant, on leur a détaillé leurs droits en matière d'assurance-maladie, présenté l'assistance fournie par l'administration en matière de communication ou d'interprétariat…

Mais c'est mardi, à Strasbourg, que sera lancée la nouvelle législature et que les élus entreront officiellement en fonctions. L'ancien président du groupe des Verts, Philippe Lamberts, qui ne s'est pas représenté après trois mandats, se souvient de ce mardi de juillet, il y a quinze ans, quand il a fait son entrée, tôt le matin, dans une Assemblée encore vide, aux huissiers près. *« Je suis allé m'asseoir à ma place, la 566, avec un sentiment incroyable. Quelques jours plus tôt, j'étais cadre chez IBM et voilà que je représentais des millions d'Européens »*, raconte-t-il aujourd'hui.

Sur les bancs de l'hémicycle, les Allemands, parce que leur pays est le plus peuplé de l'Union européenne (UE), constituent le premier bataillon, avec 96 élus. La France arrive juste après, avec ses 81 représentants. Avec le Rassemblement national (RN), le pays compte toutefois la délégation la plus fournie au Parlement européen : avec ses 30 eurodéputés, le parti d'extrême droite dépasse d'un élu la formation allemande, CDU-CSU. A l'autre bout du spectre, Chypre, Malte et le Luxembourg n'ont que six sièges.

Dans cette Assemblée, les hommes sont majoritaires : 60 %, comme en 2019. Les élus de Chypre ne comptent pas de femme. En Italie et en Allemagne, elles représentent un tiers des effectifs. En revanche, en Finlande ou en Suède, elles sont présentes à plus de 60 %. La France est quasi à la parité (49 %). Le 9 juin, dès les résultats du scrutin, les tractations ont commencé, chaque groupe politique tentant d'attirer de nouveaux partis afin de se présenter à Strasbourg, avec le plus d'élus possible. Le temps de parole, les présidences de commission et d'autres postes de pouvoir au sein de l'Assemblée, mais aussi les moyens financiers d'un groupe dépendent de ses effectifs. A l'approche de la première session parlementaire, le paysage est désormais stabilisé. Les chrétiens-démocrates du Parti populaire européen (PPE) constituent, une nouvelle fois, la première force politique à Strasbourg, avec 188 élus. Ils ont même progressé par rapport à 2019, grâce à un bon score dans les urnes, mais aussi en trouvant de nouveaux alliés. Quitte à sacrifier parfois certaines de leurs valeurs.

Ursula von der Leyen fixée jeudi

Le PPE assure ne vouloir accueillir que des partis *« pro-Europe, pro-Ukraine et pro-Etat de droit »*, comme l'a martelé son président, Manfred Weber. Mais il n'a pas hésité à intégrer le Mouvement agriculteur-citoyen néerlandais, largement eurosceptique, ou le parti Tisza (« respect et liberté »), de Péter Magyar, qui mène le combat contre le Fidesz, de Viktor Orban, mais se dit, comme le premier ministre hongrois, opposé à l'envoi de troupes et d'armes à Kiev.

Le PPE veut être en position de force au sein de la coalition parlementaire qu'il forme depuis 2019 avec les sociaux-démocrates (S&D) et les libéraux de Renew Europe. Après cinq ans d'omniprésence de l'agenda vert, les droites européennes veulent reprendre la main. D'autant que, avec douze dirigeants dans les Etats membres, elles sont en position de force à la table des chefs d'Etat et de gouvernement européens et que les élections à venir, notamment en Allemagne, en 2025, pourraient encore conforter leur position.

Si les socialistes ont limité la casse, avec 136 élus, Renew Europe (77 élus) s'en est nettement moins bien sorti, notamment en France, où les macronistes ont perdu 40 % de leurs sièges. Certes, PPE, S&D et Renew Europe conservent suffisamment de sièges pour former une majorité, mais celle-ci est plus fragile que ces cinq dernières années, et le rapport de force y est plus favorable à la droite. D'autant que les Verts, avec lesquels ces trois alliés travaillent souvent, ne comptent plus que 53 eurodéputés. Les extrêmes droites en tous genres ont gagné quelques sièges et pourraient constituer une force d'appoint pour le PPE, sur certains dossiers, notamment le Pacte vert ou l'immigration, sur lesquels celui-ci aurait du mal à trouver un compromis avec ses partenaires.

Aujourd'hui, les droites souverainistes et populistes se répartissent, pour l'essentiel, entre deux blocs puissants, qui constituent les troisième et quatrième groupes au Parlement européen, en lieu et place des libéraux de Renew Europe et des Verts sous la précédente législature. D'un côté, Les Patriotes pour l'Europe (84 élus), largement russophiles, accueillent le RN ou encore le Fidesz, de Viktor Orban. De l'autre, Les Conservateurs et réformistes européens (CRE, 78 élus), plus atlantistes et pro-Ukraine, sont dominés par Fratelli d'Italia, le parti postfasciste de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni.

Le PPE a progressé par rapport à 2019, grâce à de nouveaux alliés et en sacrifiant parfois certaines valeurs

Un troisième groupe – Europe des nations souveraines – s'est également constitué autour de l'AfD allemand, avec lequel le RN refuse désormais de s'allier compte tenu des dérapages de son ex-dirigeant Maximilian Krah. Dans ses troupes, il compte, entre autres, la Française Sarah Knafo (Reconquête !) ; et, avec ses 25 élus, représente la formation politique la plus petite du Parlement européen, derrière la gauche radicale (La Gauche) et ses 46 eurodéputés.

C'est donc un hémicycle très à droite qui va tenir sa première session. Mardi, il procédera à l'élection de sa présidence. La Maltaise Roberta Metsola (PPE) devrait être reconduite à ses fonctions pour la première partie du mandat, avant de céder sa place, pour les deux dernières années et demie de la législature, à un socialiste.

Les eurodéputés voteront aussi pour les quatorze vice-présidents et les questeurs du Parlement européen. Ce sera, entre autres, l'occasion de vérifier que le cordon sanitaire contre la droite la plus radicale est reconduit. En théorie, les trois groupes souverainistes ont droit à des postes d'influence, en fonction de leurs effectifs. Mais, à l'heure du vote, les autres groupes peuvent s'y opposer. Ce qu'ils ont toujours fait pour le groupe Identité et démocratie (ID), sur les cendres duquel se sont construits Les Patriotes pour l'Europe. En revanche, CRE, jugé plus fréquentable, y a jusqu'ici échappé.

Jeudi 18 juillet, le Parlement européen devra se prononcer sur la proposition des Vingt-Sept de reconduire Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission. Sur le papier, la majorité PPE, S&D et Renew Europe suffit à lui assurer les 361 voix dont elle a besoin. Mais l'ancienne ministre d'Angela Merkel sait que ce sera serré. Car, dans chaque camp, il y aura des défections : les socialistes espagnols ont du mal à lui pardonner ses déclarations très pro-Israël au lendemain des attaques du 7 octobre 2023, Les Républicains français ont prévenu qu'ils ne la soutiendraient pas compte tenu de sa politique trop progressiste…

Ursula von der Leyen compte sur les Verts, quitte à fâcher le PPE. Mais aussi – pourquoi pas ? – sur certains élus d'CRE, chez Fratelli d'Italia ou sur le Parti civique démocrate (ODS), le parti tchèque du premier ministre, Petr Fiala, ce dont les libéraux ou les sociaux-démocrates ne veulent pas entendre parler. Elle a enregistré les doléances de chacun, et le discours qu'elle livrera, jeudi avant le vote, donnera une idée des concessions qu'elle est prête à faire. Mais le vote est à bulletin secret, et rien ne peut être tenu pour acquis. ■

VIRGINIE MALINGRE

Roberta Metsola, une présidente pragmatique et consensuelle

À CHAQUE FOIS QUE Roberta Metsola doit affronter un moment décisif, elle recourt au signe de croix. Mardi 16 juillet, quand, à Strasbourg, les eurodéputés passeront au vote pour décider, ou pas, de la reconduire à la présidence du Parlement européen, la Maltaise de 45 ans se signera sans doute une nouvelle fois. Même si elle sait que le résultat du scrutin devrait lui être favorable.

A l'issue des élections européennes du 9 juin, les différents groupes de l'hémicycle communautaire ont en effet négocié pour s'y répartir les postes à responsabilité : présidence de l'Assemblée, vice-présidences… Venue des rangs chrétiens démocrates du Parti populaire européen (PPE), qui est à nouveau arrivé en tête, Roberta Metsola est une candidate légitime. D'autant que son bilan, à la tête de l'Assemblée communautaire depuis janvier 2022, est plutôt consensuel.

Elle devrait donc être élue pour deux ans et demi, à la suite de quoi, les sociaux-démocrates (S&D), arrivés en deuxième position, devraient placer l'un des leurs. Les formations qui composent la majorité au sein de l'hémicycle communautaire (le PPE, les S&D et les libéraux de Renew) devraient apporter leurs voix à Roberta Metsola. Elle devrait aussi récupérer des votes au sein des Verts, de la gauche radicale (La Gauche) et des droites radicales des Conservateurs et réformistes européens (CRE), qui se sont vu promettre des postes d'influence dans ce grand marchandage. La Maltaise sait récompenser ceux qui la soutiennent. En janvier 2022, elle avait été élue avec les voix du PPE, des S&D, de Renew et des Conservateurs et réformistes européens (CRE), qui avaient récupéré un poste de vice-président aux dépens des Verts.

Positions anti-avortement

Lorsqu'elle s'était présentée pour la première fois à la présidence de l'Assemblée législative communautaire, Roberta Metsola avait dû s'expliquer sur ses positions contre l'avortement, qui reste interdit dans son pays. Qu'il s'agisse de l'Etat de droit, de l'immigration ou des droits des communautés LGBT, la Maltaise a toujours défendu des positions progressistes. Mais cette mère de quatre enfants mariée à un Finlandais, qui se veut féministe, n'est pas toujours à la pointe du combat pour les droits des femmes. En septembre 2021, la simple eurodéputée qu'elle était alors s'était abstenue sur une résolution parlementaire demandant la criminalisation des violences faites aux femmes. Roberta Metsola a toujours assuré qu'elle ferait passer la position du Parlement européen avant ses convictions, y compris sur le droit à l'avortement, auquel les eurodéputés sont majoritairement attachés, même s'ils n'ont aucune compétence en la matière.

Depuis, Roberta Metsola a fait oublier ces débuts controversés. Dotée d'un fort sens politique, elle sait faire preuve de pragmatisme. Ainsi, si elle a défendu, après le « Qatargate » – le transfert d'argent par le Qatar, le Maroc ou d'autres Etats contre des votes favorables au Parlement européen –, une réforme ambitieuse des règles éthiques du Parlement, elle s'est félicitée de son adoption, bien que celle-ci ait été en partie vidée de sa substance, notamment par le PPE.

Souriante et posée, Roberta Metsola a su incarner le Parlement européen. A Bruxelles, elle défend les prérogatives de l'institution, que les Vingt-Sept et la Commission contournent parfois. Sur la scène internationale, elle a également pris ses quartiers. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, elle a été la première responsable européenne à se rendre à Kiev. Tout comme en octobre 2023, quand elle est allée en Israël, après les attaques du Hamas. Mais, cette fois-là, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, qui n'aime pas être devancée, s'était imposée dans son avion et avait été critiquée par les Vingt-Sept pour le discours très pro-israélien tenu une fois sur place. Roberta Metsola, elle, avait été plus prudente, rappelant le droit du pays à se défendre dans le respect du droit international. ■

V. MA. (BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

L'exploitation minière des abysses en négociation

Réunis à la Jamaïque, les pays membres de l'Autorité internationale des fonds marins s'opposent sur cet enjeu

Les richesses minières sous-marines continuent de diviser la communauté internationale. A l'approche de leur grand-messe annuelle qui doit se tenir du 15 juillet au 2 août à Kingston, les 168 Etats membres de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) fourbissent leurs armes. En cause : la rédaction d'un code minier destiné à fixer les conditions dans lesquelles des entreprises privées pourraient être autorisées à descendre des robots dans les abysses, afin d'y collecter des métaux présents sous forme de nodules, des concrétions formées au terme d'un processus de l'ordre du million d'années.

Initialement, ce code devait être finalisé en juillet 2023, mais l'an passé, l'AIFM, organisation indépendante affiliée à l'Organisation des Nations unies, s'était donné un délai supplémentaire de deux ans. Elle vise désormais fin 2025 pour aboutir.

Le débat met aux prises, d'un côté, des pays favorables à une *« pause de précaution »* ou à un moratoire, comme l'Australie, le Canada, le Chili et le Brésil, voire à l'interdiction stricte d'exploiter les grands fonds, comme le réclame la France – ils ont été rejoints récemment par la Grèce et le Pérou. Ils sont désormais vingt-sept à juger les risques environnementaux trop grands, et à défaut d'avoir pu imposer l'ouverture d'un débat sur le principe même d'aller chercher des minerais à 6 000 mètres de profondeur, ils ont obtenu qu'une discussion ait lieu en 2024 sur *« la politique générale de l'Autorité en faveur de la protection et de la préservation du milieu marin »*.

De l'autre côté, des pays comme l'Inde, la Russie et la Chine (même si celle-ci vient de se rallier à une *« approche de précaution »*, après la visite de Xi Jinping en France en mai) considèrent que les nodules des grands fonds sont la solution à la transition énergétique en cours, au motif qu'ils renferment des quantités faramineuses de métaux utiles à la fabrication des batteries des voitures électriques, lithium, cobalt, nickel, cuivre, manganèse…

Le plancher océanique recèle des quantités faramineuses de métaux utiles à la fabrication des batteries de voitures électriques

Les défenseurs de l'environnement, opposés à une telle vision, pointaient du doigt jusqu'ici les dangers que l'humanité ferait peser sur les écosystèmes sous-marins, en allant labourer le plancher océanique, libérant au passage des millions de tonnes de CO_2 qui s'y trouvent stockées. Cette année, ils ont un autre argument à faire valoir : l'exploitation des abysses serait un contresens économique absolu. *« Cette activité ne sera jamais rentable »*, assure la Coalition pour la conservation des profondeurs océaniques, structure qui fédère une centaine d'ONG, dont Greenpeace et le Fonds mondial pour la nature (WWF).



Le véhicule minier sous-marin lourd « Pioneer II », lors d'essais en mer de Chine, le 20 juin. SHANGHAI JIAO TONG UNIVERSITY/HANDOUT VIA XINHUA

Des « données caduques »

D'après l'explorateur Victor Vescovo, spécialiste des investissements industriels, *« toutes les données présentées en avril 2021 »*, lorsque la rédaction du code minier international démarrait sérieusement au sein de l'AIFM, sont *« caduques »*. D'abord, le coût des projets et du capital à mobiliser a *« augmenté de 15 % à 21 % »* ces trois dernières années. *« En outre, même si la production de véhicules électriques a été multipliée par quatre, le prix auquel les fabricants de batteries achètent les minerais est à la baisse*, ajoute M. Vescovo. *Celui du cobalt a chuté de 45 % et celui du nickel est stagnant »*, dit-il.

Cet expert note que le secteur des batteries évolue à une vitesse fulgurante. Aujourd'hui, 90 % des voitures électriques assemblées par le chinois BYD, numéro un mondial du secteur, ne contiennent ni cobalt ni nickel dans leurs batteries. C'est le cas d'une batterie sur deux pour les voitures du numéro deux, l'américain Tesla. *« Dans le monde entier, les batteries au cobalt et au nickel sont peu à peu supplantées par les batteries lithium-fer-phosphate ayant la particularité de ne pas nécessiter de métaux recelés par les océans »*, rappelle M. Vescovo.

Un point de vue que ne partagent pas les sociétés qui espèrent moissonner les abysses, au premier rang desquelles la canadienne The Metals Company (TMC). *« Nous sommes confiants sur la capacité de l'AIFM à confirmer qu'un code minier verra bien le jour d'ici à 2025 »*, déclare au *Monde* Corey McLachlan, l'un de ses dirigeants. Soutenue par la petite république micronésienne de Nauru, qui trouverait là une source de revenus inespérée, TMC assure être demandeuse de règles du jeu, *« contrairement à ce qu'on lit dans les médias »*. Mais de même qu'elle avait déjà menacé en 2023 de commencer ses activités sans attendre, elle compte lancer ses opérations *« au premier trimestre 2026 »*, quoi qu'il arrive.

Impact environnemental

L'entreprise canadienne se prépare à dévoiler les résultats de ses dernières recherches sur l'impact environnemental de ses futures activités. *« Si certains prétendent que les planchers océaniques seraient durablement affectés par le ramassage des nodules polymétalliques, nous allons apporter la preuve que le milieu marin se rétablit en fait très rapidement, après le passage de nos machines »*, indique M. McLachlan.

En attendant que ce sujet décante, l'AIFM doit dans quelques jours désigner son nouveau secrétaire général. La compétition s'annonce rude. Le britannique Michael Lodge, candidat à un troisième mandat de quatre ans, est considéré comme favorable à l'exploitation des océans. Il est aussi soupçonné d'avoir acheté le vote de certains Etats membres et d'avoir détourné des fonds de l'organisation pour mener campagne, selon un article du *New York Times* paru le 4 juillet. L'intéressé dément vigoureusement.

Certains pays prônent une « pause de précaution » voire, comme la France, l'interdiction stricte d'exploiter les grands fonds

Son poste est brigué par Leticia Carvalho, une océanographe brésilienne qui appelle au *« rétablissement de la confiance et de la transparence »* à l'AIFM. Cette dernière considère qu'aucune demande d'exploitation des abysses ne devrait être approuvée tant que le code minier ne sera pas prêt. *« La France soutiendra celui ou celle qui aura à cœur de faire de la protection des océans une priorité »*, prévient Hervé Berville. Le secrétaire d'Etat chargé de la mer et de la biodiversité ne peut se rendre à Kingston en raison des incertitudes politiques qui règnent à Paris. C'est une délégation d'experts de son ministère qui va aller mener ce *« combat diplomatique »* au siège de l'AIFM. ■

GUILLAUME DELACROIX

Le nombre d'enfants non vaccinés dans le monde est en hausse

L'OMS et l'Unicef indiquent dans leur rapport annuel se fixer comme objectif de revenir aux niveaux de vaccination d'avant le Covid-19

Le retard de vaccination des enfants provoqué par la pandémie de Covid-19 n'a pas encore été rattrapé. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) se sont pourtant fixé deux impératifs qu'ils rappellent dans leur rapport annuel, publié le 15 juillet.

Premier objectif : revenir aux mêmes niveaux de vaccination qu'avant la pandémie. En 2024, pas d'amélioration ni de recul significatif. Le nombre de jeunes ayant reçu le vaccin qui protège conjointement de la diphtérie, du tétanos et de la poliomyélite (le DTP) est presque identique en 2023 à ce qu'il était en 2022. Mais il est toujours inférieur au niveau pré-Covid : 84 % des enfants dans le monde ont reçu leurs trois doses de vaccin DTP en 2023, contre 86 % en 2019. Ce traitement est le point de repère de l'OMS et de l'Unicef pour mesurer les progrès ou les reculs de la vaccination dans le monde d'année en année.

Même constat concernant la lutte contre la rougeole. Les deux institutions onusiennes ont remarqué une stagnation du nombre de personnes vaccinées contre cette maladie en 2023 par rapport à 2022. Les jeunes n'ayant reçu qu'une seule dose restent toujours moins nombreux qu'avant la pandémie. Le schéma vaccinal de la rougeole comprend deux injections.

Manque de données sur Gaza

Deuxième but à atteindre : réduire de moitié le nombre de jeunes garçons et filles n'ayant reçu aucune dose de vaccin DTP d'ici à 2030. Sur les plus de 2 milliards d'enfants que compte la planète, 14,5 millions n'ont reçu aucune dose en 2023. Un chiffre en augmentation. L'OMS et l'Unicef dénombraient 12,8 millions d'enfants non vaccinés dans le monde en 2019, avant la crise sanitaire. Sans compter ceux qui ne complètent pas le schéma vaccinal car ils ne reçoivent pas toutes leurs piqûres de rappel.

Où vivent ces enfants qui ne sont protégés contre aucune maladie ? La réponse met en évidence des inégalités à l'échelle du globe. Plus de la moitié des filles et des garçons qui n'ont reçu ni le vaccin DTP (59 %) ni celui contre la rougeole (55 %) sont originaires de seulement dix pays. Parmi eux, trois Etats africains se distinguent. Le Nigeria, l'Ethiopie et la République démocratique du Congo sont ceux qui comptent le plus grand nombre d'enfants non vaccinés. Il faut ajouter le géant indien, en Asie. Trois nouveaux pays viennent compléter cette liste en 2023 : le Soudan, le Yémen et l'Afghanistan, qui ont en commun d'être en guerre ou en proie à de graves troubles.

L'OMS et l'Unicef n'ont d'ailleurs pas pu intégrer certains territoires dans leur étude, comme Gaza, à cause du manque de données depuis le 7 octobre 2023 et le début de la guerre entre le Hamas et Israël. *« Nous avons néanmoins remarqué une baisse de la vaccination des enfants en Palestine »*, s'inquiète Katherine O'Brien, directrice du département immunisation, vaccins et produits biologiques à l'OMS. Elle ajoute qu'en revanche, *« la couverture vaccinale progresse en Ukraine »*.

14,5 millions d'enfants, sur un total mondial de plus de 2 milliards, n'ont pas eu de vaccin DT-polyo en 2023

D'autres bonnes nouvelles sont à souligner. En 2023, l'Afrique est la région du monde qui a le plus amélioré sa couverture vaccinale, notamment le Soudan du Sud et le Tchad, alors qu'elle reste le continent avec le moins d'enfants immunisés. *« Il est trop tôt encore pour estimer s'il s'agit d'une véritable et importante avancée, mais c'est tout de même un progrès bienvenu, car le nombre de naissances ne cesse d'augmenter en Afrique, et par conséquent le nombre de bébés qui ont besoin d'être vaccinés »*, explique Katherine O'Brien.

Un défi qui concerne tout particulièrement le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, qui compte le plus grand nombre d'enfants non vaccinés au monde. Pourtant, *« le Nigeria travaille extrêmement dur pour améliorer sa couverture vaccinale »*, souligne l'infectiologue pédiatrique.

Comment expliquer ce paradoxe ? La médecin insiste sur les disparités régionales à prendre en compte à l'intérieur même des frontières de ce pays d'Afrique de l'Ouest. *« Il y a des zones en conflit, surtout dans le Nord-Ouest, où il est difficile pour les populations d'accéder aux soins*, détaille Katherine O'Brien. *A l'inverse, dans le Sud, il y a de très grands progrès dans la vaccination, notamment contre la polio. »* Pour la scientifique, les chiffres au niveau national doivent donc être analysés avec précaution.

Rassurer les populations

Le Nigeria compte ainsi parmi les pays ayant introduit en 2023 le vaccin contre le papillomavirus dans ses piqûres de routine, tout comme le Bangladesh ou l'Indonésie. Déjà en hausse l'année dernière, le nombre de doses administrées contre ce virus a donc *« considérablement augmenté en 2023 »*, revenant presque à son niveau d'avant la pandémie, se réjouit Katherine O'Brien. La médecin souligne que cette hausse est importante *« en particulier chez les filles »*, ce qui permet d'espérer une réduction du nombre de cancers de l'utérus, causés le plus souvent par ce virus.

Mais l'introduction de ce vaccin n'a pas été simple. Ephrem Tekle Lemango, responsable des programmes de vaccination à l'Unicef, rappelle l'importance d'informer et de rassurer les populations. *« Certaines communautés religieuses ont été très réticentes au vaccin contre le papillomavirus*, se souvient-il. *Elles répandaient des idées fausses, comme le fait que ce vaccin allait causer des problèmes d'infertilité aux adolescentes. »* Le docteur insiste sur le fait de lutter contre la désinformation sur Internet et les réseaux sociaux qui *« affectent et nuisent »* à la confiance envers la vaccination.

« Ces progrès sur le papillomavirus sont aussi dus au soutien du GAVI », ajoute Katherine O'Brien. Cette organisation d'aide à la vaccination dans les pays à faible revenu rassemble des experts de l'OMS, de l'Unicef et de la Banque mondiale. Des institutions onusiennes qui ne cessent de rappeler en chœur que la vaccination des enfants est déterminante pour pouvoir contrôler et freiner de potentielles futures épidémies. ■

LUCILE COPPALLE

Semaine d'échéances décisives à l'Assemblée

Les députés vont devoir s'entendre, à partir de mercredi, sans majorité ni gouvernement nommé

Malgré l'absence d'un nouveau gouvernement, les députés entament une semaine décisive. De l'élection de la présidence de l'Assemblée nationale et de la déclaration officielle des groupes (le 18 juillet), à l'installation du bureau (le 19 juillet) et à la composition des commissions permanentes (le 20 juillet), les élus de la 17e législature sont amenés à prendre les devants face à un chef de l'Etat enlisé et un premier ministre introuvable. Devant cette situation inédite, ils devront s'entendre pour faire fonctionner une Assemblée sans majorité.

Ces échéances vont fournir une première radiographie des rapports de force entre les blocs de gauche, de la coalition présidentielle, de la droite et de l'extrême droite. Mais aussi un aperçu sur la propension des groupes à se diviser ou, au contraire, à rester homogènes, pour obtenir les postes les plus stratégiques du Palais-Bourbon. L'Assemblée devrait compter onze groupes – un record. Une tectonique des plaques scrutée par Emmanuel Macron, qui a déclaré, dès le 7 juillet, vouloir attendre la *« structuration »* de l'Assemblée pour nommer un premier ministre. Selon les alliances formées dans l'Hémicycle, le chef de l'Etat en vient encore à espérer que son camp puisse agréger derrière lui le soutien d'autres forces politiques, notamment sur la présidence de l'Assemblée.

En campagne pour sa réélection au perchoir, Mme Braun-Pivet tente d'obtenir le soutien de la droite pour parvenir à se faire élire au cours d'un scrutin qui comporte trois tours, les deux premiers nécessitant la majorité absolue, et le troisième, la majorité relative. Loin de faire l'unanimité sur son nom, Yaël Braun-Pivet se retrouve dans la tourmente depuis la parution d'un article du *Figaro* évoquant une *« entente tacite »* avec les élus du Rassemblement national (RN) pour se faire réélire. Une information démentie samedi par l'entourage de l'intéressée.

Yaël Braun-Pivet, députée Renaissance des Yvelines et ancienne présidente de l'Assemblée nationale, à Paris, le 9 juillet. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Failles juridiques

Face à l'ancienne présidente du Palais-Bourbon, d'autres candidatures sont évoquées, à l'instar du député centriste de la Marne Charles de Courson, élu sans discontinuer depuis 1993, des vice-présidents sortants Naïma Moutchou (Horizons) et Sébastien Chenu (RN) ou encore d'Annie Genevard (ex-Les Républicains). A gauche, Cyrielle Chatelain et Sandrine Rousseau (Les Ecologistes) ou Boris Vallaud (Parti socialiste) s'avancent. Mais, là encore, tout dépendra de l'issue des négociations au sein du Nouveau Front populaire (NFP). Sans accord d'ici au 18 juillet sur une équipe gouvernementale, les quatre groupes de gauche pourraient présenter chacun leurs candidats, se condamnant à l'échec.

Le calendrier pousse le chef de l'Etat à accepter la démission du gouvernement Attal et de ses 17 ministres élus députés. Elle devrait avoir lieu le 17 juillet. Le premier ministre, qui a été élu président du groupe Renaissance, pourra ainsi prendre part aux votes dans l'Hémicycle. Son gouvernement démissionnaire et lui-même continueront de gérer les affaires courantes au moins

Sans ministres, pas de projets de loi en capacité d'être inscrits à l'ordre du jour

pendant les Jeux olympiques, et pourquoi pas jusqu'à l'ouverture de la prochaine session ordinaire, prévue le 1er octobre.

Le chef de l'Etat mise sur la lassitude des oppositions tout en se reposant sur un gouvernement démissionnaire qui, par définition, ne peut pas être renversé par une motion de censure. *« Cette dissolution a créé une situation politique qui n'est plus gérable par des moyens traditionnels. Elle étend très loin le champ de ce qui est acceptable en matière de fonctionnement institutionnel »*, estime le politiste Benjamin Morel, invité à livrer son diagnostic, le 10 juillet, par le secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler, comme l'a révélé *L'Opinion*. Tant pis pour les failles juridiques que soulève cette situation inédite sur le plan de la séparation des pouvoirs, avec des ministres qui auront un pied dans l'exécutif, l'autre à l'Assemblée. Et un gouvernement encore amené à endosser des décisions politiques alors qu'il n'est plus responsable devant le Parlement. Des anomalies qui ont tout de l'*« impasse ridicule et affligeante »*, tacle le président du MoDem, François Bayrou, dans *Le Journal du dimanche*.

Le vide gouvernemental génère une série d'inconnues. Sans ministres, pas de questions au gouvernement, pas de projets de loi en capacité d'être inscrits à l'ordre du jour. Les groupes sont aussi confrontés à la difficulté de se définir, dans l'opposition, dans la majorité ou ni l'un ni l'autre (minoritaire). L'attribution de certaines fonctions stratégiques est conditionnée à ces statuts, comme l'un des trois postes de questeur ou la présidence de la commission des finances, dévolus à l'opposition.

Rôle d'arbitre

Le bureau, la plus haute instance collégiale de l'Assemblée, aura tout le pouvoir d'interpréter le règlement. Encore faut-il que son élection ne vire pas à un énième psychodrame. Depuis 2022 et l'élection de 89 députés RN, la présence de l'extrême droite (deux vice-présidents RN) divise, entre la crainte d'une banalisation et le refus de marginaliser une force politique qui rassemble 10 millions d'électeurs. Le groupe de Marine Le Pen, avec 123 élus, est devenu le premier groupe au Palais-Bourbon. *« Si les macronistes nous réexpliquent* (…) *qu'en fait ils vont aller chercher le RN pour mettre le NFP en minorité à l'Assemblée, on en prendra acte »*, a mis en garde la secrétaire nationale des écologistes, Marine Tondelier, dimanche sur France Inter.

A l'avenir, le RN pourrait jouer le rôle d'arbitre entre le bloc de gauche et celui des macronistes. D'où l'ambiguïté entretenue par Marine Le Pen et les siens sur leur volonté de censurer un futur gouvernement issu de ces deux blocs. Car un soutien de l'extrême droite aurait tout du « baiser de la mort » pour ceux qui ont fait campagne sur le front républicain. L'alliance de gauche réfléchit à un appel commun pour demander au reste de l'Hémicycle d'ériger un *« cordon républicain »* vis-à-vis du RN. Reste à savoir si la gauche trouvera un nombre d'alliés suffisant. ■

MARIAMA DARAME

La gauche patine pour s'accorder sur un nom pour Matignon

Double langage et arrière-pensées abondent dans les discussions des partis du NFP en vue de proposer un premier ministre

Et si le feuilleton finissait par lasser ? Le 18 juillet, premier jour de la nouvelle mandature de l'Assemblée, approche. Et le Nouveau Front populaire (NFP) n'est toujours pas parvenu à s'accorder sur le nom d'un potentiel chef de gouvernement à proposer. Après l'espoir, vendredi 12 juillet, d'un consensus autour de la présidente de La Réunion, Huguette Bello, les gauches et les écologistes repartent de zéro. Samedi, les socialistes, réunis en conseil national, ont refusé d'entériner cette proposition, perçue comme insuffisamment consensuelle pour garantir une coalition.

Dimanche, l'élue régionale a annoncé décliner la proposition. Depuis, des discussions bilatérales ont repris, au téléphone, sans déboucher sur des avancées. Car la gauche, quoique première des législatives, reste minoritaire dans le pays. Pour pouvoir revendiquer les résultats du 7 juillet comme une victoire, elle est aussi condamnée à s'entendre : il suffit qu'un des partis membres du NFP fasse défection pour que l'argument du « premier bloc électoral » tombe. Le chef de l'Etat aurait alors les coudées franches pour construire une coalition alternative à droite.

Mais, comme le remarque le politiste Rémi Lefebvre, c'est parce qu'un hypothétique gouvernement du NFP serait sans doute dans une forme d'impuissance, qu'il est aussi difficile à former. *« Si la gauche n'a pas les moyens d'agir, la question de la forme va être essentielle, on le voit déjà avec les différentes partitions jouées par les uns et les autres. La question de la conflictualité était en cause dès avant le second tour ; aujourd'hui, l'apaisement semble encore plus nécessaire »*, mesure-t-il.

Dimanche soir, La France insoumise (LFI) était place de la Nation, à Paris, aux côtés de ceux ayant répondu à l'appel du syndicat L'Union étudiante, contre le *« coup de force présidentiel »*. Les manifestants ont protesté aussi contre le refus du nom d'Huguette Bello.

« Palabres sans fin »

Côté socialiste, on s'irrite des méthodes « insoumises ». *« Lorsque l'on s'apprête à gouverner, on doit faire la démonstration que le moment de l'agit-prop est terminé, et que nous sommes prêts à assumer les fonctions de direction du pays »*, a estimé le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, dans un entretien au *Parisien*, samedi. Le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, a appelé, quant à lui, à la tenue d'une *« réunion des chefs de parti au plus vite, pour sortir par le haut de la situation de blocage actuelle »*, quand la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, positivait, dimanche, sur France Inter : *« On va assumer l'exercice du pouvoir et on va y arriver. »*

Déplorant une *« situation de blocage due au refus permanent, incessant du PS »* et des *« palabres sans fin »*, Manuel Bompard a proposé, lundi matin, sur BFM-TV, de *« s'accorder immédiatement sur une candidature à la présidence de l'Assemblée nationale, premier objectif qui va être le préalable à tous les autres »*. *« Les "insoumis" sont prêts à ce que cette candidature ne soit pas issue de LFI »*, a-t-il précisé, à l'heure où le socialiste Boris Vallaud s'est déjà positionné pour ce poste, dans *La Tribune Dimanche*.

Le jeu des noms a repris, au moins dans les cercles militants, la galaxie communiste proposant désormais l'ancienne candidate à la présidentielle Marie-George Buffet, des élus socialistes citant, pour leur part, la maire de Lille, Martine Aubry – *« Elle ne souhaite pas reprendre du service »*, a expliqué, lundi, Olivier Faure, sur France 2 – ou encore l'ancienne ministre Najat Vallaud-Belkacem.

Le député socialiste du Calvados Arthur Delaporte assure qu'avec le bon profil peuvent s'installer un *« front populaire au gouvernement et un front républicain à l'Assemblée nationale »*. La formule est astucieuse, mais elle paraît déjà se heurter aux réalités de l'Assemblée… où le front républicain, qui a fait élire de nombreux députés de gauche et du camp présidentiel, semble déjà remisé. La présidente sortante, Yaël Braun-Pivet (Renaissance), a dit, vendredi, lors d'une réunion à l'Elysée, son intention de permettre que *« l'ensemble des partis soient représentés »* aux postes-clés de l'Hémicycle, citant une *« logique institutionnelle »*.

« C'est surréaliste, tout le monde fait semblant que la gauche peut gouverner seule, alors que deux cents députés, cela ne permet pas de gouverner, s'exclame le sénateur communiste des Hauts-de-Seine Pierre Ouzoulias. *Tout le monde fait semblant. Pour des raisons différentes : Jean-Luc Mélenchon parce qu'il mise sur la démission d'Emmanuel Macron et la présidentielle, les socialistes parce qu'ils veulent montrer qu'ils sont en capacité de gouverner… »*

Autant d'objectifs politiques divergents que nul n'affiche ouvertement. Mais qui pourraient se dévoiler dans un second temps. Au PS, en particulier, si l'alliance avec LFI se révélait impossible, ou si elle était censurée à la première occasion, aucun doute que d'autres coalitions pourraient être tentées. Mais, pour l'heure, tous sont obligés de se tenir et d'honorer l'ambition unitaire d'un électorat de gauche à qui ils ont promis, le 7 juillet au soir, une *« victoire »*. ■

JULIE CARRIAT

ÉDUCATION

La folle année du ministère de l'éducation

Entre les étés 2023 et 2024, quatre ministres se sont succédé à la Rue de Grenelle. Avec pour effet de créer une agitation incessante, au détriment d'un nécessaire travail de fond



RÉCIT

Qui sera ministre de l'éducation nationale à la rentrée ? Nul ne le sait et les pronostics habituels sont impossibles, tant la situation politique est incertaine. Le système scolaire commence à être familier de l'instabilité : quatre ministres se sont succédé Rue de Grenelle entre l'été 2023 et l'été 2024. C'est autant qu'entre 2012 et 2022, Jean-Michel Blanquer (2017-2022) ayant battu le record de longévité lors du premier quinquennat d'Emmanuel Macron.

Le début du second mandat a été marqué par le record inverse, avec une valse des ministres, qui occupent l'hôtel de Rochechouart entre quelques semaines et quelques mois. Pour les acteurs de l'école, cette instabilité révèle un problème de fond : une absence de ligne claire dans cette année scolaire qui restera, pour les acteurs de la communauté éducative, une année particulièrement difficile. *« La politique éducative n'a plus de boussole »*, juge Catherine Nave-Bekhti, responsable de la CFDT-Education, formation, recherche publiques.

Après quatorze mois à la tête de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, fragilisé par sa trop grande discrétion et les attaques répétées de la droite et de l'extrême droite, doit laisser sa place dès le 20 juillet 2023. Lors de la passation des pouvoirs sur le perron du ministère, l'historien, qui a eu *« tant de mal à habiter le costume de ministre »*, selon les représentants syndicaux qui l'ont côtoyé, analyse son échec. *« L'école doit rester aux antipodes du temps politique que nous vivons et qui m'est sans doute un peu étranger »*, regrette-t-il alors, la voix nouée par l'émotion.

PAS UNE SEMAINE SANS ANNONCE : GABRIEL ATTAL, NOMMÉ EN JUILLET 2023, VA TENIR CETTE CADENCE DURANT LES CINQ MOIS PASSÉS À LA TÊTE DU MINISTÈRE

Alors qu'il voulait imprimer sa marque sur la question de la mixité sociale, son plan, largement édulcoré, est devenu le symbole d'un ministre empêché, coincé entre un président de la République omniprésent et des députés de l'aile droite de la majorité qui n'ont cessé d'entraver son action. *« Ce qui me frappe, c'est l'importance des réseaux sociaux qui rythment la vie politique*, confie-t-il alors au *Monde*. *Les cabinets ministériels sont aux aguets de tel ou tel tweet pour réagir, alors que, dans un domaine comme l'éducation, rien ne se règle en quelques heures ou à coups d'annonces tonitruantes. »*

Quelques heures avant le remaniement, la première ministre, Elisabeth Borne, lui résume les raisons de son éviction en quelques mots : *« Il faut un cogneur. »* Et le cogneur, ce sera Gabriel Attal. Qualifié d'*« étoile montante de la Macronie »*, le ministre délégué aux comptes publics est connu pour ses talents de communicant. Et il assume sans ciller le nouveau *« barycentre droitier de la majorité »*, selon la formule d'un ancien ministre, avec des députés plus à droite après les législatives de 2022 qu'en 2017.

L'ancien porte-parole du gouvernement ne perd pas de temps. Quelques jours après sa nomination, il déclare, fin juillet 2023, vouloir expérimenter le port de l'uniforme à l'école. Gabriel Attal va tenir cette cadence tout au long des cinq mois et demi passés à la tête du ministère : pas une semaine sans annonce. *« Gabriel Attal, c'était l'effet d'annonce permanent. Et peu importe s'il annonçait des choses qui existaient déjà ou qui n'existeraient jamais »*, estime un inspecteur général, sous le couvert de l'anonymat.

« DOMAINE RÉSERVÉ »

Faut-il y voir une simple stratégie de communication ? Selon les connaisseurs du système scolaire, celui-ci fait aussi les frais d'un trou d'air politique : à l'heure où le gouvernement est empêché à l'Assemblée nationale par l'absence de majorité absolue, l'école devient l'un des seuls sujets sur lesquels il est possible d'avancer sans en passer par la loi. *« L'école étant principalement régie par décrets et par circulaires, elle est un terrain de jeu pour le gouvernement »*, rappelle ainsi l'historien Claude Lelièvre.

Les deux têtes de l'exécutif l'ont bien compris. Emmanuel Macron affirme, fin août 2023, dans *Le Point*, vouloir faire de l'éducation son *« domaine réservé »* quand Gabriel Attal entend prouver ses capacités d'action. A la rentrée, ce dernier met en scène des décisions – qui étaient en réalité déjà prises – comme le report des épreuves de spécialité du bac de mars à juin ou le changement d'école des élèves harceleurs. Il abat également une carte maîtresse, lui permettant de capter l'attention médiatique à la rentrée : l'interdiction de l'abaya, cette robe longue de tradition moyen-orientale, qui avait généré des polémiques politiques mais aussi de réelles tensions dans certains établissements l'année scolaire précédente. Pap Ndiaye s'était toujours refusé à prendre une décision aussi tranchée.

Habile, le ministre donne des gages aux représentants de la communauté éducative et ne manque pas une occasion de dire du bien des enseignants. Le trentenaire reste des heures dans les instances consultatives où les syndicats ont plutôt l'habitude que les ministres se fassent représenter. *« Nous n'avons pas été dupes très longtemps*, nuance Sophie Vénétitay, responsable du SNES-FSU. *Il s'agissait de montrer qu'il échangeait avec la communauté éducative pour faire valoir sa stature politique. »*

Le 5 octobre 2023, deux mois jour pour jour avant la publication des résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour lesquels chacun s'attend à des scores en demi-teinte, le ministre engage solennellement une *« bataille pour le niveau de notre école »*, devant un parterre de deux cents invités réunis pour l'occasion sur le parvis de la Bibliothèque nationale de France, à Paris. Le *« choc des savoirs »* est annoncé le 5 décembre et occulte comme prévu les résultats du PISA. Gabriel Attal prévoit la mise en place de groupes « de niveau » au collège en français et en mathématiques, une refonte des programmes scolaires, une labellisation des manuels, une réforme du brevet pour conditionner le passage au lycée à son obtention...

En parlant à une frange conservatrice de son électorat et en surfant, comme avec l'uniforme, sur des thèmes chers au Rassemblement national, le ministre, très attentif aux sondages d'opinion, voit sa cote de popularité monter en flèche. Fort de cette nouvelle aura, il a déjà prévu de continuer les annonces sur le même rythme, infernal pour bien des acteurs. Mais le 9 janvier, en pleine visioconférence avec les chefs d'établissement, sa nomination comme premier ministre est officialisée. Gabriel Attal rejoint Matignon sans lâcher l'éducation, la *« mère des batailles »*, qui lui a offert, en quelques mois seulement, un tremplin politique.

CONTROVERSES

La ministre des sports, Amélie Oudéa-Castéra, qui a déjà la lourde charge d'organiser les Jeux olympiques, prend sa suite le 11 janvier. Ce portefeuille très large agace d'emblée les personnels de l'éducation, qui acceptent mal une *« ministre à temps partiel »*. *« Ce choix a révélé ce qu'Emmanuel Macron pensait réellement des sujets éducatifs, qui, au fond, ne l'ont jamais vraiment intéressé »*, estime l'ancien recteur Alain Boissinot.

Vingt-quatre heures après son arrivée, Amélie Oudéa-Castéra

Les dossiers brûlants qui attendent le prochain ministre

« Choc des savoirs », rentrée scolaire, attractivité du métier d'enseignant... La situation politique a gelé nombre de mesures et d'arbitrages

Qu'adviendra-t-il du « choc des savoirs » ? L'avenir de cette réforme du système éducatif annoncée en décembre 2023 par Gabriel Attal, alors ministre de l'éducation nationale, fait partie des dossiers, avec l'organisation de la rentrée et le chantier de l'attractivité, qui attendent le prochain locataire de la Rue de Grenelle, quelle que soit sa couleur politique. Une large intersyndicale demande toujours son abandon, tandis que le Nouveau Front populaire a inscrit son abrogation dans son programme.

Les groupes de besoin en 6e et en 5e en français et en mathématiques doivent néanmoins voir le jour à la rentrée, même si les collèges ont profité de la souplesse accordée par les textes officiels parus au printemps. *« Des groupes se mettent en place, mais est-ce des groupes de "niveau", de "besoin" ou autre chose ? Il y a autant de configurations que d'établissements »*, remarque la secrétaire générale du SNES-FSU, Sophie Vénétitay.

Depuis le second tour des élections législatives, le ministère de l'éducation nationale reporte certaines mesures de ce « choc des savoirs », en raison du retard pris du fait des échéances politiques. Ces aménagements laissent des marges de manœuvre au prochain ministre. La publication des nouveaux programmes des classes de petite section de maternelle jusqu'au CE2 est ainsi repoussée au mois de septembre 2024 pour une application différée à la rentrée 2025. Il en va de même pour la labellisation des manuels.

« Fermetures imprévues »

L'instauration d'un brevet « couperet », qui devait devenir obligatoire en 2025 pour entrer au lycée, est tombée dans les limbes. Selon l'entourage de la ministre, Nicole Belloubet, elle ne sera pas rediscutée avant un *« retour d'expérience »* des classes « prépa 2de », le dispositif prévu pour les recalés du brevet admis en 2de, expérimenté dans un lycée par département à la rentrée.

La préparation de la rentrée va également occuper le prochain locataire de la Rue de Grenelle. Et, de l'avis des syndicats, elle n'est pas totalement prête, en particulier dans le premier degré. La période de réserve imposée par la campagne électorale afin d'éviter toute récupération politique a gelé les ajustements de la carte scolaire habituellement entérinés en juin. Si la plupart des ouvertures et fermetures de classe ont été décidées au printemps, ces dernières réunions de calage n'ont pas pu se tenir avant la fin de l'année scolaire. Selon les départements, certaines ont eu lieu la semaine du 8 juillet, d'autres auront lieu fin août. *« Cela empêche des équipes de s'organiser et cela peut donner lieu à des fermetures imprévues juste avant la rentrée »*, prévient Guislaine David, du SNUipp-FSU.

De manière plus structurelle, le défi sera une nouvelle fois d'avoir un professeur devant chaque classe à la rentrée, alors que la pénurie d'enseignants perdure. Plus de 3 000 postes n'ont pas été pourvus à l'issue des concours de recrutement 2024. Ils s'ajoutent aux places laissées vacantes les années précédentes, obligeant à un recours accru à des personnels contractuels. Selon la Cour des comptes, il aurait ainsi manqué plus de 5 500 enseignants sur la période 2017-2021, soit plus de 1 100 chaque année, des chiffres qui se sont largement aggravés depuis.

Pour le gouvernement actuel, résoudre ces difficultés de recrutement passe par une réforme de la formation initiale, lancée en avril par Emmanuel Macron. La quasi-totalité des organisations syndicales et les universités s'opposent à cette réforme, qui prévoit entre autres le passage du concours de bac + 5 à bac + 3, et demandent soit son report, soit son retrait. Nicole Belloubet s'est dite néanmoins prête, mardi 9 juillet sur Franceinfo, à publier le décret officialisant la réforme, alors que le Conseil d'Etat a validé le texte le même jour.

« Mesures d'urgence »

Mais rien n'est encore paru au *Journal officiel*, preuve d'une hésitation face à ce qui serait perçu par beaucoup d'acteurs comme une provocation. Pour Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale de la CFDT-Education, formation, recherche publiques, publier ce décret relèverait d'un *« acharnement délétère »*, car, quoi qu'il se passe, *« il reste beaucoup de travail sur ce dossier. Rien n'est finalisé, il faut se laisser du temps »*. Là encore, le prochain ministre devra arbitrer.

Plus largement, le dossier de l'attractivité du métier d'enseignant reste ouvert. Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-UNSA, parle d'une *« année blanche »* sur ce sujet pourtant central. L'attractivité est *« au carrefour de tous les chantiers à conduire sur les rémunérations, les conditions de travail et aussi le sens du métier*, abonde Sophie Vénétitay. *Il faut attirer plus de candidats, mais aussi donner envie aux enseignants de rester dans la profession »*.

Dans un communiqué du 12 juillet, les syndicats de l'éducation SUD, UNSA, FO, FSU, CFDT, CGT mettent la pression afin d'engager *« des mesures d'urgence »* pour l'éducation nationale, qui passent par l'abandon des mesures du « choc des savoirs », l'abrogation de la réforme des retraites ou l'ouverture de *« discussions sur une revalorisation salariale sans contreparties »*. Ces organisations préviennent qu'elles *« travaillent à construire rapidement les conditions de la mobilisation pour faire valoir* [leurs] *exigences sociales »*.

Après une année d'instabilité, restaurer la confiance avec les personnels de l'éducation ne constitue pas le moindre des défis du futur ministre de la Rue de Grenelle. ■

SYLVIE LECHERBONNIER







Les trois passations des pouvoirs, depuis un an, au ministère de l'éducation, à Paris : ci-dessus, entre Pap Ndiaye et Gabriel Attal, le 20 juillet 2023 ; en haut à droite, entre Gabriel Attal et Amélie Oudéa-Castéra, le 12 janvier ; ci-contre, entre Amélie Oudéa-Castéra et Nicole Belloubet, le 8 février.
PHOTOS : EMMANUEL DUNAND/AFP ; ALAIN JOCARD/AFP ; STÉPHANE DE SAKUTIN/AFP

perd déjà la confiance des milieux éducatifs, en justifiant devant les caméras la scolarisation de ses trois fils à Stanislas, un établissement privé, huppé et conservateur du 6e arrondissement de Paris. Elle évoque les *« paquets d'heures non remplacées »* lorsque son fils aîné était scolarisé, en maternelle, à l'école publique de la rue Littré, en 2009. En choisissant de prendre le parti des usagers contre les enseignants supposément absentéistes, en comparant l'école privée et l'école publique et en assumant la première comme un contournement de la seconde, la ministre commet une première bévue.

Deux jours plus tard, *Libération* révèle qu'elle a menti : l'enseignante de maternelle de son aîné n'a pas été absente cette année-là. Le rapport accablant de l'inspection générale sur Stanislas révélé dans la foulée par *Mediapart*, de même que le contournement de Parcoursup par l'établissement – dont le fils aîné de la ministre a bénéficié – ajoute à la disgrâce d'Amélie Oudéa-Castéra.

La machine éducation nationale est à l'arrêt, les chantiers du « choc des savoirs » et de l'attractivité sont suspendus. Le fiasco Oudéa-Castéra prend toute la place et la ministre ne peut plus faire un pas sans que cette polémique ne lui soit rappelée. Sur le terrain, on se réjouit néanmoins que des sujets centraux souvent mis sous le boisseau, comme le séparatisme scolaire d'une partie des élites, soient remis sur le devant de la scène grâce à ces controverses.

Dans le même temps, les enseignants et les cadres de l'éducation nationale commencent à comprendre les implications concrètes de la mise en place des groupes « de niveau », alors que les moyens s'annoncent insuffisants. De l'inspection générale aux recteurs, du conseil scientifique aux chefs d'établissement, en passant par les enseignants, tous jugent que la réforme va à l'encontre de leurs valeurs, celles d'une éducation mixte et inclusive – d'autant plus que la recherche a montré l'inefficacité de tels dispositifs.

Amélie Oudéa-Castéra cristallise en quelques semaines un rejet inégalé. La démission de l'emblématique recteur de Paris, Christophe Kerrero, le 2 février, sur fond de désaccord avec elle, sonne le glas de l'éphémère ministre de l'éducation, restée moins d'un mois Rue de Grenelle. Le 8 février, elle laisse le portefeuille éducatif à Nicole Belloubet, garde des sceaux dans le second gouvernement d'Edouard Philippe (2017-2020), qui a été rectrice de Limoges et de Toulouse, nommée sous la gauche à la fin des années 1990. Beaucoup voient dans ce choix la patte d'Emmanuel Macron. L'oscillation devient permanente : d'un côté, Pap Ndiaye et Nicole Belloubet, plus progressistes, de l'autre, Gabriel Attal et Amélie Oudéa-Castéra, plus conservateurs. *« En général, cela change en fonction des présidents et de leur sensibilité. Mais Emmanuel Macron, lui, fait à la fois du Sarkozy et du Hollande »*, note un ancien ministre.

SUR LE TERRAIN, L'AMERTUME

Consciente de la défiance qui traverse l'institution scolaire, Nicole Belloubet se projette dès son entrée en fonctions sur le temps long. Elle pense avoir jusqu'à 2027 pour proposer des axes de réforme du système, et ne souhaite pas brusquer les personnels. Son premier chantier est de mettre en place les groupes de « niveau » voulus par Gabriel Attal et rejetés par tous, en essayant d'atténuer les effets d'une annonce avec laquelle elle n'est, au fond, pas d'accord. Nicole Belloubet évoque régulièrement son *« refus du tri social »* et met en avant le terme *« groupe de besoin »*. Une nuance de vocabulaire qui signale les tensions en coulisse entre la Rue de Grenelle et Matignon. L'arrêté et la note de service qui l'accompagne,

LE LENDEMAIN DE SON ARRIVÉE, AMÉLIE OUDÉA-CASTÉRA PERD DÉJÀ LA CONFIANCE DES MILIEUX ÉDUCATIFS, EN JUSTIFIANT LA SCOLARISATION DE SES TROIS FILS AU COLLÈGE STANISLAS

parus les 17 et 18 mars, ne reprendront finalement pas le terme « groupe de niveau ». Une victoire arrachée au prix d'une intense lutte entre les deux cabinets.

La réforme de la formation des enseignants est l'illustration de ces difficultés à répartir les arbitrages entre la Rue de Grenelle, l'Elysée et Matignon. Attendue pendant des mois, elle est annoncée dans les grandes lignes par Emmanuel Macron en personne, début avril. Pour lui, il s'agit de créer les *« écoles normales du XXIe siècle »* en déplaçant le concours à bac + 3, au lieu de bac + 5. En première année de master, les étudiants auront le statut d'élèves fonctionnaires et seront rémunérés, affirment les différents conseillers. Mais, face aux restrictions budgétaires, le montant de cette rémunération peine à être fixé : le ministère de l'éducation nationale parle de 1 400 euros net par mois et Matignon de 900 euros net par mois. Le sujet ne sera tranché que deux mois et demi plus tard, le 27 juin, et reviendra à l'idée initiale de 1 400 euros net mensuel.

Sur le terrain, l'amertume et le désenchantement dominent après cette folle année, par ailleurs marqués par plusieurs faits divers graves, dont l'assassinat d'un enseignant, Dominique Bernard, le 13 octobre 2023 à Arras, par un terroriste islamiste, mais aussi les menaces de mort contre un proviseur parisien, ou l'agression par des camarades de Samara, une collégienne de Montpellier. Plus que jamais, les enseignants se sentent insécurisés dans leur pratique et constatent l'incapacité du système à prendre à bras-le-corps des questions comme le harcèlement scolaire – dont un cas s'est soldé par un drame, la mort du jeune Nicolas, un lycéen de région parisienne qui s'est suicidé le 5 septembre 2023.

« L'éducation nationale a vécu vingt années en une, avec des annonces dans tous les sens et une agitation permanente. Mais qu'en reste-t-il ? Le quotidien des enseignants et des élèves n'a guère changé », remarque Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-UNSA. *« Cette année marquée par un "stop and go" permanent a contribué à décrédibiliser un peu plus la parole politique auprès des personnels »*, abonde Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-UNSA. Les acteurs éducatifs souhaiteraient désormais plus de stabilité mais restent inquiets, au vu de l'incertitude inédite qui règne depuis les élections législatives.

La stratégie imposée par Gabriel Attal dans la première moitié de l'année scolaire, celle du coup de com permanent, et l'enlisement des réformes en cours après son départ, ont participé du sentiment général de temps perdu et de manipulation des sujets scolaires à des fins politiques, au prix d'une éviction du débat de certaines problématiques structurantes comme la crise du recrutement des professeurs. Une mise sous tension incessante, qui pousse les établissements à faire et à défaire sans évaluer les impacts des mesures, souvent symboliques, sur la réussite des élèves. Au risque de l'épuisement. ■

SYLVIE LECHERBONNIER, VIOLAINE MORIN ET ELÉA POMMIERS

Dans l'Allier, fusillade mortelle lors d'une fête d'anniversaire

Le tueur présumé, un ancien militaire, a abattu trois personnes, à la suite d'une altercation, et se serait ensuite suicidé

MOULINS - *correspondant*

Il était près de 21 h 30, samedi 13 juillet, à Espinasse-Vozelle (Allier), quand un homme de 57 ans a ouvert le feu sur ses voisins et tué trois personnes. Il se serait ensuite suicidé, selon la version privilégiée dimanche par les enquêteurs.

Dans cette commune résidentielle d'un millier d'habitants dans la banlieue ouest de Vichy, un jeune homme fêtait ses 20 ans, sa famille et ses amis réunis autour de lui dans une maison isolée au bout d'un chemin. Selon Michel Marien, maire (sans étiquette) de la commune, l'auteur présumé des faits résidait quatre cents mètres plus bas, au bord du même chemin et d'un ruisseau. Irrité par le passage d'une moto, il s'en est pris à sa jeune conductrice. Un groupe de participants à la fête, alerté par l'altercation, est venu discuter. L'ancien militaire a alors sorti son fusil pour tirer successivement sur les membres du groupe, selon les premiers éléments de l'enquête.

Le jeune homme qui fêtait son anniversaire, son père, âgé de 53 ans, son parrain, 54 ans, ont été abattus alors que tous, conscients du danger, tentaient de s'enfuir. Les trois corps ont été retrouvés au bord du chemin et dans les prés proches. Le tireur a blessé quatre autres personnes, considérées dimanche *« en urgence relative »*, selon Eric Neveu, procureur de la République de Cusset (Allier). Puis, il a pointé son arme vers plusieurs automobiles circulant sur la route voisine avant de se diriger vers la maison où avait lieu l'anniversaire.

S'est-il subitement ravisé ? Il n'est pas entré dans le domicile où les convives, alertés par les cris et les coups de feu, comprenaient l'ampleur du drame et le danger. Il a été retrouvé mort sur le pas de la porte. Une cellule d'urgence médico-psychologique a été mise en place dans la salle polyvalente d'Espinasse-Vozelle pour accueillir quinze témoins de la fusillade.

Inconnu des services de police

« Un drame encore plus grave a sans doute été évité », confie Michel Marien. Pendant la fusillade, se déroulaient en effet à quelques centaines de mètres, au bourg, des festivités avec repas et feux d'artifice auxquels prenaient part plusieurs centaines de personnes, en cette veille de fête nationale. *« Craignant que le tueur soit en cavale dans la nature après la fusillade, nous avons appelé au calme, décidé de poursuivre les festivités et retenu les participants jusqu'à ce que nous ayons la certitude qu'il soit hors d'état de nuire. Finalement, tout le monde s'est révélé compréhensif. »*

L'auteur présumé des faits est décrit dans le village comme « solitaire et irascible »

Les enquêteurs tentaient, dimanche, de reconstituer la chronologie des faits tout en cherchant des informations sur la personnalité et le parcours de l'auteur présumé, a priori inconnu des services de police et de justice, à l'exception d'un défaut de pension alimentaire. Séparé de sa compagne depuis plusieurs années, il est décrit dans le village comme *« solitaire et irascible »*. Ex-militaire avec une carrière jalonnée de campagnes dans différents conflits du globe, il avait quitté l'armée il y a au moins une vingtaine d'années pour exercer une profession libérale, en conservant une passion pour les armes, même s'il n'était plus chasseur dans le village.

Les investigations portent désormais sur deux points. Tout d'abord, il s'agit de déterminer le contexte précis du déclenchement de la fusillade, en particulier les conditions de l'altercation, alors que les résultats de l'autopsie pratiquée sur le meurtrier détermineront l'éventuelle consommation d'alcool ou de médicaments. Ensuite, il convient d'établir les circonstances exactes de l'arrivée de l'homme au domicile de ses voisins. Ces deux points éclaireront un drame qui a nécessité la mise en place de moyens importants de gendarmes et de pompiers pour rassurer la population, comme l'a souligné la préfète de l'Allier, Pascale Trimbach.

Une enquête criminelle de flagrance a été diligentée, des chefs d'« assassinat » et de « tentative d'assassinat » et confiée à la section de recherche de Clermont-Ferrand, cosaisie avec la brigade de recherche de la gendarmerie de Vichy. Les constatations et perquisitions se sont poursuivies toute la journée et la soirée de dimanche. ■

JEAN-YVES VIF

RECTIFICATIF

Contrairement à ce qui a été écrit dans l'article « Les partis de gauche tentent de sortir de l'impasse » (*Le Monde* daté des 14 et 15 juillet), la présidente socialiste de la région Occitanie, Carole Delga, ne soutenait pas la candidature d'Huguette Bello pour Matignon, privilégiant celle d'un ou d'une socialiste.

FAITS DIVERS

Le meurtrier de Célya interné

La garde à vue du quadragénaire soupçonné d'avoir enlevé puis tué Célya, la fille de sa compagne âgée de 6 ans, en Seine-Maritime, a été levée, dimanche 14 juillet, en raison de *« déclarations délirantes »*. Le procureur de Rouen a demandé son hospitalisation d'office. L'homme avait été interpellé samedi 13 juillet, quelques heures après l'enlèvement puis la découverte du corps de l'enfant, à Saint-Martin-de-l'If. L'enquête en cours aura aussi pour but d'établir sa *« responsabilité pénale »* au vu de *« ses troubles psychiatriques »*. – (*AFP.*)

Un homme tué par balle à Bagnolet

Un homme de 30 ans a été tué par balle, dimanche 14 juillet, à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), près d'un point de deal, par deux personnes à scooter. Les auteurs ont pris la fuite. L'homme décédé avait été victime d'une tentative de meurtre à l'arme blanche en 2018, a précisé le parquet de Bobigny. La brigade criminelle a été saisie de l'enquête. – (*AFP.*)

Bande du Petit Bar : procès requis pour 27 personnes

L'enquête dresse le portrait de ce groupe mafieux d'Ajaccio qui a étendu son emprise sur la Corse-du-Sud

Il est rare qu'une enquête judiciaire offre un tel panorama, la mainmise d'un groupe criminel sur une société entière. C'est le cas de l'affaire Email Diamant, du nom d'un vaste dossier de blanchiment international impliquant le gang corse du Petit Bar.

Après cinq ans d'instruction, comme l'a révélé *Le Nouvel Obs*, le parquet de Marseille a requis, le 1er juillet, le renvoi de vingt-sept personnes pour des montages financiers douteux et s'applique à détailler *« l'emprise mafieuse du Petit Bar »* sur la Corse-du-Sud. Souvent rétive à l'idée que l'autorité de l'Etat puisse être défiée, la justice montre, cette fois-ci, comment *« ce groupe criminel a pénétré le monde économique, politique et judiciaire »*.



Les investigations ont démarré un peu par hasard. Alors que les enquêteurs travaillent sur la tentative d'assassinat, en 2018, d'une figure de la pègre ajaccienne, Guy Orsoni, leur attention est attirée par des bruits enregistrés par des micros espions placés au domicile parisien de son rival, le chef du Petit Bar, Jacques Santoni. *« Cette sonorisation permettait d'entendre la manipulation de billets de banque »*, raconte le réquisitoire définitif. Entre 2017 et 2020, *« le comptage des billets révélait des mouvements financiers d'environ 2 millions d'euros »*, écrit le parquet de Marseille.

L'information judiciaire ouverte, le 12 avril 2019, notamment pour blanchiment, met la lumière sur la dimension prise par cette bande ajaccienne, née au début des années 2000 et qui tient son nom d'un bar, à deux pas de la préfecture, dont ils avaient fait leur QG. Pour les policiers, il ne s'agit pas d'une génération spontanée. S'ils ont fait leur place grâce aux extorsions, trafics de stupéfiants et éliminations physiques, ils sont aussi les héritiers de l'ancien parrain de Corse-du-Sud, Jean-Jérôme Colonna, dit « Jean-Jé », mort en novembre 2006.

Autour de Jacques Santoni, tétraplégique depuis un accident de moto, fin 2003, que certains de ses amis qualifient de « parrain », on trouve Mickaël Ettori, dit « Canapé », au regard du temps passé devant la télévision, Pascal Porri, dit « l'Ampoule », en lien avec la forme de son visage, André Bacchiolelli, « Dédé » ou « Tête tordue », toujours pour des considérations physiques, ou encore Stéphane Raybier, sans surnom, un homme ombrageux qui se suicide en prison, début 2021.

Investissements à Courchevel

Pour le parquet, ce groupe *« répondait au final à ce qui définissait une emprise mafieuse, l'existence d'un lien associatif entre ses membres (…) et l'interpénétration du banditisme de l'économique et du politique dans le but d'acquérir des profits »*. Les membres du clan répondent qu'il s'agit de *« dires de journalistes »*. Le 3 mars 2019, alors qu'ils regardent un documentaire sur le chef mafieux sicilien Toto Riina, Mickaël Ettori et Pascal Porri se livrent pourtant à une étude comparative entre son système et le leur. *« Les deux hommes semblaient fascinés par ce mafieux et on entend un bruit métallique ressemblant à un bruit de culasse »*, note la surveillance.

D'autres personnes complètent ce clan. Certains gèrent le quotidien de leur chef lourdement handicapé, d'autres sont des amis d'enfance devenus hommes d'affaires en vue, comme Antony Perrino, 44 ans. Il a repris les rênes du groupe immobilier familial pour en faire l'une des principales entreprises de l'île, également présente sur le continent. Avant d'être poursuivi dans cette affaire, il était président de la fédération du BTP de Corse-du-Sud et avait construit près d'un millier de logements depuis 2015. Il était actif dans le transport maritime et aérien, les médias et le football.

Pour le parquet, *« si le Petit Bar était en capacité de s'imposer et de gérer ses affaires illicites, en revanche, il avait besoin de sachants pour des transferts de fonds par le biais de plates-formes bancaires internationales, pour gérer des sociétés officielles et Antony Perrino permettait de faire le pont entre l'occulte et le visible »*. Cet entrepreneur en vue *« participe à leur train de vie »* et leur donne accès, selon le réquisitoire, au monde de la finance et à des cabinets d'avocats d'affaires, comme celui de Claude Serra, qui a par ailleurs été le chef de l'équipe de juristes de la campagne d'Emmanuel Macron en 2017. L'avenir dira si Antony Perrino a été pris au piège de l'amitié ou la courroie consciente d'un système mafieux.

Les relations d'affaires d'Antony Perrino sont au cœur du dossier. Des personnes – comme François-Xavier Susini, Jean-Pierre Valentini, Jean-Marc Peretti – ayant fait fortune à l'extérieur de l'île, dans les matières premières, l'immobilier ou les jeux auraient permis, d'après le parquet, au Petit Bar de blanchir son argent sale.

Le réquisitoire pointe des investissements, notamment à Courchevel (Savoie), mais aussi dans l'achat de montres et de voitures de luxe, voire de cryptomonnaies : *« Un circuit atypique de transfert de fonds était alors mis en place, nécessitant d'avoir recours à des systèmes de décaisse et de compensation. »* Les intéressés nient toute irrégularité. Jean-Pierre Valentini estime néanmoins avoir été berné par Antony Perrino.

Ce mécanisme de sortie massive d'espèces a fonctionné, dit le parquet, grâce à des intermédiaires et à des commerçants en textile appartenant à la communauté chinoise installés à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). La bande du Petit Bar aurait également eu recours à des plates-formes bancaires internationales à Hongkong et à Singapour : *« Les investigations révélaient que le clan du Petit Bar s'impliquait dans plusieurs opérations financières particulièrement importantes et occultes (portant sur plusieurs millions d'euros) sans jamais apparaître officiellement. »* Des réquisitions visent ainsi l'avocate Angélique Peretti pour « complicité de blanchiment en bande organisée au profit du Petit Bar ».

Après cinq ans d'instruction, la justice montre comment « ce groupe criminel a pénétré le monde économique, politique et judiciaire »

Les moyens hors norme de cette enquête ont aussi permis de lever le voile sur *« la mainmise du Petit Bar sur la Corse-du-Sud »*. Le parquet évoque, ainsi, l'influence du groupe sur le journal local *Corse-Matin*, le rachat, à Ajaccio, de commerces comme un bowling, une franchise Picard, le Grand Café Napoléon, Le Ceylan, ou encore, leur intérêt pour le foncier et l'immobilier, en particulier sur l'île des milliardaires de Cavallo au large de Bonifacio. Son ombre s'étend enfin sur la politique locale lors des élections municipales, par l'intervention de Johann Carta, l'intendant des affaires de la bande à Ajaccio.

« C'est nous les voyous »

Le parquet s'inquiète de *« possibles interventions »* au niveau national et relate les échanges entre la belle-mère de Jacques Santoni et de hauts personnages de l'Etat alors que son gendre, sa fille et son fils sont entre les mains de la police. Le 2 octobre 2020, elle évoque, par SMS, l'affaire avec Josiane Chevalier, ex-préfète en Corse. Le même jour, elle écrit à Patrick Strzoda, alors directeur du cabinet du président de la République. Le 8 octobre 2020, elle dialogue avec Josiane Chevalier : *« Patrick m'a répondu, il partait avec le président, ce soir je dîne avec Pierre-René Lemas* [un autre ancien préfet de Corse]. *»* Après avoir déjeuné, le 13 octobre 2020, à l'Elysée avec Patrick Strzoda, elle confie à Josiane Chevalier : *« J'attends que ça s'arrange. »* Entendue en qualité de témoin assisté, elle n'est pas poursuivie.

L'argent sale du Petit Bar, selon le parquet, a servi *« à acheter le silence, des informations et à corrompre des représentants locaux, fonctionnaires de police voire des magistrats, à organiser la défense pénale du clan et même à distribuer des espèces à des bandes qui n'étaient ni proches ou alliés, voire à des groupes nationalistes »*.

L'enquête sur les fuites policières grâce auxquelles les membres du Petit Bar ont échappé aux premières interpellations, en septembre 2020, a conduit à la mise en examen d'un fonctionnaire de police à Ajaccio.

Jacques Santoni, le chef, argue que les fonds incriminés sont le fruit d'un gain au Loto, et qualifie les soupçons qui le visent de « manipulations »

Jacques Santoni argue que les fonds incriminés sont le fruit d'un gain au Loto, fin 2018, de 4,6 millions d'euros obtenu par sa femme et son beau-frère. Il qualifie, comme ses coaccusés du Petit Bar, les soupçons qui le visent d'*« assemblages, de raccourcis, de manipulations »*. Lors d'une écoute, il expliquait : *« S'il y avait pas eu de collectifs antimafia* [Maffia No, A Vita Iè et Cullittivu Massimu Susini, créés en 2019]*, ils* [les policiers] *seraient jamais venus nous chercher. Ils sont obligés de répondre à l'opinion. Quand on crie toute la journée :* "La mafia, la mafia, il faut saisir leurs biens, comme en Italie, il faut faire des lois", *ils viennent chez les voyous.* [Or]*, c'est nous les voyous, ça c'est vrai. »* Après le parquet, il revient, maintenant, aux juges qui ont instruit le dossier de livrer leur analyse avant un possible renvoi devant le tribunal correctionnel. ■

JACQUES FOLLOROU

Sonia Backès, la loyaliste qui a « allumé la mèche »

La présidente de la province Sud de Nouvelle-Calédonie a perdu le soutien des non-indépendantistes

PORTRAIT

C'est un message que l'Américain Donald Trump ne renierait pas. *« L'Etat n'a pas permis que cette élection se passe de manière démocratique et transparente. »* Soit la contestation, immédiate, du second tour du scrutin législatif, dimanche 7 juillet en Nouvelle-Calédonie, marqué par la victoire du premier député indépendantiste depuis 1986, Emmanuel Tjibaou. L'objection, postée sur les réseaux sociaux, émane de Sonia Backès, la cheffe de file du camp loyaliste, face à son échec. A Nouméa, la présidente de la province Sud, élue en 2019, Sonia Backès, ne surprend plus ; elle assume depuis des mois avec sa garde rapprochée une radicalité débridée. *« Fraude à grande échelle. Scrutin ni libre ni sincère »*, ajoutait, le 7 juillet, sans fournir de preuves, son numéro deux, Philippe Blaise, sur son compte Facebook.

Quand, le 28 mars, à Nouméa, la quadragénaire mobilise ses sympathisants pour défendre la réforme du corps électoral, avancée par Emmanuel Macron en dépit de son rejet par le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), elle monte le ton : *« Je vais leur dire* [aux indépendantistes]*, on a été gentils, trop gentils. Mais c'est terminé. On va pas se laisser faire. »* Le Sénat s'apprête à voter le projet, certains redoutent des violences, elle, enchaîne : *« Je le dis à Paris, aux parlementaires qui tremblent. Le bordel, c'est nous qui le mettrons si on essaie de nous marcher dessus ! »*

Tel le chiffon rouge de l'arène, ce *« bordel »* va enflammer les réseaux sociaux. *« Backès dégage »*, *« Sonia Backès bourre ta mère »*, *« Backès BTM »*, lit-on, partout sur les barrages, depuis le début de l'insurrection kanak, le 13 mai, contre la réforme, plongeant le territoire dans le chaos. La responsable politique appelle à la *« résistance »*, tandis que ses alliés de la droite, Nicolas Metzdorf, alors député Renaissance – il a été réélu, le 7 juillet, mais sous l'étiquette divers droite –, et Virginie Ruffenach, la cheffe du groupe Rassemblement au Congrès de la Nouvelle-Calédonie, dénoncent qui *« une dictature »*, qui un *« terrorisme »*.

« Aveuglement »

C'en est trop, désormais, pour un camp non indépendantiste effaré par le désastre qui engloutit le territoire. Simon Loueckhote, Kanak et sénateur de 1992 à 2011, affirme, mi-mai, que *« la radicalisation du partenaire »* indépendantiste est la conséquence de *« l'aveuglement »* loyaliste. Dans une « pétition pour la paix », quatre membres du gouvernement local, jusque-là des proches, lâchent publiquement Sonia Backès début juin, dont le maire de Dumbéa, Yoann Lecourieux (Rassemblement-Les Républicains, LR), qui l'accuse d'avoir *« allumé la mèche »* du désordre. Mais aussi les enfants de Jacques Lafleur, la figure tutélaire de la Nouvelle-Calédonie française, Isabelle et Pascal. Et Sonia Lagarde, maire de Nouméa et soutien d'Emmanuel Macron. Ou encore le plus grand patron de l'archipel, Didier Leroux, suivi d'autres chefs d'entreprise – autant de financeurs potentiels d'une future campagne, pour celle qui pense pouvoir être réélue en 2025.

Pour ses interlocuteurs, elle est restée une syndicaliste, considérant, toujours, qu'il faut aller au rapport de force

A Paris, si l'exécutif n'émet nulle autocritique sur la méthode Macron dans le dossier, il prend aussi ses distances avec l'ex-secrétaire d'Etat à la citoyenneté (2022-2023). En 2017, le clan Backès avait appelé à voter Marine Le Pen, mais, en 2022, le ministre des outre-mer d'alors, Sébastien Lecornu, a convaincu le chef de l'Etat de la prendre au gouvernement. Sa nomination, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, a signé la fin de l'impartialité de l'Etat, accusent les indépendantistes. A raison. En ligne directe avec l'Elysée et la Place Beauvau, elle a exercé une grande influence à Paris sur la façon d'appréhender le sujet néo-calédonien.

Dans la recherche en cours d'un nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie, durant les six mois qui ont précédé la crise, elle a affirmé au gouvernement qu'elle allait obtenir un accord avec les indépendantistes, confirment les sources proches du dossier, mais Sonia Backès négociait avec des personnalités qui n'avaient pas toutes mandat. Elle s'est enfermée avec le président de l'Union calédonienne-FLNKS (UC-FLNKS), le radical et inconstant Daniel Goa. Pour elle, en effet, une négociation se mène aux extrêmes, *« entre les durs »*. *« Ce n'est pas entre la Suisse et le Vatican que cela se joue à la fin »*, dit-elle au *Monde*. Elle assure qu'un accord était prêt, *« le 10 mai »*. Les divisions des chefs du FLNKS les auraient *« empêchés de le vendre à leur base »*. *« Elle y croyait vraiment »*, souligne son conseiller Bastien Vandendyck, qui vante son courage. *« Ni Gérald Darmanin, ni le président, ni moi ne voulions aller au bout du dégel du corps électoral, c'était toujours pensé pour provoquer l'accord politique »*, assure-t-elle. Sauf que la réforme constitutionnelle a été votée, prête à être adoptée par le Parlement réuni en Congrès à Versailles. Le compromis permettant d'écrire l'avenir du territoire a fait flop. La Nouvelle-Calédonie a sombré dans le chaos. *« C'est un pari perdu »*, consent-elle.

Sonia Backès, née Dos Santos, est la fille d'une mère partie à la dérive dans la Scientologie et d'un père d'origine portugaise, professeur de français, arrivé en 1952 sur le Caillou. Elle a effectué ses études en mathématiques puis en informatique, dans l'Hexagone. Avant de trouver en 2000 un poste de cheffe de projet dans l'administration du gouvernement de Nouvelle-Calédonie. Syndicaliste, elle présidera la CFE-CGC du territoire. Une expérience fondatrice.


Sonia Backès, présidente de la province Sud de Nouvelle-Calédonie, à Nouméa, le 14 juillet. DELPHINE MAYEUR/AFP

Pour ses interlocuteurs, elle est restée une syndicaliste, considérant, toujours, qu'il faut aller au rapport de force pour bien entamer la négociation. Ils reconnaissent en elle une partenaire utile pour conclure un accord, car elle est toujours à la recherche du point de sortie et capable de compromis très forts qu'elle assumera face à sa base. Beaucoup saluent ainsi la façon dont elle a mené, début 2021, la sortie du conflit de l'usine de nickel du Sud. La vente du site avait, déjà, manqué de plonger la Nouvelle-Calédonie dans la violence en opposant indépendantistes et loyalistes.

Entrée en politique en 2008 au Rassemblement, le parti héritier de Jacques Lafleur, la syndicaliste fait ses débuts au cabinet de Pierre Frogier, alors président du Congrès local, devenu partisan d'une partition du territoire entre les Kanak et les Européens. Proche de Pierre Maresca, un libéral et centriste, elle quitte avec lui, en 2013, un Rassemblement jugé trop conciliant avec la cause indépendantiste. Puis joue habilement des querelles de la droite néo-calédonienne, jusqu'à gagner, en 2019, la province Sud où se concentrent la richesse du Caillou et le vote non indépendantiste.

Ballons bleu, blanc, rouge, ambiance de fête. Le 2 mars 2019, à Nouméa, la famille loyaliste montre qu'elle s'unit, autour de la liste L'Avenir en confiance établie pour les élections provinciales. Sonia Backès, tête de liste dans la province Sud, affirme se placer *« dans les pas de Jacques Lafleur »*. L'homme, précise-t-elle toutefois, qui a refusé de signer l'accord de Nainville-les-Roches (Essonne) en 1983, premier texte à reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple kanak et la légitimité des autres *« victimes de l'histoire »* néo-calédonienne à vivre sur la même terre. *« Il a refusé d'être une victime de l'histoire. Nous allons reprendre la main ! »*, promet la candidate. On conspue aussi ce jour de 2019 l'adversaire jugé trop conciliant avec le FLNKS, le parti modéré Calédonie ensemble de Philippe Gomès. *« Une prostituée qui voudrait faire croire qu'elle est vierge »*, selon Willy Gatuhau, à l'époque maire (Les Républicains calédoniens) de Païta. Philippe Gomès, dont Sonia Backès était une ministre quand il présidait le gouvernement local en 2009, sera trahi. Tout comme le Rassemblement, en 2017, quand elle décide de partir seule aux législatives, un échec. *« Elle a émargé à toutes les écuelles jusqu'à se frayer un chemin »*, grince l'ennemi juré Philippe Gomès. Pour lui, le résultat des législatives du 7 juillet se lit ainsi : *« Indépendantistes, 82 345 voix ; non-indépendantistes, 72 979. Cinq années après les élections provinciales de 2019, le dernier clou du cercueil de la Calédonie française vient d'être planté. »*

« Colonialisme moderne »

Dans sa passion pour le combat, Sonia Backès sait admettre un manque de lucidité. Aux élections sénatoriales de septembre 2023, elle ne voit pas venir la coalition « tout sauf Backès » qui lui inflige une cinglante défaite. Robert Xowie (UC-FLNKS) et Georges Naturel (Rassemblement-LR) se sont ligués pour rafler les deux sièges. *« Je n'aurais pas dû me présenter »*, conclut-elle. Pire, sous-estimant le sentiment identitaire kanak, elle convainc Paris que les indépendantistes ne sauraient plus mobiliser comme dans les années 1980. Mais 10 000 émeutiers ont déferlé en ville, le 13 mai, quand 3 000 militants s'étaient levés en brousse il y a quarante ans. *« Je n'ai pas vu venir leur capacité de mobilisation des jeunes »*, admet-elle. A la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale venue en mission le 12 mars, elle avait vanté : *« Quelques centaines de Kanak, on peut les mater. »* D'où ce pari fou, assumé par le pouvoir : *« J'ai pensé qu'on pouvait prendre le risque de tensions car l'Etat tiendrait l'ordre public. S'il avait mis les moyens nécessaires le premier soir, on n'en serait pas là. »*

Sous-estimant le sentiment identitaire kanak, elle a convaincu Paris que les indépendantistes ne sauraient plus mobiliser comme auparavant

Elle le dit à Emmanuel Macron, le 23 mai, lors de sa visite surprise à Nouméa : *« J'ai mal à ma France car nous n'avons pas été capables de résister. »* Mais, ce jour-là, le président de la République lui tord le bras, en recevant Christian Tein, considéré comme le chef de l'insurrection. Et le chef de l'Etat, venu chercher un chemin d'apaisement, la tance. *« Tais-toi, maintenant »*, lui intime-t-il. *« Le plus difficile, c'était la victoire des indépendantistes, ils dansaient sur mon scalp »*, raconte-t-elle. Elle ne s'est donc pas tue. Ainsi avance Sonia Backès, 48 ans, entière au risque de l'échec, osant tous les coups pour tenir le pouvoir, désormais isolée dans une stratégie de la tension qui la consume. *« Non je ne suis pas isolée ! »*, s'emporte-t-elle quand *Le Monde* lui pose la question.

Sur le fond, elle s'en est tenue à ses convictions. Si l'archipel en est arrivé là, c'est en raison *« des ambiguïtés de l'accord de Nouméa »*, qui, en 1998, a organisé la décolonisation pour vingt ans. Elle le remet en cause. *« L'accord a fait comme si tout le monde allait se mélanger, on ne peut pas continuer comme cela*, insiste la loyaliste. *A chaque fois qu'on a tendu la main, on s'est fait mordre. Le pays est suffisamment grand pour que chacun reste dans son mode de vie : on ne va pas rentrer dans la coutume kanak et eux ne vont pas entrer dans le monde occidental. »*

Aujourd'hui la présidente d'une province Sud en faillite veut supprimer les aides sociales attribuées aux Kanak y résidant depuis moins de dix ans. Le 14 juillet, à Nouméa, elle a dénoncé des *« antagonismes indépassables »* et *« l'illusion »* d'un seul peuple néo-calédonien. *« Son modèle est celui des Afrikaners »*, qui ne correspond pas à la société néo-calédonienne largement métissée, dénoncent Philippe Gomès et la droite modérée. Egaux peut-être, séparés sûrement : sa ligne est dangereuse, ajoute l'historien Louis-José Barbançon, *« car s'il n'y a pas d'histoire commune, pas de "nous", la page va se refermer comme elle l'a été en Algérie »*. Pour Milakulo Tukumuli, président du parti wallisien l'Eveil océanien, qui a discuté avec l'UC et les loyalistes dans l'espoir d'un accord, *« Sonia Backès a fini par incarner le colonialisme moderne alors que la société calédonienne commence à s'agréger autour de l'idée d'une indépendance-association. Jacques Lafleur défendait la France avec une certaine hauteur et avait rassemblé beaucoup de Kanak autour de lui. Aujourd'hui, on cherche péniblement des Kanak qui se reconnaissent dans la non-indépendance »*. ■

NATHALIE GUIBERT



Des employés de Sanofi manifestent contre des suppressions de postes dans la recherche en oncologie, devant le siège du laboratoire pharmaceutique, à Paris, le 30 avril.
ANTONIN UTZ/AFP

Sanofi à l'heure des grandes restructurations

Le laboratoire pharmaceutique s'apprête à se séparer de son activité de médicaments sans ordonnance

Doliprane, Dulcolax, Lysopaïne, Maalox, Novanuit… L'avenir d'Opella, la filiale santé grand public de Sanofi, qui regroupe les médicaments vendus sans ordonnance et les compléments alimentaires du groupe tricolore, s'écrira-t-il sous la houlette d'un fonds d'investissement ou par le biais d'une introduction en Bourse ? Si les modalités de la future séparation n'ont pas encore été arrêtées, une certitude demeure : le divorce, annoncé en octobre 2023, aura bien lieu. Il s'inscrit dans le cadre du plan de transformation amorcé par Paul Hudson, son directeur général.

Depuis l'arrivée du Britannique à la tête du laboratoire pharmaceutique, en 2019, l'heure est au grand ménage. Et la prochaine sortie d'Opella du giron de Sanofi n'a rien d'un hasard. Bien que rentable, la branche grand public, dont les ventes pèsent environ 12 % du chiffre d'affaires de la société, ne cadrait plus avec les ambitions de M. Hudson. Ce dernier souhaite concentrer les efforts de l'entreprise sur les médicaments innovants sous brevet, beaucoup plus lucratifs, et notamment faire du groupe un champion mondial de l'immunologie, où il rencontre déjà un vif succès grâce à son médicament vedette, le Dupixent.

Quand il prend les commandes de l'énorme paquebot qu'est Sanofi et qui compte à l'époque plus de 100 000 salariés (contre environ 86 000 à la fin de l'année 2023), Paul Hudson a alors pour tâche de simplifier la stratégie et l'organisation du groupe, afin de le faire revenir au premier plan face à ses concurrents. Il doit également doper un cours de Bourse déprimé. Pour dynamiser la croissance de la société et accroître sa marge opérationnelle, l'ex-patron de Novartis mise sur une modernisation en profondeur du navire. Quitte à sabrer dans ses branches les moins rentables. Ce qu'il a déjà fait avec la chimie, en créant une société séparée consacrée aux principes actifs (Euroapi).

LES CHIFFRES

5,2 MILLIARDS
C'est, en euros, le chiffre d'affaires d'Opella, la filiale santé grand public de Sanofi, en 2023. Cette division regroupe les médicaments vendus sans ordonnance (dont le Doliprane) et les compléments alimentaires du groupe français.

86 000
C'est le nombre de salariés que comptait le laboratoire pharmaceutique fin 2023 dans le monde, contre 100 000 en 2019.

70 %
C'est la part des projets en oncologie dont l'arrêt a été annoncé en avril par le groupe.

Croissance bridée

Mais, avec ce qui promet d'être l'une des opérations les plus importantes à venir dans le secteur pharmaceutique, Sanofi change d'échelle. Opella, c'est un chiffre d'affaires de 5,2 milliards d'euros en 2023, un bénéfice net de 1,4 milliard d'euros, plus d'une centaine de marques commercialisées un peu partout dans le monde, et treize sites de production, dont deux dans l'Hexagone, à Lisieux (Calvados) et à Compiègne (Oise).

La transaction ne devrait avoir lieu, « *au plus tôt* », qu'au cours du quatrième trimestre 2024, mais d'ores et déjà, sa préparation s'accélère. En parallèle des préparatifs à une éventuelle cotation en Bourse, Sanofi aurait ainsi lancé, début juin, un appel d'offres pour la vente de cette division santé grand public, qui serait valorisée à 20 milliards de dollars (18,3 milliards d'euros), selon une information de Bloomberg. Les potentiels candidats au rachat seraient invités à déposer leurs offres indicatives ces prochains jours.

Le patron du groupe, Paul Hudson, entend faire de celui-ci un champion mondial de l'immunologie

Le fonds d'investissement tricolore PAI Partners, qui gère environ 27 milliards d'euros d'actifs au travers de ses différents fonds, ferait partie des intéressés, selon une source proche du dossier. Le français, qui compte entre autres dans son portefeuille les marques Tropicana ou Häagen-Dazs, ne serait d'ailleurs pas le seul à lorgner la filiale de Sanofi. Le 4 juillet, le directeur exécutif de la banque publique d'investissement Bpifrance, José Gonzalo, avait déclaré discuter avec de « *nombreux fonds* », suggérant qu'elle pourrait s'associer à l'un d'eux dans le cadre d'une offre conjointe. De quoi certainement réjouir l'état-major du laboratoire pharmaceutique, qui prévoirait de conserver, au terme de l'opération, une part minoritaire du capital de la société.

Pour se séparer de ses médicaments grand public, Sanofi a dû se réorganiser. Dès 2019, la création d'une entité commerciale autonome destinée à abriter l'ensemble de ses produits de santé grand public ainsi que les usines dévolues à leur fabrication et leurs équipes de recherche et développement, avait amorcé la bascule. En 2022, le transfert du siège de cette filiale de 11 000 salariés, de Gentilly (Val-de-Marne), où est installé le siège de Sanofi France, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), achevait d'annoncer la prochaine rupture.

Afin de rendre la corbeille de la mariée plus attrayante, Sanofi a pris soin de dépoussiérer l'activité, en se délestant notamment de certaines marques peu compétitives, et en se renforçant sur des segments à forte croissance comme les compléments alimentaires, avec l'achat de la marque américaine Qunol.

La direction l'assure : le désengagement du groupe dans la santé grand public permettra à Opella d'accélérer sa croissance, bridée d'après Sanofi, par le manque de moyens, l'essentiel des ressources du laboratoire étant concentrées sur le développement de médicaments innovants sur ordonnance. L'argument n'est pas sans rappeler celui invoqué par le laboratoire en 2022, lorsqu'il avait créé, puis mis en Bourse, Euroapi, aujourd'hui en grande difficulté.

Nombreux investissements

Héritier d'une longue succession de fusions et acquisitions, Sanofi a toujours navigué au gré des restructurations en tous genres au cours des décennies. Ces quatre dernières années, le dégraissage a toutefois pris une nouvelle ampleur, dont la sortie d'Euroapi, et bientôt celle d'Opella, ne sont que les parties émergées.

En France, le groupe a ainsi externalisé son activité de distribution de médicaments sur les sites d'Amilly (Loiret), de Croissy-Beaubourg (Seine-et-Marne) et de Saint-Loubès (Gironde), désormais aux mains du transporteur américain DHL. « *Pendant* [la pandémie de Covid-19], *les dirigeants sont venus nous voir pour nous féliciter de notre travail. Et maintenant, on nous jette sous prétexte que la livraison de médicaments ne fait pas partie du cœur de métier de Sanofi* », confiait, en novembre 2023, Tamer Gok, délégué syndical central CGT, préparateur de commandes sur la plate-forme d'Amilly depuis dix-sept ans.

Aucune entité ou presque n'a échappé au grand chambardement, y compris les visiteurs médicaux, ces salariés chargés d'assurer la promotion des médicaments commercialisés par le laboratoire auprès des professionnels de santé, dont les effectifs ont fondu ces dernières années.

Afin de rationaliser les coûts, les fonctions support du groupe, comme la comptabilité, l'administration des payes ou le marketing, ont, elles aussi, été passées à la paille de fer. Depuis 2019, elles sont, en partie, assurées par des salariés installés dans des « hubs » Sanofi à Budapest, Bogota, Kuala Lumpur et Hyderabad (Inde), « *où la main-d'œuvre est moins chère* », constate Christophe Pelhate, coordinateur adjoint CFE-CGC de Sanofi, qui déplore une délocalisation des emplois à bas bruit.

Si ces réorganisations ont permis au groupe de faire remonter sa rentabilité opérationnelle de 25 % en 2019 à près de 30 % en 2023, elles ont aussi miné le moral des « Sanofiens » dans l'Hexagone, désemparés face à ces bouleversements à la chaîne, qui ont amputé une partie des emplois sur le sol national. Certes, la France, berceau de l'entreprise, pèse encore environ 25 % des effectifs mondiaux du groupe, mais le nombre de salariés s'est réduit, passant d'un peu plus de 25 000 collaborateurs en 2019 à moins de 22 000 en 2023.

Dans les rangs des chercheurs tricolores, l'annonce de l'arrêt brutal, en avril, de 70 % des projets en oncologie, assortie, dans la foulée, d'un nouveau plan de sauvegarde de l'emploi prévoyant la suppression de 330 postes dans la recherche et développement (R&D), dont une grande partie sur le site de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), a provoqué une onde de choc.

Ces quatre dernières années, le dégraissage a pris une nouvelle ampleur, avec la sortie d'Euroapi

« *Il y a deux ans, on nous a dit de nous mettre à fond sur l'oncologie, que c'était l'avenir. Et maintenant, c'est déjà fini, on change encore de cap et on nous dit que la priorité, c'est l'immunologie* », s'indigne, sous couvert d'anonymat, Laurence, trente ans de maison. Il y a quatre ans, cette technicienne de R&D a déménagé du site d'Alfortville (Val-de-Marne) après sa fermeture pour intégrer celui de Chilly-Mazarin (Essonne). « *Deux ans plus tard, on nous annonçait sa fermeture, et un nouveau déménagement, cette fois-ci à Vitry-sur-Seine. Nous ne sommes même pas encore installés dans les bâtiments qu'ils suppriment déjà la moitié des postes dans mon équipe.* »

Accusé par certains salariés de saborder la recherche, Paul Hudson a défendu l'arrêt de ces projets, lors de l'assemblée générale du 30 avril : « *Nous avons dépensé plus en oncologie depuis cinq ans que dans tout autre domaine thérapeutique.* (…) *Nous aurions aimé avoir du succès dans ce domaine, mais ça n'a pas été le cas.* » Une réponse qui ne convainc pas les salariés. « *Avec toutes les restructurations qui désorganisent en permanence les équipes, comment voulez-vous qu'on trouve des médicaments ?* », s'emporte une chimiste médicinale, qui tient à rester anonyme.

Face aux critiques, le laboratoire met en avant les nombreux investissements déployés en France, tant dans la recherche que dans l'outil industriel, à l'instar de l'annonce, en mai, d'une enveloppe de 1,1 milliard d'euros pour la construction d'une nouvelle usine sur son site de Vitry-sur-Seine et l'ajout de nouvelles capacités de production au Trait (Seine-Maritime). Sans oublier de souligner la forte contribution de la société à l'économie nationale : 1 euro dépensé par l'Etat pour des médicaments de Sanofi rapporterait ainsi en moyenne 8 euros à la France. ■

ZELIHA CHAFFIN

Être vu c'est bien, retenir l'attention c'est mieux.

Adopter Onyx c’est choisir des formats créatifs et impactants dont on se souvient.





Onyx by Outbrain™

RETHINK WHAT’S POSSIBLE

DAZN et BeIN Sports, nouveaux diffuseurs de la Ligue 1 de football

La plate-forme britannique et le groupe qatari ont obtenu les droits de retransmission du championnat pour 500 millions d'euros par an

La Ligue de football professionnel (LFP) a enfin tranché. A l'issue d'un long feuilleton et à un mois de la reprise de la Ligue 1, le 16 août, elle a décidé, lors d'un conseil d'administration, dimanche 14 juillet, d'attribuer les droits de diffusion du championnat de France jusqu'en 2029 à un duo composé de DAZN et BeIN Sports. La plate-forme britannique va débourser 400 millions d'euros par saison pour huit matchs par journée de L1. Le groupe qatari, implanté dans le pays depuis 2012, versera, quant à lui, 100 millions d'euros pour une affiche de premier choix.

Le conseil d'administration de la LFP devra définitivement avaliser cette orientation ces prochains jours. Les grandes lignes de l'accord ont été validées par les présidents de club réunis en collège, mais il reste des détails juridiques à régler. Une clause de sortie et de revoyure doit être formalisée, qui permettra à la LFP de mettre fin à ce partage des droits de façon anticipée, d'ici à deux ou trois ans, et de lancer alors un nouvel appel d'offres. Imposée dans la dernière ligne droite par les représentants du foot français pour ne pas trop se lier dans la durée, cette clause est un aveu d'échec. Avec 500 millions d'euros de recettes assurées par saison, la LFP est loin des objectifs affichés il y a un an, au début du processus de vente.

Son président, Vincent Labrune, qui devrait être candidat à sa réélection en septembre, disait espérer 1 milliard d'euros, droits domestiques et internationaux confondus. Or, avec l'accord validé dimanche, les droits télévisés à l'étranger cédés pour environ 160 millions d'euros et ceux de la Ligue 2 vendus à BeIN Sports pour 40 millions, l'instance n'a pu sécuriser que 700 millions d'euros cumulés par saison.

Une partie non négligeable de ces revenus échapperont aux clubs professionnels : détenant depuis 2022 13 % du capital de la société commerciale de la LFP gérant les droits de diffusion, le fonds d'investissement luxembourgeois CVC Capital Parners a le droit à la même part (13 %) des bénéfices de cette société.

Nombreuses questions

Pour la LFP, ce nouvel accord est d'autant plus décevant qu'il constitue un recul en matière financière. Le dernier cycle de commercialisation des droits domestiques, achevé à la fin de la saison 2023-2024, assurait un revenu cumulé de 663 millions d'euros, tous diffuseurs compris (Amazon, Canal+, BeIN Sports, Free).

Cette position avait été entérinée en juin 2021, après que la défaillance du groupe sino-espagnol Mediapro avait laissé le champ libre à Amazon. Le choix, à l'époque, du géant américain de la distribution par le conseil d'administration de la LFP avait heurté le partenaire historique du football français, Canal+. Depuis cette décision, les relations entre M. Labrune et le patron du groupe audiovisuel, Maxime Saada, sont polaires. Au cours de 2023, ce dernier, en phase avec son actionnaire Vincent Bolloré, n'a fait aucun geste en direction de la LFP. La baisse des recettes constatée aujourd'hui est aussi la conséquence de cet effacement de Canal+, qui a préféré investir massivement dans d'autres compétitions de football (comme la Ligue des champions et la Ligue Europa) et de sport (comme le Top 14 de rugby ou la formule 1).

Une clause de sortie et de revoyure permettra de mettre fin à ce partage des droits d'ici à deux ou trois ans

Le choix du duo DAZN-BeIN Sports a été préféré à l'autre option sur la table : le lancement, par la LFP, de sa propre chaîne, qu'elle aurait produite et vendue elle-même, en association avec Warner Bros Discovery. Poussé par M. Labrune, ce projet, plus aventureux, comportait de gros risques, notamment pour la trésorerie à court terme des clubs les plus fragiles. Lors des réunions, plusieurs d'entre eux comme Montpellier, Nantes et Reims ont souligné leur vulnérabilité.

Mais l'option finalement retenue par la LFP n'est pas sans poser elle-même de nombreuses questions. Elle contrevient d'abord à la volonté revendiquée par Vincent Labrune de ne pas découper les droits entre plusieurs diffuseurs. L'ex-communicant, qui a dirigé l'Olympique de Marseille de 2011 à 2016, espérait vendre l'intégralité de la Ligue 1 et de la Ligue 2 à un seul partenaire. Il a longtemps cru en Apple, qui ne s'est finalement pas aligné.

Avec BeIN Sports, qui a formulé in extremis une proposition très généreuse, il dispose d'un allié bien connu des téléspectateurs. Président du PSG, patron du groupe BeIN Media et administrateur de la LFP, Nasser Al-Khelaïfi a joué un rôle décisif lors des ultimes tractations. Sous pression, les dirigeants du foot français se sont rangés derrière DAZN, diffuseur émergent, après que son actionnaire de référence, le fonds Access Industries du milliardaire Leonard Blavatnik (également propriétaire de Deezer), a apporté de nouvelles garanties financières.

Comment DAZN compte-t-elle commercialiser sa nouvelle riche offre de football ? D'après plusieurs sources proches du dossier, elle envisagerait de vendre son plateau de huit matchs par journée, agrémenté des autres droits dont elle dispose, à un tarif d'environ 30 euros par mois. Un prix très élevé, qui n'offre pas la garantie du succès. C'est aussi la question de sa distribution qui se pose. En 2024, l'accès à DAZN était compris dans certaines offres d'abonnement à Canal+. Même en retrait du dossier, compte tenu de sa position sur le marché de la télévision payante, le groupe dirigé par Maxime Saada reste au centre du jeu. ■

RÉMI DUPRÉ
ET JÉRÔME LEFILLIÂTRE

En perte de vitesse, le Futuroscope inaugure un second parc de loisirs pour se relancer

D'un coût de 57 millions d'euros, l'Aquascope vise à doper l'attractivité du site poitevin

REPORTAGE
POITIERS - *envoyée spéciale*

C'est le toboggan des téméraires. De l'extérieur, le Rocket ressemble à une fusée verticale, dans laquelle on s'insère debout, vêtu de son maillot de bain. Une fois à l'intérieur, la trappe sous vos pieds se dérobe et vous précipite dans une chute quasi verticale de 18 mètres, jusqu'à atterrir dans une piscine. *« Il faut avoir le cœur bien accroché »*, concède Quentin Duport, ingénieur et chef de projet de l'Aquascope, à Poitiers. D'autres options s'avèrent moins périlleuses : descentes à plusieurs sur une bouée, à plat ventre sur un tapis ou assis, le long d'un long colimaçon ponctué d'effets lumineux.

Créé par le Futuroscope à quelques mètres de son site, mais disposant d'une billetterie séparée, l'Aquascope a ouvert ses portes lundi 15 juillet. Ce nouveau parc, à 57 millions d'euros, mise tout sur le pouvoir de séduction de l'eau : treize toboggans aquatiques, deux rivières, une piscine à vagues, un espace pour les petits, des effets son et lumière, un espace immersif avec des images projetées sur les murs... Le tout en intérieur, pour ouvrir toute l'année. *« A part l'Aquaboulevard* [à Paris], *il n'y a aucun parc aquatique intérieur aussi grand en France. Il y a les Center Parcs, mais ils n'ont pas la même capacité »*, observe M. Duport.

La stratégie du Futuroscope est claire : inciter les visiteurs à rester plus longtemps sur le site, en combinant la visite des deux parcs. L'enjeu est aussi de doper le chiffre d'affaires de ses hôtels, de ses boutiques et de ses restaurants. *« On veut se positionner comme une destination de courts séjours, en faisant venir des gens de plus loin, et pour plus longtemps »*, explique Rodolphe Bouin, le directeur général. Une stratégie sur le modèle des parcs Disney, qui ajoutent de nouveaux parcs aux côtés de leurs sites « historiques ».

Au Futuroscope, l'objectif est aussi de relancer l'attractivité de ce lieu, ouvert en 1987, à Chasseneuil-du-Poitou, au milieu des champs, et devenu la vitrine touristique de la Vienne, un département sans plage ni montagne. Si le Futuroscope a bel et bien été la locomotive d'un territoire, il est aujourd'hui à un tournant. Pas facile de bien vieillir avec un concept porté sur le futur, le numérique et les technologies, mais imaginé à la fin des années 1980.

Depuis quinze ans, le nombre de visiteurs est stable : entre 1,8 million et 2 millions par an, loin des chiffres des années 1990. En 1997, à son apogée, le parc enregistrait 2,9 millions d'entrées. Alors qu'il était, il y a dix ans, le deuxième parc d'attractions français derrière Disneyland, il est désormais devancé par le Parc Astérix, le Puy du Fou, et vient d'être rattrapé par le zoo de Beauval.

S'il dégage des bénéfices, notamment grâce à la hausse des dépenses des visiteurs sur place, il nécessite un coup de jeune. D'où l'idée d'un plan d'investissement de 225 millions sur cinq ans, adopté en 2020 par l'actionnaire, la Compagnie des Alpes. *« C'est quatre fois plus que le rythme d'investissement qui était engagé jusqu'ici »*, précise M. Bouin.

Pari risqué

L'Aquascope est la pierre angulaire de ce plan, qui a également englobé la construction d'un hôtel quatre étoiles sous la forme d'une station spatiale (Station Cosmos a ouvert en 2022) et d'un village de lodges de luxe en bois, ouvert en 2023. Jusqu'ici, le Futuroscope ne possédait qu'un seul hôtel, de gamme économique. Cette nouvelle offre hôtelière permet d'attirer des clients au pouvoir d'achat plus élevé, notamment des étrangers, qui dépensent davantage dans le parc.

La même stratégie de montée en gamme hôtelière a été adoptée au Parc Astérix, détenu aussi par la Compagnie des Alpes, passé d'un seul hôtel, en 2007, à trois aujourd'hui, tandis qu'un quatrième de 300 chambres doit ouvrir en 2026. Le Futuroscope prévoit aussi de nouvelles attractions à sensations, alors que les visiteurs reprochent régulièrement au parc de manquer d'adrénaline. L'attraction Mission Bermudes, un circuit sur des bateaux qui sera lancé en 2025, vise à répondre à cette demande.

Mais, d'ici là, en cet été 2024, l'ouverture de l'Aquascope est l'étape la plus importante de l'histoire du Futuroscope. Un pari risqué, car un parc aquatique intérieur coûte cher à faire fonctionner, en particulier pour maintenir une eau entre 29 °C et 32 °C. Le système utilise la géothermie ainsi qu'une chaudière à bois. *« On pompe une partie non potable de la nappe phréatique. L'eau des piscines est ensuite réutilisée pour remplir le lac d'un de nos hôtels, et le sera aussi dans notre attraction Mission Bermudes »*, souligne le chef de projet, Quentin Duport. Il a également fallu trouver 45 maîtres-nageurs et espérer qu'ils soient fidèles, au vu des difficultés à recruter dans ce domaine. Des formations spécifiques ont dû être créées sur le territoire.

A cela s'ajoutent les enjeux d'hygiène, de sécurité... *« C'est un nouveau métier »*, reconnaît M. Bouin. Pour être rentable, l'Aquascope doit accueillir 450 000 visiteurs par an. En cette période de tension sur le pouvoir d'achat, les clients seront-ils au rendez-vous pour dépenser 39 euros (tarif adulte) ou 32 euros (tarif enfant) pour quelques heures de glissades ? *« On table sur le fait que les loisirs ne sont pas sacrifiés dans les budgets*, répond Rodolphe Bouin. *Même si l'on sent qu'en ce moment c'est plus compliqué. »* ■

JESSICA GOURDON

La Belgique s'attend à l'arrivée de nouveaux exilés fiscaux français

Depuis les élections législatives, les candidats potentiels à la délocalisation se multiplient

BRUXELLES - *correspondant*

Les Belges, goguenards, les avaient baptisés naguère les SDF, à savoir « sans difficultés financières » et ils se demandent aujourd'hui si de nouveaux « exilés fiscaux » vont débarquer à Bruxelles, compte tenu de la victoire inattendue du Nouveau Front populaire (NFP) au second tour des élections législatives du 7 juillet, en France. *« Je ne peux rien dire, sauf que, depuis une semaine, je suis beaucoup consulté par des Français aisés songeant de nouveau à l'expatriation »*, confiait, vendredi 12 juillet, le cadre d'une banque bruxelloise, filiale d'un groupe hexagonal. Comme deux de ses confrères, un banquier privé et le directeur d'une grande agence immobilière, il ne donne *« bien sûr »* aucun nom et préfère, lui aussi, rester anonyme.

Mercredi 10 juillet, le quotidien économique *L'Echo* titrait, en tout cas : « Les élections françaises relancent l'exil fiscal en Belgique ». Un sujet qui avait disparu de l'actualité car, au fil des années, ceux qui ont franchi la frontière pour protéger leur fortune se sont progressivement fondus dans le paysage ou ont fait demi-tour.

Les personnes qui sont restées habitent toujours les beaux quartiers de Bruxelles, où ils ont fait grimper les prix de l'immobilier et attiré de nombreux commerces. D'autres ont effectivement décidé de regagner le pays qu'ils avaient quitté dans les années 1995-1997, quand Alain Juppé, alors premier ministre, entendait modifier les barèmes de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), ou en 2012, quand François Hollande, à l'époque candidat socialiste à l'élection présidentielle, avait annoncé un projet de taxation à 75 % des revenus dépassant 1 million d'euros.

« Certains de nos clients sont rentrés en France quand la loi de finances de 2018 a supprimé l'ISF. Aujourd'hui, ils s'inquiètent de son possible rétablissement, comme des projets de la gauche concernant la fiscalité mobiliaire et la révision du PFU », commente l'un des banquiers interrogés. Ce prélèvement forfaitaire unique, instauré en 2018, consiste en une imposition de 30 % au maximum (12,8 % + 17,2 % de prélèvements sociaux) sur les revenus et gains du capital. Il s'applique aux actions, obligations, titres de créance, etc. *« Depuis le 7 juillet* [2024], *d'anciens ou de nouveaux clients ont contacté leurs relations à Bruxelles, mais aussi à Genève, me dit-on »*, raconte en souriant un autre banquier bruxellois.

Parmi les prédécesseurs des éventuels candidats à l'exil ont figuré l'homme d'affaires Bernard Tapie, des membres des familles Taittinger, Darty ou Halley (Carrefour), le commissaire-priseur Jacques Tajan, le parfumeur Jean-Paul Guerlain, quelques *wonder boys* de la nouvelle économie, de même que le tennisman Henri Leconte ou l'acteur Daniel Auteuil. Le très conservateur Pierre-Edouard Stérin, milliardaire catholique candidat au rachat du magazine *Marianne* et à la tête du fonds d'investissement Otium Capital, vit outre-Quiévrain depuis 2012, à la suite de la décision du président Nicolas Sarkozy d'instaurer une « exit tax ».

Si le royaume a un peu resserré ses règles, il reste, pour certains, un « mlni-paradis »

Cet impôt visait à dissuader le transfert de domicile fiscal à l'étranger en imposant des plus-values sur des participations détenues par le contribuable quittant la France. La Belgique n'imposant pas les plus-values effectuées lors d'une cession d'actions, des patrons français désireux de vendre avaient mis le cap sur Bruxelles. Emmanuel Macron avait annoncé, en 2018, la suppression du dispositif, qui a finalement été réformé et allégé en 2019. Et l'« exit tax », devenue européenne, s'applique désormais aux montants qui dépassent 800 000 euros.

Dans le courant des années 2010, Anne-Marie Mitterrand, nièce de l'ancien chef de l'Etat, s'était quant à elle fait naturaliser belge pour *« refuser de donner son argent au désordre »*. Le chanteur Johnny Hallyday avait, pour sa part, tenté en vain de devenir belge en 2007 avant, pensait-on, de s'exiler fiscalement à Monaco, et Bernard Arnault, PDG du groupe LVMH, avait dû retirer sa demande de naturalisation en 2013, même s'il entendait, expliquait-il, devenir belge tout en continuant à payer ses impôts en France.

Taxe boursière augmentée

Soucieux d'organiser sa succession par le biais d'une fondation créée en 2008 à Bruxelles et de préserver son groupe de tout éclatement en cas de mésentente entre ses héritiers, M. Arnault avait toutefois essuyé deux refus des autorités belges et déclenché une tempête dans l'Hexagone. *« Je ne veux plus être associé à une situation où l'on peut soupçonner que je souhaite l'exil fiscal »*, avait-il fini par expliquer.

Les spécialistes soulignent que la situation des potentiels nouveaux exilés en Belgique s'est compliquée. Le précompte mobilier a été porté à 30 %, la taxe boursière a été augmentée et une imposition a été décrétée pour les comptes-titres (les comptes bancaires permettant d'investir en Bourse dans des obligations, des sicav, des actions, etc.).

Ceux qui, au fil des années, ont franchi la frontière pour protéger leur fortune se sont fondus dans le paysage

Un aménagement de la convention fiscale franco-belge, décidé en 2022, est aussi intervenu, et la France peut dorénavant taxer les plus-values réalisées sur des participations de plus de 25 % effectuées dans des sociétés hexagonales par des nationaux s'ils ont résidé en France pendant six ans au cours des dix années précédant leur déménagement. Pour échapper à cet impôt, il faudrait donc plutôt choisir une installation dans un Etat qui n'a pas conclu une telle convention avec Paris.

Si la Belgique, championne mondiale de la pression fiscale sur le travail, a un peu resserré ses règles, elle reste un *« mini-paradis »* pour certains Français, juge l'avocat Denis-Emmanuel Philippe, dans *L'Echo*. Et de citer ses « atouts » : faible taxation des loyers, planification successorale très favorable, plus-values immobilières non taxées et défiscalisation de certaines assurances-vie. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

A Paris, le feu olympique pour « faire du bien »

La capitale a accueilli le relais de la flamme dimanche 14 juillet, entre gravité et enthousiasme

PARIS 2024

REPORTAGE

Et soudain le chaudron olympique s'est enflammé dans les salons de l'Hôtel de ville de Paris. A 23 h 26, Anne Hidalgo brise enfin le suspense en révélant l'identité du dernier relayeur de la flamme, alors que dans la foule les noms des footballeurs Zinédine Zidane et Kylian Mbappé ontbruissé. Ce sera l'ancien tennisman devenu chanteur Yannick Noah, *« très grand champion français »*, selon les mots de la maire socialiste de Paris, aux anges, au côté du président du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques, Tony Estanguet. Dehors, sur un parvis noir de monde, des centaines de bras s'élèvent dans la nuit, brandissant un téléphone en mode vidéo. *La Marseillaise* retentit peu avant que ne s'élèvent les premières lueurs du feu d'artifice de la tour Eiffel.



La flamme olympique, à la fin du défilé militaire, dimanche 14 juillet, à Paris. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Tout au long de ce dimanche 14 juillet, la torche olympique avait traversé les rues des multiples quartiers parisiens, dans un patchwork d'ambiances variées, sages, recueillies ou délurées. Tel le tableau d'une capitale se découvrant concrètement ville hôte des Jeux olympiques et paralympiques, après des semaines de déprime de par la situation politique nationale et internationale lourde de menaces.

Voilà plus de deux mois que la flamme, arrivée d'Athènes sur le *Belem*, a débarqué à Marseille dans une ferveur populaire inédite. De Lille à Strasbourg, de Verdun à la Bretagne, en passant par les outre-mer, l'enthousiasme des Français ne s'est depuis pas démenti. Quelque 5 millions d'entre eux – selon les organisateurs – se sont massés au bord des routes pour applaudir depuis plus de deux mois les porteurs de la torche olympique. A douze jours de la cérémonie d'ouverture sur la Seine, Paris allait-il, lui aussi, se prendre aux Jeux ?

Tout a commencé, à 13 heures, par l'image de la malle Louis Vuitton, qui abrite la flamme, posée au rond-point Franklin-Roosevelt, d'où le convoi olympique doit partir. Sous les applaudissements d'une petite assemblée de badauds, Thierry Henry est le premier à s'élancer sur les Champs-Elysées pour cette 57e étape du parcours du flambeau. Quelques heures auparavant, la flamme olympique avait clôturé le défilé militaire, escortée sur l'avenue Foch par les écuyers du Cadre noir de Saumur.

« Frissons »

Brigitte Fournier arbore une casquette floquée « Paris 2024 ». *« C'est un événement super important*, s'exclame la Parisienne, venue avec son mari. *Ça nous plaît d'accueillir les Jeux et les touristes. »* Un peu plus loin, sur les marches du Petit Palais, quatre chanteuses lyriques reprennent des grands airs d'opéra. Alors que la petite foule se disperse, Véronique Crombé, conférencière des Musées nationaux, s'installe sur la pelouse pour dessiner. *« J'aurais préféré l'Exposition universelle que les JO,* confie-t-elle. *Mais tout ce que j'espère, c'est que ça se passe bien. »*

La torche arrive peu après au palais du Luxembourg, accueillie par un Gérard Larcher tout sourire entouré de 80 jeunes en situation de handicap. *« C'est un moment de fête, et ça fait du bien de faire la fête*, glisse le président (Les Républicains) du Sénat. *Dans un pays bouleversé, il est bon que la trêve olympique soit aussi un moment de trêve politique. »* Mathieu Bellemin, lui, ne semble pas redescendre de son nuage. *« C'était un honneur de porter la flamme au Sénat*, s'enthousiasme le lycéen de l'Institut national des jeunes aveugles. *Et aussi un moment inoubliable pour sensibiliser le public et les élus au handicap. »* L'émotion est aussi palpable chez Lassana Bathily (héros lors l'attaque de l'Hyper Cacher, le 9 janvier 2015), qui prend le relais rue Soufflot. Le jeune homme avoue avoir eu des *« frissons »* : *« C'est beaucoup de stress, beaucoup de choses qui défilent dans la tête. C'est très émouvant. »*

Sur le trajet, l'affluence reste modeste, mais partout les porteurs de flamme disent leur émoi à tenir le symbole des JO. Et puis il y a des étapes qui se veulent plus parlantes que d'autres. Celle de la Grande Mosquée de Paris en est une. Peu après 15 heures, la flamme sort de l'édifice par la porte de la Paix après avoir traversé le jardin *« sous le regard du minaret »*, lance Chems-Eddine Hafiz, le recteur. On se bouscule pour prendre quelques photos ou vidéos, histoire de garder une trace de ce moment.

« C'est une chouette idée que la flamme passe par la Grande Mosquée, se réjouit Tanina Chemani, 21 ans. *Dans ce contexte politique, cela montre bien que la place des musulmans est aussi en France. »* C'est le sens que souhaitait donner M. Hafiz : *« Après avoir été tant fustigés pendant cette horrible campagne électorale, je trouve que le symbole est très fort. »*

> **« Après cette horrible campagne électorale, le symbole est très fort »**
> CHEMS-EDDINE HAFIZ
> recteur de la Grande Mosquée de Paris

Place de la Bastille, cela fait maintenant quarante-cinq minutes que Catherine Lorcy attend avec sa fille Louise et ses petits-enfants l'arrivée du convoi pour *« leur montrer les valeurs que représente la flamme : la paix, l'amitié et le partage »*. Au milieu d'un public qui commence à se faire plus important, la famille patiente devant le cours de danse géant proposé par l'Opéra de Paris. Des dizaines de jeunes en T-shirt blanc et collant noir s'essaient à la barre sous l'œil d'un professeur juché sur une estrade, quand soudain une clameur monte. Les bras et les téléphones se tendent. *« C'est qui lui ? Un danseur ? »*, s'interroge une jeune femme sur l'identité du porteur de la flamme. Elle parle d'Hugo Marchand, accompagné de Dorothée Gilbert, tous deux danseurs étoiles de l'Opéra de Paris.

Atmosphère électrique

C'est dans un climat recueilli que le convoi fait halte devant le Bataclan. Une minute de silence sous les yeux des élus de Paris et d'une triple rangée de spectateurs restés silencieux avant d'applaudir fortement. Yasmine, fonctionnaire à Bercy, est descendue quand elle a vu les policiers au bas de la salle de spectacle : *« Cela fait plaisir d'avoir un peu de joie en ce moment compliqué. Les Jeux vont remettre un peu de vitalité. »* Le même espoir de briser la morosité anime Patrick Bloche, premier adjoint à la Mairie de Paris : *« C'est fort, on attendait ça ! Il y a un air chaleureux qui fédère. »*

Sur la place du Colonel-Fabien, remplie d'une assistance bigarrée et joyeuse, l'ambiance monte d'un cran. Une scène a été installée au centre du terre-plein. Du gros son, et des gens qui se trémoussent en agitant des fanions Ville de Paris. La porteuse de flamme passe sous les bravos et aussitôt la foule suit en un cortège qui ne s'arrête plus de tourner. La sono lance *Freed From Desire,* de Gala, et le DJ hurle *« faites du bruit pour la flamme ! »*

L'atmosphère est tout aussi électrique près du Louvre. Des centaines de personnes – surtout des jeunes filles – sont venues voir leur idole : Kim Seok-jin, alias « Jin » du groupe coréen BTS. Et la flamme olympique ? *« C'est un plus »*, assure avec politesse Eve, la vingtaine. Au même moment, à l'intérieur du musée, la danseuse Marie-Claude Pietragalla fait quelques pas avec la torche devant le tableau *La Liberté guidant le peuple,* d'Eugène Delacroix.

La nuit s'approche et, devant l'Hôtel de ville, des milliers de spectateurs se massent pour écouter le concert de Radio France : le pianiste Lang Lang, les chanteuses lyriques Adèle Charvet et Fatma Saïd, les frères Capuçon, Matthieu Chedid et Thibault Cauvin… Le programme éclectique semble ravir le public. Peu avant, Stéphane Bern avait introduit Anne Hidalgo et Tony Estanguet, montés sur scène pour ouvrir le concert. *« Se retrouver ici, c'est réaliser un rêve. Profitez de ce moment de bonheur qui va nous faire du bien ! Chacun gardera ces images dans son cœur pendant très longtemps »*, lance la maire de Paris. M. Estanguet y va aussi de son élan d'optimisme : *« Ça va être un très grand moment pour le pays. On a hâte d'accueillir les athlètes qui arrivent. »* ■

EMMA BARETS, MUSTAPHA KESSOUS, NICOLAS LEPELTIER ET SYLVIA ZAPPI

Le sacre de la Roja ou le triomphe du beau jeu

En battant l'Angleterre (2-1), dimanche, à Berlin, l'Espagne remporte le championnat d'Europe des nations pour la quatrième fois

euro 2024

BERLIN - *envoyé spécial*

Luis de la Fuente se l'était promis à l'issue de la première victoire de son équipe à l'Euro 2024, contre la Croatie (3-0), à Berlin. Le sélectionneur espagnol l'avait annoncé à ses joueurs, aux journalistes et à qui voulait bien l'entendre : la Roja ferait tout son possible pour revenir au Stade olympique de la capitale allemande, un mois plus tard, afin d'y remporter la finale du tournoi. L'histoire lui a donné raison. Dimanche 14 juillet, l'Espagne s'est imposée face à l'Angleterre (2-1) et a remporté son quatrième Euro. Un de plus que l'Allemagne, soit un nouveau record.

Au coup de sifflet final de l'arbitre français François Letexier, les joueurs espagnols se sont regroupés, extatiques, sur la pelouse, pendant que *Mi Gran Noche*, du chanteur ibérique Raphael, qui a rythmé tous les succès de la Roja dans ce tournoi, résonnait dans l'enceinte berlinoise. Les Espagnols tenaient leur grand soir et le titre a concrétisé une œuvre de plusieurs semaines que personne ne leur contestera. *« On aurait pu difficilement faire mieux »*, savourait Luis de la Fuente, médaille de vainqueur autour du cou, en conférence de presse.

> **« L'Espagne était la meilleure équipe du tournoi »**
> GARETH SOUTHGATE
> sélectionneur de l'Angleterre

Au football, celui qui joue le mieux n'est pas systématiquement récompensé. Mais comme lors de l'édition précédente de l'Euro, remporté en 2021 par la séduisante Italie, cette édition allemande s'est achevée sur une forme de logique. *« L'Espagne était la meilleure équipe du tournoi. Dans l'ensemble, ils l'ont mérité »*, reconnaissait Gareth Southgate, sélectionneur malheureux des Three Lions. En finale, son Angleterre, orpheline de titre depuis la Coupe du monde 1966, a une nouvelle fois endossé le rôle de perdant, incarné à merveille par son capitaine, Harry Kane. A 30 ans, le prolifique attaquant du Bayern Munich n'a jamais soulevé le moindre trophée collectif.

L'Euro a connu son lot de vainqueurs au plan de jeu restrictif – la Grèce en 2004, ou le Portugal en 2016 –, mais l'Espagne n'en est pas un. La Roja s'est montrée attrayante et efficace tout au long du tournoi – sept victoires en autant de matchs. Difficile d'imaginer ce scénario dix-huit mois auparavant, quand, au sortir d'une Coupe du monde 2022 ratée – éliminée en huitièmes de finale par le Maroc –, elle s'enferrait dans son approche de conservation de balle à outrance.

A l'approche de l'Euro, la Roja faisait tout au mieux figure d'outsider, guidée par un sélectionneur au CV peu clinquant – en dépit de succès avec les équipes espagnoles de jeunes –, et un effectif a priori trop inexpérimenté pour un tournoi de cette envergure. Elle s'est muée en sélection la plus cohérente et la plus agréable à voir jouer, adoptant une identité protéiforme.

« Un futur brillant »

Entre possession et verticalité, Luis de la Fuente a trouvé le jeu juste, et la finale face aux Anglais en a été le parfait exemple. Après une première période fermée à double tour, passée avec le ballon dans les pieds mais sans idées dans la tête, l'Espagne a profité de transitions rapides en seconde mi-temps pour trouver l'ouverture. Le premier but, inscrit juste après la pause, a été l'œuvre des deux visages du renouveau espagnol, les deux ailiers virevoltants et insaisissables : Lamine Yamal, meilleur jeune de cet Euro, a servi Nico Williams, homme du match en finale, au terme d'une action tranchante (47e). Le deuxième but de la Roja, conclu par Mikel Oyarzabal (86e), est lui aussi intervenu en quelques passes incisives, et les Espagnols pouvaient triompher, après avoir tremblé.

Car la route n'a pas été sans secousses pour les Ibériques dans cet Euro, menés par la Géorgie en huitièmes de finale (victoire finale 4-1) et la France en demies (2-1), et contraints de résister au retour de l'Allemagne et son public en quarts (2-1, après prolongations).

Dimanche, sous les yeux du roi Felipe VI, la Roja a tenu bon malgré la perte du meilleur joueur du tournoi, Rodri, blessé et sorti à la pause. Puis, après l'égalisation de Cole Palmer (73e), les fans espagnols ont été momentanément réduits au silence par les rugissements des 50 000 supporteurs anglais présents dans les tribunes, au moment où les *« olé »* commençaient à retentir sur chaque touche de balle des futurs champions d'Europe.

L'Euro 2024 ne consacre pas seulement le jeu espagnol, mais tout un groupe. Luis de la Fuente, qui a côtoyé quatorze joueurs de son effectif dans les sélections de jeunes, a su, selon ses mots, créer *« une famille »* unie, qu'il louait encore dimanche après la finale. Le talent collectif et individuel a permis à la Roja de remporter son deuxième trophée en moins d'un an, après la Ligue des nations en juin 2023.

Le dernier sacre continental, en 2012, était le dernier d'une dynastie ayant régné quatre ans sur le football mondial (deux Euros et une Coupe du monde). L'équipe de Luis de la Fuente est encore loin de ces glorieux prédécesseurs, mais, à la veille de la finale, le sélectionneur espagnol prédisait à ses joueurs *« un futur brillant »* et assurait qu'ils voulaient *« commencer à écrire l'histoire »*. Les premières lignes ont été écrites face l'Angleterre. ■

DENIS MÉNÉTRIER

Shelley Duvall
Actrice américaine



Au Festival de Cannes, le 27 mai 1977. JEAN-JACQUES LEVY/AP

7 JUILLET 1949 Naissance à Fort Worth (Texas)
1970 « Brewster McCloud », de Robert Altman
1977 Prix d'interprétation à Cannes pour « Trois Femmes », de Robert Altman
1980 « Shining », de Stanley Kubrick
11 JUILLET 2024 Mort à Branco (Texas)

Hollywood, années 1970. La fin du système des studios hollywoodiens débarrasse l'industrie de sa très contraignante « fabrique de stars » : la voie est libre pour les physiques atypiques, les gueules bizarres qu'on pouvait croiser dans la rue, sans intervention du glamour. Dustin Hoffman, Al Pacino, John Cazale pour les hommes. Barbra Streisand, Sissy Spacek, Diane Keaton pour les femmes. Shelley Duvall fut, à ce titre, une beauté plus qu'atypique, carrément excentrique : les pommettes hautes, d'immenses globes oculaires qui, avec ses grandes dents en avant, semblaient se disputer le règne du visage. Sa voix de petite souris finissait de la rendre cartoonesque – quelque part entre la mannequin Twiggy, égérie des sixties, et un *« Buster Keaton au féminin »*, dixit la critique Pauline Kael.

L'actrice est morte le 11 juillet dans son sommeil à son domicile de Blanco, au Texas, à l'âge de 75 ans. Née en 1949 à Fort Worth, au Texas, elle a tout juste 20 ans lorsque, vendeuse de cosmétiques, Robert Altman (1925-2006) la repère et lui confie un rôle dans *Brewster McCloud* (1970). Entre 1970 et 1980, ils feront sept films ensemble, dont le magnifique *Nashville* (1975). Dans cette Amérique filmée comme une fourmilière détraquée sur fond de musique country, Duvall est dans son élément. Le cinéaste souligne la dimension irréelle de son actrice fétiche en lui confiant le rôle d'Olive, la compagne de *Popeye* (1980).

Mais sans doute ne l'a-t-il jamais aussi bien comprise que dans *Trois femmes* (1977), splendide exercice de style qui regarde vers le cinéma d'auteur européen. Elle incarne l'étrange Millie Lammoreaux, tombant en admiration devant sa nouvelle collègue. Elle remporte le Prix d'interprétation à Cannes pour ce rôle qui lui colle à la peau : cette candeur qui serre le cœur, ce visage bizarre qui la détache toujours un peu du monde, l'isole du reste du casting. *Trois femmes* le dit avant Stanley Kubrick : essayez de déplier l'imaginaire que renferme Duvall, vous y trouverez un paysage cauchemardesque, voire les prémices d'un film de David Lynch.

Tournage éprouvant

En 1980, après l'échec cuisant de *Barry Lyndon*, Kubrick surfe sur la mode de l'horreur et adapte le dernier roman de Stephen King, *The Shining*. Dans ce récit, où l'horreur le dispute au surnaturel, une famille se désintègre sous le coup de la folie alcoolisée du père, Jack Torrance. Kubrick choisit Shelley Duvall pour faire face à Jack Nicholson, l'acteur le mieux payé d'Hollywood. Le tournage est au-delà de l'éprouvant : cinquante-six semaines, six jours par semaine, jusqu'à seize heures par jour et 35 prises par scène. Perfectionniste jusqu'à la cruauté, Kubrick décide de malmener l'actrice, la poussant dans des sommets de fragilité afin d'obtenir d'elle une terreur crédible à l'écran. Film gothique sur la violence immémoriale des hommes, *Shining* est, ironiquement, un document inédit sur le sadisme autorisé par la toute-puissance d'un réalisateur. Wendy Torrance perdue dans le cerveau malade de son époux ; Shelley Duvall égarée dans le labyrinthe de Kubrick. Chaque vision s'adosse et prend appui sur son visage ravagé de peur, exténué – elle devient une idée visuelle. Sa performance offre une définition, la plus pure et inoubliable possible, de ce qu'est la terreur.

Tel un pacte scellé avec le diable, la voilà immortalisée par le film, mais rendue exsangue. C'est comme si *Shining* lui avait soutiré toute sa substance d'actrice, toute l'énergie fictionnelle qu'elle possédait en réserve. Au cours des années 1980 et 1990, elle se reconvertit dans la production de téléfilms, enregistre deux albums pour enfants. Sa carrière d'actrice se poursuivra péniblement dans des films oubliés, au cinéma et à la télévision qui, bien souvent, l'utilisent comme un fétiche.

En 2016, une émission télévisée américaine exhibait sans scrupule une Shelley Duvall méconnaissable, souffrant de graves troubles psychiatriques. Quelques derniers fans et journalistes étaient partis à sa recherche, l'écoutaient raconter sa vie et, une énième fois, le tournage de *Shining*. En 2024, elle résumait au *New York Times* : *« J'étais une star, j'avais des premiers rôles. Les gens pensent qu'il s'agit simplement de vieillissement, mais ce n'est pas le cas. C'est de la violence. »* Eternelle histoire hollywoodienne, vieille comme les contes, où l'innocence se traîne toujours une lourde tâche : celle de démasquer l'usine à cauchemars. ■

MURIELLE JOUDET

AU CARNET DU «MONDE»

Naissances

Cécile VANDERMARCQ
et **Ludovic FABER,**
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Camélia,

le 21 juin 2024, jour de la fête de la musique.

Yves et **Marie VANDERMARCQ**
et **Jean FABER,**
ses grands-parents,
Clara, Apolline et **Lou-Anne,**
ses sœurs,
Cinette COGNEY,
son arrière-grand-mère,
sont comblés.

Sylvie et **Jean-Michel BEZAT,**
Agnès et **Stéphane ROMATET,**
ses grands-parents,
Marie et **Charles ROMATET,**
ses parents,
Antoine,
son frère,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Jeanne,

le vendredi 5 juillet 2024, à Paris.

Paris.

Anne et **Xavier, Mathis** et **Robin,**
Catherine et **Laurent,**
ont l'immense bonheur d'annoncer la naissance de

Romy Catherine Monique MAZEL TOURTOIS,

le 14 juin 2024, à la maternité Sainte Félicité, Paris 15e.

« Je chanterai, si Dieu veut,
un enfant de Cassis,
Un simple pêcheur d'anchois
Qui, par la grâce et par la volonté
Du pur amour, conquit les joies,
L'Empire, la splendeur. »
Frédéric Mistral.

Décès

Edith Anouil,
son épouse,
Olivier et Armelle Anouil
et leurs enfants,
Christel Outters,
ses enfants
et son mari, Yann Duclos,
Régis et Aude Reine Anouil
et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Gilles ANOUIL,

survenu le 9 juillet 2024.

La cérémonie a eu lieu en toute intimité ce 15 juillet, en Charente-Maritime.

Un don peut être fait à ATD Quart Monde.

Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont le grand chagrin d'annoncer le décès de

Micheline ARRIVÉ,

survenu le dimanche 7 juillet 2024, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Elle s'est endormie paisiblement au petit matin.

La cérémonie d'adieu a lieu ce mardi 16 juillet, à 16 heures, au funérarium de Clamart.

Le président,
La vice-présidente,
Les secrétaires perpétuels
Et les membres
de l'Académie des sciences,

ont la tristesse de faire part de la disparition de leur confrère,

Haïm BRÉZIS,
professeur émérite
à Sorbonne Université,
chevalier de la Légion d'honneur,

décédé le 7 juillet 2024,
à l'âge de quatre-vingts ans.

Ils adressent à sa famille leurs plus sincères condoléances.

Saint-Germain-des-Prés (Dordogne).

Mme Anaïs Charpentier,
son épouse,
M. et Mme Etienne et Soizic Charpentier,
ses parents,
Mme Marie-Thérèse Parvery,
sa grand-mère,
Anne et François,
sa sœur et son frère,
Anthony, Caitlyn, Ingrid, Valeen et Vincent,
ses beaux-frères et belles-sœurs,

ont la profonde tristesse et la grande douleur de faire part du décès de

M. Pascal CHARPENTIER,

survenu le 11 juillet 2024,
à l'âge de trente ans.

La cérémonie religieuse est célébrée ce mardi 16 juillet, à 15 heures, en l'église de Saint-Germain-des-Prés. Les honneurs militaires seront rendus à la sortie de l'église.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Germain-des-Prés.

Les personnes souhaitant lui rendre un dernier hommage peuvent se rendre au funérarium Mailler, à Excideuil (Dordogne), ce mardi 16 juillet matin.

Pour les militaires, la tenue numéro 20 (tenue soc, gants blancs, médaille pendante) est souhaitée.

Une quête au profit de l'ARSLA sera organisée à l'issue de la cérémonie pour la recherche sur la Sclérose latérale amyotrophique. Vous pouvez également directement adresser vos dons à l'association.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pompes funèbres Mailler.
24160 Excideuil.
Tél. : 05 53 52 32 38.

Patrick et Chantal Lévy,
Isabelle Lévy,
Didier et Katia Lévy,
Guylaine Lévy-Alezra et Paul Alezra,
leurs enfants,
leurs petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Arlette Simone LÉVY,
née **COHEN,**

survenu le mardi 9 juillet 2024,
dans sa quatre-vingt-dixième année.

Elle s'est endormie paisible et entourée.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La famille de

M. Jean-Louis MICHAUX,
membre
de l'Académie nationale de médecine,

a la douleur d'annoncer son décès, survenu à Bruxelles, le 11 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Condoléances :
famillemichaux1931@gmail.com

Paris. Châtelaillon-Plage.

Danièle Odin,
son épouse,
Ses enfants,
Sa belle-fille et son gendre,
Ses petits-enfants,
Ses frères et belles-sœurs,

ont le regret de faire part du décès de

Didier ODIN,

survenu le 10 juillet 2024, à Paris.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 17 juillet, à 14 h 30, en l'église Sainte-Madeleine de Châtelaillon-Plage.

La famille tient à remercier le service Hématologie seniors de l'hôpital Saint-Louis pour sa bienveillance.

Pompes funèbres de France,
17000 La Rochelle.
Tél. : 09 88 51 33 40.

Mme Nadine Wallon,
son épouse,
Sophie, Paul, Naïlée, Salomée, Anaïs, Agathe et Adèle,
ses enfants, ses petits-enfants et son arrière-petite-fille,

font part du décès du

docteur Pierre WALLON,
chirurgien en infantile,

survenu le 3 juillet 2024,
à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie a eu lieu le lundi 15 juillet dans l'intimité familiale.

Pompes funèbres générales,
3234, route de Neufchâtel,
76230 Bois-Guillaume.
Tél. : 02 35 60 55 26.

Mémoire

Caen (Calvados).

Dix ans déjà,

Jean PÉRIER,
préfet honoraire.

Nous pensons à lui.

Concerts

JEUNES TALENTS
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

24e Festival européen
Jeunes Talents.
Du 29 juin au 20 juillet 2024,
venez découvrir les jeunes musiciens « classiques »
les plus talentueux
de leur génération parfois
accompagnés de leurs aînés :
François Dumont, Benjamin Alard.
Et, tant d'autres à découvrir…
Venez partager la musique
de chambre dans sa diversité.
Tous les concerts à billetterie auront lieu au temple du Foyer de l'Âme, rue du Pasteur Wagner, Paris 11e.
Accès à 5 minutes du métro Bastille
qui est ouvert sans restrictions
liées aux JO.
Sept concerts gratuits à Paris
et en Île-de-France, concert de soutien à l'Ukraine, le samedi 6 juillet.

Concerts en soirée
du mardi au samedi
à 20 heures, de 10 € à 20 €.
Et aussi les samedis,
à 16 h 30 *(entrée libre)*.

Informations et réservations sur
jeunes-talents.org
Tél. : 01 40 20 09 20.

Communication diverse

S.O.S Amitié

Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous **recherchons des écoutants bénévoles**
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président



Philippe Lazzarini, lors d'une conférence de presse sur la situation à Gaza, dans les bureaux des Nations unies à Genève, le 30 avril. FABRICE COFFRINI/AFP

Au nom des réfugiés de **Gaza**

Depuis le début de la guerre à Gaza, le Suisse Philippe Lazzarini, commissaire général de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA, fait l'objet d'attaques virulentes de la part d'Israël

AMMAN - *envoyée spéciale*

Quand il arrive au pont Allenby, le point de passage entre la Jordanie et la Cisjordanie occupée, Philippe Lazzarini, le patron de l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, ne bénéficie plus de l'immunité diplomatique. Il ne dispose plus de la « carte jaune », le document protégeant les hauts fonctionnaires onusiens en Israël, qui contrôle le côté palestinien du terminal. Les bagages de M. Lazzarini, domicilié à Amman, mais habitué à se rendre à Jérusalem, sont fouillés. Avant la guerre à Gaza, il disposait d'une autorisation de résidence d'un an en Israël ; depuis, l'Etat hébreu ne lui accorde plus que des visas d'un mois. *« Du jamais-vu pour un commissaire général de l'UNRWA »*, souffle ce Suisse de 60 ans.

Depuis le déclenchement, à l'automne 2023, de la guerre entre Israël et le Hamas, qui a causé la mort de plus de 38 000 Palestiniens selon les autorités locales, l'agence est la cible d'une campagne de déstabilisation israélienne sans précédent. Après avoir tenté de la discréditer auprès de ses bailleurs de fonds, en accusant certains de ses employés d'être impliqués dans l'attaque perpétrée par le Hamas le 7 octobre (1200 morts côté israélien), l'Etat hébreu envisage de la faire classer « organisation terroriste » par son Parlement. En attendant, il bloque l'entrée de ses convois d'aide dans la bande de Gaza et entrave le mouvement de ses enseignants et de ses médecins en Cisjordanie. Pour la coalition ultranationaliste au pouvoir à Jérusalem, l'UNRWA, gardienne du droit au retour des réfugiés palestiniens et ultime rempart à l'effondrement total de Gaza, est l'agence à abattre. Et son chef, Philippe Lazzarini, un gêneur qu'il faut évincer.

Israël Katz, le ministre israélien des affaires étrangères, l'a appelé à démissionner. M. Lazzarini ne peut plus se rendre dans l'enclave palestinienne, soumise à un déluge de feu, lui qui, lors de ses quatre visites entre octobre et janvier, s'était fait un *« devoir »* de montrer à ses habitants qu'ils *« n'étaient pas oubliés »*. Le voici vilipendé sur les réseaux sociaux par une cohorte d'internautes pro-israéliens, traité de collaborateur du Hamas, de menteur ou de naïf. Face à ce tir de barrage, le commissaire général – le « CG », comme disent ses équipes – a pris de l'envergure et s'est décidé à rendre les coups.

« TRAVAIL DE POMPIER »

Avant le 7 octobre 2023, il n'avait pas la réputation d'être un va-t-en-guerre. Selon Jalal Al-Husseini, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient, à Amman, et fin connaisseur de l'UNRWA, il était même *« proche de la caricature suisse : on progresse pas à pas, sans faire de vagues »*. Un ancien employé va plus loin, reprochant à Philippe Lazzarini d'avoir longtemps été davantage dans la réaction que dans une démarche proactive : *« D'autres patrons tapaient du poing sur la table quand les Israéliens leur mettaient des bâtons dans les roues. »*

Lorsqu'il prend ses fonctions, en 2020, le patron de l'UNRWA doit *« faire un travail de pompier : éteindre les incendies provoqués par son prédécesseur, Pierre Krähenbühl »*, précise le sociologue italo-helvétique Riccardo Bocco, spécialiste du Proche-Orient. M. Krähenbühl, Suisse lui aussi, a été mis sur la touche après avoir été accusé d'abus de pouvoir à la suite d'une enquête interne de l'ONU. Le moment est venu de remettre de l'ordre, de redonner de la crédibilité à l'UNRWA, et M. Lazzarini s'y attelle. Il soigne les relations avec ses bailleurs de fonds, dans un contexte de tourmente financière provoquée par la suppression par les Etats-Unis, donateurs historiques, de leur contribution, en 2018. Donald Trump, alors président, s'était rallié aux obsessions de la droite israélienne, déterminée à faire disparaître l'UNRWA, *« dans l'idée, à courte vue, que le statut des réfugiés n'existerait plus si l'agence était dissoute »*, dit, aujourd'hui, M. Lazzarini. L'administration Biden rétablira les financements en 2021.

Philippe Lazzarini n'est pas un novice en la matière. Il a l'expérience des levées de fonds internationales pour les pays en crise dans lesquels il a travaillé, essentiellement en Afrique et au Proche-Orient. Il a intégré les Nations unies en 2003, après plusieurs postes au sein du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et une courte parenthèse dans le secteur bancaire. Mais il découvre à quel point la droitisation de plusieurs gouvernements occidentaux, les plus importants bailleurs de l'agence avec le Japon, pèse sur le fonctionnement de celle-ci.

Dans les médias, il parle du dénuement des réfugiés palestiniens et vante le rôle de stabilisateur social joué par l'UNRWA dans une région en ébullition permanente. Le ton est impeccablement diplomatique. Un peu trop, d'ailleurs, aux yeux de certains observateurs. Dans un échange public en 2022, en Suisse, Riccardo Bocco, fervent défenseur de l'UNRWA, reproche à M. Lazzarini de n'avoir aucune vision stratégique et de se contenter, dans ses relations avec les donateurs, de *« faire une litanie »* des problèmes auxquels est confrontée l'agence. Visiblement exaspéré, M. Lazzarini ne s'est néanmoins pas départi de ce calme qui ne le quitte jamais.

Trop lisse, le « CG » ? Dans la foulée du 7 octobre 2023, alors que la plupart des capitales occidentales, emportées par leur soutien à Israël, ferment les yeux sur la brutalité des représailles lancées sur Gaza, il tente de faire entendre une position médiane. Si Philippe Lazzarini condamne le *« massacre abominable »* commis par le Hamas, il s'indigne aussi de la *« déshumanisation »* des Gazaouis.

En pleine polémique sur les chiffres des morts fournis par le ministère de la santé local, administré par le Hamas, il rappelle que lors des précédents conflits la comptabilité dressée par le mouvement islamiste s'était révélée *« fiable »*. Face aux chefs d'Etat et de gouvernement désireux d'avoir son avis, il s'en tient à une boussole simple, celle du droit humanitaire international.

M. Lazzarini, dont le premier voyage à Gaza remonte à 1991, mesure bien les passions que soulève le conflit israélo-palestinien. Entre 2008 et 2010, alors qu'il était établi à Jérusalem en tant que représentant du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires dans les territoires occupés, il avait compris combien le langage pouvait être miné dans cet environnement très divisé. *« Chaque mot, chaque virgule compte »*, estime-t-il.

Depuis le 7 octobre 2023, ses prises de parole ont gagné en intensité. Dénonçant les *« déplacements forcés »* de civils dans un territoire transformé en *« cimetière »*, ainsi que les privations de nourriture infligées à la population, il appelle à un cessez-le-feu. Ses discours ont nourri la réflexion de la Cour internationale de justice, qui a fait le constat, le 26 janvier, d'un *« risque réel »* de génocide à l'encontre des Palestiniens, suscitant un tollé en Israël et aux Etats-Unis.

FACE AUX DIRIGEANTS DÉSIREUX D'AVOIR SON AVIS, IL S'EN TIENT À UNE BOUSSOLE SIMPLE, CELLE DU DROIT HUMANITAIRE INTERNATIONAL

« L'affaire UNRWA » éclate le même jour. Acte I : M. Lazzarini révèle qu'Israël accuse douze des treize mille salariés de l'agence à Gaza d'avoir participé au massacre de l'automne. Acte II : malgré l'absence d'éléments étayant les allégations de l'Etat hébreu, seize bailleurs gèlent à la hâte leur financement. L'UNRWA vacille. En quelques jours, la moitié de son budget annuel s'envole. Acte III : fin avril, un rapport signé de l'ex-cheffe de la diplomatie française Catherine Colonna conclut que l'agence fait son possible pour préserver sa neutralité et qu'elle est *« irremplaçable »*. Les Etats qui avaient abandonné l'UNRWA en rase campagne font marche arrière, à l'exception des Etats-Unis, dont les contributions sont gelées jusqu'en 2025. L'affaire rebondira peut-être : l'enquête interne de l'ONU sur les salariés mis en cause (dix-neuf au total, dont un cas classé) n'est pas terminée.

FENDRE L'ARMURE

Dans le camp propalestinien, le « CG » ne compte pas que des amis. Certains aimeraient qu'il utilise, par exemple, le mot « génocide » pour qualifier les massacres en cours à Gaza. *« Lazzarini a défendu son organisation et ses équipes bec et ongles*, estime une source qui le connaît depuis ses années au Liban (2015-2020). *Il parle clairement sur Gaza, dans les limites qui sont celles d'un haut fonctionnaire de l'ONU. Avec les positions qu'il a prises, c'est sans doute son dernier grand poste aux Nations unies. Défendre les Palestiniens, c'est l'assurance d'être mis au placard. »*

Yeux bleus et longue silhouette, le patron de l'UNRWA revendique de tenir l'émotion à distance dans ses interventions publiques, *« tout en répondant avec la sensibilité nécessaire »*. Ce sang-froid, il l'a forgé après le choc vécu à Sarajevo, comme envoyé du CICR, à l'époque où la ville était soumise au siège des milices serbes (1992-1996). *« J'ai fait un travail sur moi qui m'a permis d'être mieux équipé face aux horreurs auxquelles on est confronté sur les terrains de guerre »*, glisse-t-il, avant de réorienter la conversation sur les rencontres marquantes de sa carrière. *« Lazzarini est un timide, il n'aime pas être au premier plan*, ajoute l'interlocuteur cité plus haut. *C'est un bosseur, qui réfléchit, agit beaucoup et communique peu. »*

La guerre à Gaza l'a pourtant contraint à fendre l'armure. Il n'aimait pas les entretiens en direct aux heures de grande écoute ? Il s'y plie, y compris chez Christiane Amanpour, la présentatrice vedette de la chaîne américaine CNN. *« Je n'avais pas le droit à l'inhibition »*, reconnaît celui qui confesse un *« sens du devoir »*. Son entourage l'a poussé *: « Mon épouse* [une avocate], *Juliette* [Touma, directrice de la communication de l'UNRWA], *Tamara* [Al-Rifaï, directrice des relations extérieures de l'agence] *m'ont dit : "Tu as une voix, tu dois l'utiliser." Elles avaient raison, évidemment. » « Il remplit bien son rôle »*, juge le chercheur Jalal Al-Husseini.

Initialement sur la défensive, l'agence est passée à l'offensive. Début mars, elle a accusé l'armée israélienne d'avoir recouru à la torture contre certains de ses employés, afin d'obtenir des *« aveux forcés »*, « *utilisés pour diffuser des informations erronées sur l'agence »*. Le commissaire général ne parle plus de *« campagnes »* contre l'UNRWA, mais de *« tentatives d'assassinat politique »*. Et continue de dénoncer le prix astronomique payé par les civils à Gaza. *« Dans la guerre des narratifs, ses prises de parole participent à rétablir un récit qui correspond à la réalité du terrain »*, assure une source humanitaire sur le terrain.

Pour autant, a-t-il changé depuis l'automne 2023 ? Cet homme dont l'agenda est organisé à la minute près affirme n'avoir pas eu le temps d'y réfléchir. Il concède toutefois ressentir de la *« frustration »* et de la *« colère »* en voyant *« ce à quoi les gens de Gaza et Gaza ont été réduits »*. *« Mais je ne crois pas qu'utiliser ces sentiments comme mode de communication soit très productif »*, confie-t-il.

Dans l'une des enceintes de l'UNRWA à Amman, un jardin d'oliviers rend hommage aux employés (197, à la date du 7 juillet) et aux Palestiniens morts à Gaza depuis octobre. Une plaque a été posée en leur mémoire. Quelque 190 installations de l'UNRWA, surtout des écoles transformées en abris, ont été touchées par les bombardements. Plus de 520 déplacés y ont été tués.

« Il y a tellement de choses que l'on n'a pas réussi à faire, soupire Philippe Lazzarini, tenaillé par un sentiment d'impuissance. *Les agences humanitaires ne peuvent pas se substituer aux Etats. Est-ce que les Etats ont la volonté de faire plus ? »* Le commissaire général, dont le mandat s'achèvera en mars 2026, s'inquiète pour cette région qu'il *« aime »*. Il redoute que le processus de déstabilisation du Proche-Orient, commencé par l'invasion américaine de l'Irak en 2003, ne soit pas fini. ■

LAURE STEPHAN

Le Monde
MARDI 16 JUILLET 2024

Le Musée de l'immigration, la voie d'un succès

Le lieu parisien a connu une hausse spectaculaire de sa fréquentation en 2023, mais reste sous-doté

ENQUÊTE

Dans le brouhaha de l'entre-deux-tours des législatives, l'épisode est presque passé inaperçu. Le 4 juillet, trois jours avant un scrutin fatidique pour l'avenir de la France, la maire de Paris, Anne Hidalgo, a confié l'original de son certificat de nationalité française au Musée national de l'histoire de l'immigration, logé dans le Palais de la Porte-Dorée, à Paris. *« Comme beaucoup d'enfants d'immigrés, j'ai toujours craint de perdre et de me séparer de cet acte administratif qui prouve ma nationalité »*, a-t-elle publié sur Instagram, revendiquant ses origines espagnoles. Le geste a été précipité par l'actualité : Jordan Bardella, président du Rassemblement national (RN), avait annoncé dix jours plus tôt qu'il interdirait certains postes *« stratégiques »* aux Français détenteurs d'une autre nationalité, s'il accédait à Matignon.

Le 7 juillet, le parti de Marine Le Pen, qui avait promis une « loi d'urgence » sur l'immigration, a finalement atterri à la troisième place, bien loin de la majorité absolue dont il rêvait. Au grand soulagement de Constance Rivière, directrice générale du Palais de la Porte-Dorée, l'établissement public qui coiffe à la fois le Musée national de l'histoire de l'immigration et l'Aquarium tropical. *« On a eu peur, bien sûr, d'abord pour la France et, comme Musée de l'immigration, d'être fragilisé si le RN arrivait au pouvoir »*, reconnaît l'énarque sans langue de bois.

Le Palais de la Porte-Dorée, qui abrite le Musée national de l'histoire de l'immigration et l'Aquarium tropical, à Paris, en 2017. VÉRONIQUE BESNARD

Souci de vérité

On ne sait par quel miracle le musée avait toujours échappé aux radars de l'extrême droite. Son ancien directeur, Pap Ndiaye, a bien été étrillé par la fachosphère, mais seulement lorsqu'il était devenu ministre de l'éducation. *« Le musée est passé entre les mailles du filet parce qu'il est trop "petit". Ils en connaissent à peine l'existence »*, nous avait-il alors confié.

En juin 2023, la chaîne CNews avait certes hurlé à la *« falsification de l'histoire »* après une campagne d'affichage du musée représentant le roi Louis XIV, fils d'Anne d'Autriche, avec la mention : *« C'est fou tous ces étrangers qui ont fait l'histoire de France. »* Mais la polémique est vite retombée. Sans doute parce que *« le propos du musée est historiquement inattaquable*, insiste Constance Rivière. *On s'appuie sur le savoir, les faits, les chiffres officiels »*.

Autant de données martelées le 20 juin, lors d'une soirée de mobilisation organisée par l'établissement sous l'intitulé « Immigration : de quoi avons-nous peur ? ». Trois heures durant, devant quatre cents spectateurs, une douzaine d'intervenants, parmi lesquels la cinéaste Alice Diop et le dramaturge Alexis Michalik, se sont succédé sur scène pour déconstruire les contre-vérités distillées par le RN. L'historien Patrick Boucheron, l'un des artisans du nouveau parcours permanent du musée, était naturellement de la partie. *« Les Français sont moins hostiles à l'immigration qu'on le croit*, confie-t-il au *Monde. Mais ça fait trente ans qu'on leur demande s'il y a trop d'immigrés et, à force de leur poser la question, on a fini par leur suggérer une réponse. »*

Une réponse d'autant plus épidermique, complète l'historien, qu'elle est le fruit d'une manipulation rhétorique. *« On a accolé à l'immigration d'autres mots : immigration et chômage, immigration et insécurité, immigration et terrorisme... »* De 2000 à 2020, la part des immigrés n'a pourtant augmenté en France que de 36 %, trois fois moins qu'au Royaume-Uni, deux fois moins qu'en Allemagne ou en Autriche. Bien loin des fantasmes de submersion migratoire propagés par l'extrême droite, que le Palais de la Porte-Dorée s'emploie à détricoter.

> **« Le musée est une machine politique pour ceux qui ne veulent pas voir la réalité »**
> FRANÇOIS HÉRAN
> démographe

Ce souci de vérité commence enfin à payer, si ce n'est dans les urnes, du moins côté billetterie. En 2023, l'établissement a enregistré une hausse spectaculaire de ses visiteurs : 635 363 contre 480 000 en 2022. Longtemps, les familles se pressaient Porte-Dorée pour filer à l'Aquarium tropical. Mais le parcours du musée inauguré en juin 2023 prend désormais sa part dans ce succès, avec 250 000 entrées comptabilisées en 2023, 60 % de plus qu'avant sa fermeture.

« On est un lieu de réparation et de reconnaissance, mais aussi de confiance, qui permet de s'armer intellectuellement sur des sujets que les gens connaissent mal », fait valoir Constance Rivière. Initialement, l'accrochage permanent relatait la trajectoire d'un immigré depuis son arrivée en France jusqu'à son intégration. Désormais, l'histoire démarre en 1685, une date correspondant à la fois à la promulgation du Code noir, qui légalise l'esclavage, et à la révocation de l'édit de Nantes, qui pousse des milliers de protestants à s'exiler. Un choix politique ? *« Oui, mais pas partisan, on ne cherche pas à convertir les gens »*, nuance le démographe François Héran, qui a présidé son conseil d'orientation. Et d'ajouter : *« Le musée est une machine politique pour ceux qui ne veulent pas voir la réalité, mais nous l'avons conçu comme une machine pédagogique, sans démagogie. »*

Quatre ministères

Faire évoluer les regards sur l'immigration a longtemps semblé hors d'atteinte pour l'établissement, piloté par quatre ministères (culture, éducation, enseignement supérieur et intérieur). *« Il y a quatorze ans, on parlait mal de ce musée, ou alors on n'en parlait pas »*, se souvient son ancienne présidente, Mercedes Erra, patronne de l'agence de publicité BETC. L'idée avait germé en 2001 dans la tête de Lionel Jospin, alors premier ministre, avant que Jacques Chirac ne s'en saisisse au début de son deuxième mandat. Le musée ouvre finalement en 2007, quand Nicolas Sarkozy accède au pouvoir. Le nouveau président, qui venait de créer le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, refuse de l'inaugurer. Il faudra attendre 2014 pour que François Hollande s'y rende officiellement.

« Tout le monde a eu honte de ce musée, sauf Jacques Toubon [l'ancien ministre de la culture de Jacques Chirac qui en a présidé la mission de préfiguration]*»*, soupire Mercedes Erra. Depuis quelque temps, toutefois, les politiques ne rechignent plus à s'y montrer. Même Nicolas Sarkozy en a franchi les portes début 2023. Emmanuel Macron, qui avait séché sa réouverture, a discrètement visité le 12 février l'exposition consacrée aux artistes chinois vivant en France. C'est aussi symboliquement au Palais de la Porte-Dorée que Rachida Dati a prononcé, le 29 janvier, ses vœux au monde de la culture, trois jours après la promulgation de la loi controversée sur l'immigration.

Un musée ne vit toutefois pas de symboles. Avec un budget de fonctionnement d'à peine 12 millions d'euros, le Palais de la Porte-Dorée peine à joindre les deux bouts. *« Il nous faut depuis des années 1,5 million d'euros de plus pour fonctionner normalement, sans parler de l'inflation des coûts de l'énergie »*, calcule Constance Rivière. Une réunion interministérielle qui devait mettre le sujet sur la table a fait les frais du remaniement de janvier. Reporté en juin, le rendez-vous a été percuté par les législatives anticipées.

En attendant de prendre date avec le futur gouvernement, Constance Rivière a entrepris de structurer un mécénat encore fragile. Pour cela, elle s'est trouvé un nouvel allié, Thierry Déau, qui a pris le 27 juin la présidence du conseil d'administration de l'établissement. Séduit par *« le traitement dépassionné et scientifique de l'immigration du lieu et sa mission pour la biodiversité »*, le PDG du fonds d'investissement Meridiam mise sur les politiques de RSO (responsabilité sociétale des organisations) pour renforcer les finances d'un lieu que le tumulte politique a rendu plus précieux que jamais. ■

ROXANA AZIMI

La comédienne Victoria Quesnel, des prétoires aux planches

Au Festival d'Avignon, l'actrice joue dans « Léviathan », de Lorraine de Sagazan, qui interroge la « justesse de la justice institutionnelle »

RENCONTRE
AVIGNON - *envoyée spéciale*

Trente-neuf ans, l'œil vif, le sourire lumineux et la gestuelle bavarde, Victoria Quesnel n'expédie pas les interviews à coups de monosyllabes économes. Son énergie en bandoulière, cette enthousiasmante comédienne s'apprête à jouer, au Festival d'Avignon, dans *Léviathan*, un spectacle conçu et mis en scène par Lorraine de Sagazan.

Voici quinze ans que Victoria Quesnel est actrice. Un métier choisi après une suite de ricochets. Naissance à Rennes, enfance à Reims (Marne), puis à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), terminale à Strasbourg, études de droit à Bordeaux. Mais c'est dans une librairie, en feuilletant *Oncle Vania*, de Tchekhov, que cette nomade, qui aimait faire la fête, a su où elle se fixerait. Ce sera le théâtre, dont elle affirme avec vigueur : *« Il est toute ma vie. »* Après un passage par le conservatoire de Bordeaux, elle intègre, en 2006, l'Ecole du Nord, à Lille. Trois ans d'une immersion fondatrice en compagnie d'une promotion d'exception, dont émergent deux metteurs en scène de talent.

La première, Tiphaine Raffier, la dirige dans deux spectacles (*La Chanson*, en 2012, puis *Dans le nom*, en 2014). Avec le second, Julien Gosselin, elle fonde le collectif Si vous pouviez lécher mon cœur, en 2009. L'été 2013 sonne l'heure de la renommée pour la jeune compagnie. La troupe galvanise le public d'Avignon avec *Les Particules élémentaires*, d'après Houellebecq. Victoria Quesnel prend alors la mesure du sacerdoce (heureux) qui l'attend : *« Il y a eu deux cents dates de tournée. J'ai compris ce qu'impliquait une vie de comédienne : le travail, l'énergie et le temps. »*

Naturel confondant

La bande d'acteurs de Julien Gosselin vient de faire effraction sur les scènes. Ils sont turbulents, volubiles, physiques, ils captent l'œil des caméras qui voltigent autour d'eux, ils se déhanchent sur des musiques tonitruantes, ils hurlent s'il le faut et sanglotent quand leur rôle l'impose. Leur jeu est d'un naturel confondant, leurs slaloms dans les émotions impressionnent. Gosselin sait les pousser dans leurs retranchements.

Sous sa conduite, Victoria Quesnel traversera les univers d'écrivains hors norme – Don DeLillo, Thomas Bernhard et *Le Passé*, d'après Leonid Andreïev, en 2021. Un spectacle incendiaire, dans lequel l'actrice fait bloc avec l'intériorité de l'héroïne. *« Le Passé m'a guérie. J'ai pu sortir de moi des terreurs que je mettais sous le tapis »*, raconte-t-elle. Pascal Rambert lui taille un rôle sur mesure dans *Finlandia*, en 2024 : *« Je rêvais de travailler avec lui »*, dit celle qui s'est sentie *« à la maison »* dans les mots de l'auteur metteur en scène.

Evoluer dans le cadre serré d'une écriture, y trouver ses espaces de liberté : quand il n'y a pas de texte, l'actrice a l'impression de *« sauter à l'élastique »*. Un défi qu'elle relève avec Lorraine de Sagazan, auprès de qui elle s'initie à une méthode déstabilisante : l'improvisation. *« Pour Lorraine, l'acteur est un créateur qui nourrit le personnage de ses ressentis. Je dois apprendre à m'émanciper. »*

Cet apprentissage s'accomplit sur un terrain qui lui est familier. *Léviathan* est un spectacle qui interroge, selon le programme avignonnais, *« la justesse de la justice institutionnelle »*. Or, l'exercice de la justice passionne la comédienne, qui fréquente avec assiduité les tribunaux pour y assister aux comparutions immédiates. *« Dans les prétoires, le symbolique et le réel absolu se percutent. On s'ennuie, on somnole, puis, soudain, comme au théâtre, surgit un moment d'humanité écrasante qui met le corps et l'esprit en tension. »*

Drôle de passe-temps, se dit-on, avant de se souvenir que, en 2024, pour sa première apparition solitaire, Victoria Quesnel avait adapté et joué *Nom* (Flammarion, 2022), un récit de Constance Debré, avocate devenue écrivaine. L'inconscient a lui aussi ses lois. ■

JOËLLE GAYOT

***Léviathan,** mis en scène par Lorraine de Sagazan. Gymnase du lycée Aubanel, Avignon. Du 15 au 21 juillet. Festival-avignon.com*

A La Rochelle, tendresse et fierté partagée des Souchon, père et fils

Alain, Pierre et Charles ont affiché une belle complicité aux Francofolies. Ils revisitent les moments, plus ou moins connus, du répertoire du « paps »

MUSIQUE

LA ROCHELLE - *envoyé spécial*

Après les Chedid, en 2015, Louis, le père, sa fille Anna, dite « Nach », ses fils Matthieu, dit « M », et Joseph, puis en 2022 les Dutronc, père Jacques et fils Thomas, voici une autre famille de la chanson réunie sur scène. Les Souchon, papa Alain et ses garçons, Pierre et Charles, dit « Ours », nés respectivement en 1972 et en 1978. En tournée depuis le début du mois de mai, dans des salles à taille humaine, quelques passages par des festivals d'été, et des dates annoncées jusqu'à fin avril 2025.

Pour l'heure, le trio a fait étape aux Francofolies de La Rochelle, samedi 13 juillet. Pas sur la scène de l'esplanade Saint-Jean-d'Acre, où Alain Souchon avait eu droit, en 2010, comme d'autres grands noms de la chanson à sa « fête à… » – avec déjà les fistons, et Jeanne Cherhal, Maxime Le Forestier, Laurent Voulzy –, mais au Grand Théâtre, l'une des trois salles de la scène nationale La Coursive. Un peu plus de 1 000 places, concert complet depuis des semaines, comme nombre de ceux de la tournée des Souchon.

En ombre chinoise, dans un halo jaune, la silhouette d'Alain Souchon, debout, la forme d'un piano et les deux frères assis devant. L'on entre dans les deux heures de concert avec *La Pt'ite Bill, elle est malade*, l'une des chansons de l'album *Jamais content*, en 1977. Pas la plus connue d'un disque qui, après *J'ai dix ans*, en 1974, et *Bidon*, en 1976, a amplifié la consécration d'Alain Souchon. Chargés de trouver des titres dans le répertoire des quinze albums en studio de leur père – le dernier en date *Ame fifties* remonte à 2019 –, les frères, eux aussi auteurs-compositeurs et interprètes, n'ont pas mis en avant que les grands succès.



Alain Souchon et Ours, à La Rochelle, le 13 juillet. BYDIMWORKS

Un côté pop

Ainsi *La Beauté d'Ava Gardner*, *Petit tas tombé*, *Les Cadors*, *Comédie*, en souvenir de Jane Birkin (1946-2023) – une image d'elle avec Souchon est projetée, tirée du film *Comédie !*, de Jacques Doillon, en 1987 –, *La vie ne vaut rien*, single de 2001, *C'est déjà ça* ou *Casablanca* ne sont pas des titres qui viennent spontanément à l'esprit lorsqu'il s'agit de citer des chansons de Souchon. Quand *Poulailler's Song*, *Foule sentimentale*, *Quand j'serai K.-O.*, *J'ai dix ans* ou *Allô maman bobo*, interprétées à la fin du concert, sont accompagnées par les chants du public.

En intermèdes parlés, des blagues, anecdotes, souvenirs

Les instruments sont acoustiques, un grand piano, plutôt joué par Pierre Souchon, des guitares, plutôt par « Ours », le traitement du son d'un clavier électrique en apport discret à deux ou trois reprises. Si Alain Souchon est le chanteur principal, voix bien présente, ses fils interviennent pour des parties en chœur, des harmonies sur les textes des refrains, avec un côté pop dans l'héritage des Beatles ou des Beach Boys. Quand l'un et l'autre seront en leader, avec pour chacun une chanson de leur père, l'on discerne dans le grain, le timbre, des ressemblances avec Alain Souchon.

En intermèdes parlés, des blagues, anecdotes, souvenirs. Textes probablement repris de soirées en soirées dans les grandes lignes, mais que par une manière d'insouciance les trois font passer comme si cela était spontané. L'envie d'Alain Souchon de s'acheter une chemise bleue, lors d'un arrêt dans une station-service d'autoroute, a une chute visuelle désopilante. Les frères comparent leur situation à la naissance, exagérant un environnement de dénuement pour le premier, quand Souchon père galérait, et l'octroi d'un landau digne d'un roi pour le second, quand les succès sont arrivés.

De la fierté partagée

Quelques images de films familiaux sont projetées sur de longs rideaux transparents. L'on voit des publicités décolorées des années 1950 durant le nostalgique *Ame fifties*. Il y a un extrait d'un reportage lors du passage d'Alain Souchon à la Foire d'Agen, en 1978, avec entretien aux réponses farfelues. Laurent Voulzy, l'ami, le compagnon de musique, est présent… par l'artifice d'un film en noir et blanc, jouant à la guitare les accords et la mélodie de *Karin Redinger* chantée par le trio.

Deux beaux moments plus particulièrement pour nous, l'interprétation émouvante de *L'Amour en fuite*, chanson du film de François Truffaut (1932-1984), et la courte séquence du double baiser, celui d'un couple venu écouter dans une cabine la chanson et en regard celui d'Antoine (Jean-Pierre Léaud) et de Sabine (Dorothée), la disquaire. Et le premier rappel, les trois Souchon, croisements de leurs voix, complémentaires, le sobre accompagnement du piano, pour *Le Marin*. Dans leur chant, de la tendresse, de la fierté partagée, du père pour ses fils et des enfants pour celui qu'ils appellent « paps ». ■

SYLVAIN SICLIER

Alain Souchon accompagné par Ours & Pierre Souchon, *en tournée dans toute la France jusqu'au 25 avril 2025. Au Casino de Paris, les 7 et 8 janvier 2025.*

Un tyran shakespearien seul contre tous, au Festival d'Avignon

« Historia d'un senglar » met en scène un acteur dévoré par son rôle de Richard III, avec une logorrhée qui manque son but

THÉÂTRE

AVIGNON - *envoyée spéciale*

L'auteur (Gabriel Calderon) est uruguayen, l'acteur (Joan Carreras), catalan, le héros, Richard III, britannique, ou plutôt shakespearien. *« Donc »* est le premier mot qu'il prononce depuis son trône, installé au centre d'une estrade, elle-même élevée sur trois niveaux. Un « donc » qui semble suggérer que le public prend en marche le train d'un spectacle amorcé bien avant son entrée. Ce qui a eu lieu, on l'ignore, ce qui va se dire, on le découvre après quelques minutes d'attente.

Un acteur de seconde zone, en costume trois pièces, cravate et chaussures vernies regarde les spectateurs, s'ébroue, écarquille les yeux, contorsionne sa bouche. Il vient d'apprendre qu'il a le premier rôle dans *Richard III*, de Shakespeare. A son tour d'incarner la descente aux enfers d'un homme assoiffé de pouvoir et prêt au pire pour l'obtenir. Le comédien tient son moment de gloire. Pas question de se faire voler la vedette par des camarades de plateau qu'il méprise. Noir dans la salle. La musique de Purcell retentit. Le seul-en-scène peut démarrer.

Mauvais sentiments

Une heure de logorrhée déferle, durant laquelle les yeux de ceux qui ne parlent pas le catalan zigzaguent des surtitrages au corps en présence. Le procédé est contraignant, voire désagréable. Mais il n'arrive pas de nulle part, l'idée majeure du texte de Calderon étant d'instaurer un lien d'autorité et de brutalité entre le comédien et ses pseudo-partenaires de jeu, metteur en scène, public.

Cette entrée en matière, servie par une langue très écrite aux visées littéraires, augure du meilleur. Les mauvais sentiments (misanthropie, mégalomanie, misogynie, etc.) sont capables de susciter des spectacles de haut vol. On pense à Angelica Liddell, revisitant elle aussi, en 2010, avec sa furie incandescente, la figure de *Richard III* à Avignon (*El año de Ricardo*). Très vite aussi s'impose le souvenir de Thomas Bernhard, dont l'excellence des dithyrambes (sur lui, le théâtre, la société) a peu d'équivalents. Ces deux références parasitent durablement la réception de *Historia d'un senglar*, dont l'intensité fait, du coup, pâle figure.

Chacun en prend pour son grade, à commencer par le public ignare. Haine de l'autre et affirmation d'un ego tout-puissant

Le comédien s'ébat lui aussi dans les eaux sombres d'une détestation généreuse. Chacun en prend pour son grade, à commencer par le public ignare : *« On s'y connaît en langage codé, beaucoup moins en métrique. »* Haine de l'autre et affirmation d'un ego tout-puissant : l'acteur adhère à la psyché de son personnage, avec lequel il va se confondre.

Au fil des minutes, Joan Carreras tombe la cravate, la chemise, le costume. A mesure que l'âme du tyran shakespearien le possède, il se met à nu non sans des pointes d'humour (une ceinture lombaire est ainsi expédiée à terre). Seules les héroïnes élisabéthaines auront droit à la parole dans ce torrent de mots, qui cavalent d'acte en acte. Une perruque grise, du fard blanc, voici Marguerite, la mère de Richard. Un collier serré autour de son cou, c'est Anne, la femme convoitée, qui fait son apparition.

« Le chien qui a eu des dents avant d'avoir des yeux » (dixit Marguerite) était une bête humaine. Son interprète s'échine à devenir une bête de scène, quitte à se rêver en sanglier avant de commencer à jouer. Il touche parfois au but lorsqu'il insulte les techniciens qui ne sont pas assez rapides. Le plus souvent, il s'enferre dans la quête convenue d'une monstruosité pas assez consistante. Joan Carreras n'est jamais aussi percutant qu'à l'occasion des saillies de l'auteur contre le théâtre contemporain. Attaques mordantes contre l'allégeance du monde culturel aux subventions ou contre les paresses intellectuelles du public : *« Mon royaume pour un spectateur intelligent »*, soupire l'acteur. C'est le mot de la fin. Et il tombe bien à plat. ■

JOËLLE GAYOT

Historia d'un senglar (O alguna cosa de Ricard), *de Gabriel Calderon. Théâtre Benoît-XII, Avignon. Jusqu'au 21 juillet.*

Guilhem Fabre, pianiste nomade, sème la musique classique

Le concertiste sillonne l'Hexagone à bord de son camion-scène et organise un festival en Ardèche, les 16 et 17 juillet

RENCONTRE

Chaque été, depuis 2019, Guilhem Fabre parcourt la France en faisant étape dans des endroits qu'il a choisis pour leur situation à l'écart des grands axes routiers. Le pianiste de 35 ans s'y arrête, le temps d'une soirée, avec un camion-scène dans lequel il donne un concert de musique classique. La tournée uNopia connaîtra un développement exceptionnel, les 16 et 17 juillet, à Saint-Cierge-la-Serre (Ardèche), à l'occasion d'un festival créé par Guilhem Fabre avec des personnes locales. *« La plupart d'entre elles n'ont jamais vu un piano à queue en vrai »*, s'enthousiasme le musicien itinérant, qui pense que les artistes doivent se produire *« comme à l'époque des ménestrels, à la fois chez les princes et chez les manants »*.

Ce nouveau festival a donc pour ambition de créer des ponts entre des personnes aux conditions de vie radicalement opposées afin de *« ne pas laisser perdurer un sentiment de mépris grandissant vis-à-vis des gens qui sont éloignés des élites économiques, intellectuelles et culturelles »*. A Paris, où il réside, Guilhem Fabre a souvent droit à la même question. *« Ce n'est quand même pas toi qui conduis le camion et qui montes la scène ? »* Eh bien, si. *« Je pense qu'il ne faut pas avoir peur de se salir les doigts »*, estime le géant mesurant 1,94 mètre dont le Yamaha CFIIIS, exhibé sur une scène ambulante, pourrait être désigné en raccourci par le terme de « pianomade », sur le modèle du « pianocktail » de Boris Vian. Les programmes qu'il y donne varient les saveurs, souvent par le biais d'associations avec d'autres artistes, tels que la clown Emma et le comédien François Michonneau.

Expérience à Moscou

Guilhem Fabre a compris, très tôt, que son avenir professionnel se jouerait dans un cadre musical. Encore au lycée, il part étudier un an le piano à Munich. Après avoir décroché un bac scientifique, il accède au Conservatoire de Paris, d'abord dans la classe d'Hortense Cartier-Bresson, puis dans celle de Roger Muraro. Celui-ci lui conseille de se plonger dans le répertoire russe. Après l'obtention de son prix, en 2015, le jeune homme met alors le cap sur Moscou pour y retrouver, à l'Académie Gnessine, Tatiana Zelikman, une pédagogue qui ne l'a pas ménagé. *« En Russie, les interprètes sont considérés comme des insectes qui tentent de s'élever au niveau des grands compositeurs »*, résume le pianiste.

Cette nouvelle expérience confirme son goût des voyages. C'est d'ailleurs en Géorgie, en 2013, que le futur routier du classique a l'idée d'uNopia. Il lui faudra cinq ans pour la réaliser. Achat et transformation du camion, aménagement de la scène (avec des panneaux de bois pour améliorer l'acoustique) et conception d'un programme pour *« sortir la musique classique de sa zone de confort »*, selon un engagement que l'ancien militant du Parti socialiste verra bientôt récompensé.

Les trois coups d'uNopia retentissent le 30 juin 2019 dans une ferme de Betcave-Aguin (Gers) sous l'égide du festival Les Musicales des coteaux de Gimone. Fidèle à l'esprit de troupe qu'il a découvert au théâtre avec le metteur en scène Olivier Py (au sein de nouvelles productions, telles que *Les Parisiens* et *Pur présent*, respectivement présentées en 2017 et 2018 au Festival d'Avignon), Guilhem Fabre n'est pas seul en scène. Il est accompagné d'une chanteuse (la soprano Johanne Cassar), d'un altiste (Olivier Marin) et d'un comédien (François Michonneau).

Venues pour la plupart à la dernière minute, les deux cents personnes réunies devant le camion-scène oublient vite tous les présupposés concernant la musique classique – *« longue et ennuyeuse »* – et prouvent qu'il n'est nul besoin de codes pour l'apprécier. Régénéré dans cet espace de liberté, Guilhem Fabre en est venu, lui aussi, à défier les a priori. Dans son camion-scène, par des programmes plus audacieux, mais aussi en studio, avec la confrontation inattendue de Jean-Sébastien Bach et de Sergueï Rachmaninov pour un magnifique CD paru en 2023.

Le prochain face-à-face – Claude Debussy et Ludwig van Beethoven – n'est pas moins surprenant. Il donnera lieu en 2025 à un album et à une tournée uNopia, de Paris à Vienne, de la ville où est mort le Français à celle où l'Allemand a fini ses jours. ■

PIERRE GERVASONI

Festival uNopia, *les 16 et 17 juillet, à Saint-Cierge-la-Serre (Ardèche). Tournée du 28 juillet au 2 octobre.*

Dans les pas de Josep Borrell, chef de la diplomatie européenne

Le journaliste Albert Solé a suivi le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères durant plusieurs mois, d'un continent à l'autre

ARTE
MARDI 16 - 23 H 35
DOCUMENTAIRE

La Britannique Catherine Ashton et l'Italienne Federica Mogherini, les prédécesseures de l'Espagnol Josep Borrell, l'avaient déjà dit. Ce job de « haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne » (ou HRVP, pour faire plus court) relève tout simplement de l'impossible !

En se mettant, à l'automne 2023, dans les pas de l'infatigable Josep Borrell, 77 ans, le journaliste espagnol Albert Solé le démontre dans ce documentaire. Le HRVP saute d'un continent à l'autre, d'une crise à l'autre, tout en tentant sans relâche de mettre d'accord vingt-sept Etats aux intérêts souvent divergents, et sans autre moyen que sa seule parole. *« Nous sommes un soft power dans la mesure où nos armes sont l'état de droit et le commerce »*, rappelle celui qui fût aussi président du Parlement européen de 2004 à 2007.


Josep Borrell et Dmytro Kuleba, ministre des affaires étrangères ukrainien, en février 2022.
MINIMAL FILMS

Si le chef de la diplomatie dispose d'importantes équipes, quelque 5 000 personnes réparties entre Bruxelles et les 145 délégations autour du monde, le service diplomatique européen reste désargenté. L'argent de l'aide au développement, tout comme la politique commerciale du bloc, est géré par la Commission…

Le documentaire s'ouvre en Ukraine, un choix loin d'être anodin. Non seulement M. Borrell s'y est rendu à de nombreuses reprises depuis le déclenchement de la guerre, en février 2022, mais c'est bien l'invasion russe qui l'a fait connaître du grand public. *« La guerre en Ukraine l'a fait changer de dimension*, assure face caméra Dmytro Kuleba, le ministre des affaires étrangères d'Ukraine. *De coordinateur des vingt-sept Etats, il est devenu un leader. »*

Un leader qui a su mobiliser les Européens pour aider militairement l'Ukraine à se défendre, en trouvant les instruments européens pour financer les armes à envoyer à Kiev ainsi que la formation de plus de 40 000 soldats ukrainiens. *« Je veux la paix*, confie Josep Borrell. *On peut arrêter d'aider l'Ukraine, et la guerre s'arrêtera en quinze jours, mais la question reste : "comment veut-on que la guerre se termine ?" »* Certainement pas en laissant la Russie envahir l'ensemble du pays, pense le diplomate, qui arpente, sous l'œil de la caméra, les rues d'Odessa.

Le réalisateur donne également la parole à Kaja Kallas, la première ministre estonienne, qui prendra à l'automne la succession de M. Borrell en tant que HRVP. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens l'ont décidé le 27 juin.

> **« De coordinateur des vingt-sept Etats, il est devenu un leader »**
> DMYTRO KULEBA
> ministre des affaires étrangères de l'Ukraine

Le documentaire donne aussi à voir l'envers du décor au siège européen, à Bruxelles. Il montre les services qui traquent la désinformation ou le centre de crise. A Cadix, en Espagne, Albert Solé présente une autre face, moins connue, du HRVP : sa responsabilité en matière de défense. Il présente le premier exercice militaire européen organisé pour tester une force d'intervention rapide, apte à fonctionner en marge de l'OTAN.

Un constat amer

Le film prend un tournant tragique quand Josep Borrell se rend en Chine pour y rencontrer le ministre des affaires étrangères. Après l'entretien avec son homologue, le 7 octobre 2023, on le voit au téléphone, tentant de comprendre ce qui se passe en Israël. Quelque 3 000 miliciens du Hamas viennent de pénétrer sur le territoire de l'Etat hébreu, assassinant des centaines d'habitants et capturant plus de deux cents otages.

Cet épisode glaçant éclipse tout d'un coup la guerre en Ukraine, et l'Europe redécouvre la division. Après l'effroi, les Vingt-Sept se sont déchirés : *« Il n'y a aucune position commune*, regrette M. Borrell. *Les Etats membres n'ont pas la même vision des choses. »* Si les Etats ont soutenu le droit d'Israël à se défendre, la guerre que l'Etat hébreu mène depuis maintenant huit mois a déjà entraîné la mort de plus de 35 000 civils palestiniens de la Bande de Gaza.

Ballotté de crise en crise, à quelques mois de la fin de son mandat, Josep Borrell conclut le documentaire sur un amer constat : *« L'Europe ne fait que réagir aux crises quand elles se produisent* (…). *Elle n'a pas une attitude proactive, mais réactive. Elle sera donc ce que le monde l'oblige à être »*. Il ajoute, plus optimiste : *« Je ne sais pas si l'histoire va s'accélérer ou faire marche arrière, mais ce dont je suis sûr, c'est que les Pères fondateurs ne s'imaginaient pas que l'Europe qu'ils ont conçue irait aussi loin. »* ■

PHILIPPE JACQUÉ

***Au cœur de la diplomatie européenne,** d'Albert Solé (Fr.-Esp, 2024, 54 min).*

Le conte mythique de Saint-Exupéry adapté par Mark Osborne

Le réalisateur de « Kung Fu Panda » propose une version animée du « Petit Prince »

GULLI
MARDI 16 - 21 H 05
FILM

Le Petit Prince reste l'ouvrage de la littérature française le plus vendu au monde : près de 200 millions d'exemplaires depuis sa parution, en 1943, aux Etats-Unis, puis, en 1945, en France, chez Gallimard. Le plus traduit également : on compterait quatre cents traductions officielles de ce conte poétique et philosophique d'Antoine de Saint-Exupéry. S'y ajoutent d'innombrables adaptations, l'une des plus célèbres étant la version phonographique enregistrée en 1954 par Gérard Philipe, Georges Poujouly et Pierre Larquey. S'y sont ajoutés bande dessinée, opéra, comédies musicales…

Bizarrement, il n'existe qu'une adaptation cinématographique : *The Little Prince*, un film de Stanley Donen, réalisé en 1974, avec le chorégraphe et cinéaste Bob Fosse dans le rôle du serpent et Gene Wilder dans celui du renard. C'est dire que la sortie du film d'animation de Mark Osborne était attendue avec impatience. Comment le réalisateur de *Bob l'éponge* et de *Kung Fu Panda* allait-il s'en sortir ?

Jardin merveilleux

Osborne a voulu relever un double défi. Scénaristique, d'abord, en insérant dans l'histoire du Petit Prince deux autres histoires : celle d'une petite fille studieuse et curieuse vivant sous la coupe d'une maman obsédée par la réussite scolaire de sa progéniture ; et celle d'un aviateur excentrique et généreux obsédé par l'idée de faire décoller le vieux coucou qu'il bricole au fond de son jardin merveilleux.

> **Le cinéaste a relevé un défi, avec l'utilisation de deux techniques d'animation différentes**

Défi cinématographique ensuite, en utilisant deux techniques d'animation différentes : les images générées par ordinateur pour rendre compte du monde « réel » de la petite fille ; et l'animation image par image pour évoquer l'univers poétique du *Petit Prince* que la petite fille découvre à travers les illustrations de l'aviateur.

Difficile d'évoquer le résultat final sans tenir compte de la situation du spectateur. Premier cas de figure : l'enfant qui découvrira le conte de Saint-Exupéry à travers le film de Mark Osborne. Il y a fort à craindre que le scénario, assez compliqué, ne vienne obscurcir la trame elle-même du conte. Il en ira tout autrement d'un enfant qui connaît déjà *Le Petit Prince*. Il n'est pas sûr que ses goûts le portent vers l'histoire, pour le moins manichéenne, de cette petite fille embrigadée par une mère aussi possessive que dévorée d'ambition.

Bien sûr, il y a quelques jolis moments – en particulier lorsque le film met en scène le conte lui-même –, qui devraient satisfaire le plus grand nombre. Sans oublier les célébrissimes adages « philosophiques », en premier chef le fameux *« on ne voit bien qu'avec le cœur. L'essentiel est invisible pour les yeux »*. Pour autant, il n'est pas certain que la superposition des trois histoires rende justice au conte de Saint-Exupéry.

Quant aux adultes qui regarderont le film, ils pourront toujours jouer aux devinettes en essayant d'attribuer les voix des personnages à leurs interprètes, souvent familiers. A ce petit jeu, mention spéciale à André Dussollier, formidable récitant ! ■

FRANCK NOUCHI

***Le Petit Prince,** de Mark Osborne (Fr., 2015, 106 min).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 165
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II							■					
III								■			■	
IV				■						■		
V									■			
VI			■					■				
VII					■	■						
VIII							■					
IX			■								■	
X												

HORIZONTALEMENT

I. Evitez de leur confier la vaisselle ou la lessive. **II.** Contusion, hématome ou autre plaie. Reprise pour corrections. **III.** Affaiblir et débiliter. Sortie du Chaos. **IV.** A cessé de ruminer. Travaillais la sauce au piano. Dans l'Atlas. **V.** Vieilles caisses fusiformes. Porte bonheur. **VI.** Cours primaire. Jeune propos. Ange déchu. **VII.** Cri des Bacchantes. Comme une vieille peau fatiguée. **VIII.** Plan plat dans la pente. Rejettera toute vérité. **IX.** Au bout de l'escarpin. Paquets d'oseille. **X.** Sautèrent à tout coup sur les cous.

VERTICALEMENT

1. Bassesse et lâcheté. **2.** Récupèrent après égarement. **3.** Finit au panier. Dans l'opulence. **4.** Padre canonisé. Plaisir gourmand espagnol. **5.** Seul, vous patinerez sur une jambe. Sort du Jura pour rejoindre le Rhône. **6.** Chants de Virgile, sources d'inspiration pour Berlioz. Art ou saleté en ville. **7.** Toujours grand et souvent mondain. Pointes de soleil. **8.** L'argon. A la sortie de Paris. Pour mettre le panier à la main. **9.** Des cailloux dans les sables. Paisible conducteur. **10.** Rousse mais fausse en Corse. Premier livre de la Bible. **11.** Piégé. Maillon de la chaîne. **12.** En ne prenant aucun soin.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 164

HORIZONTALEMENT I. Récidivistes. **II.** Alourdissent. **III.** Vertu. Do. Léa. **IV.** Ici. Miellées. **V.** Gt. Embuées. **VI.** Ordrées. Aces. **VII.** Ti. Eure. Nom. **VIII.** Aso. Se. Pua. **IX.** Nérée. Basées. **X.** Tressautasse.

VERTICALEMENT 1. Ravigotant. **2.** Electriser. **3.** Cori. Ore. **4.** IUT. Ere. Es. **5.** Drummeuses. **6.** Id. Ibère. **7.** Videuse. Bu. **8.** Isole. Mât. **9.** Ss. Lean. SA. **10.** Télescopés. **11.** Enée. Emues. **12.** Stases. Ase.

SUDOKU
N°24-165

	1	6			4	7		
	9				5			4
					8		2	
							8	
3	8							5
2				4	3		9	1
	3			1				
5				2			4	3

6	5	2	8	7	1	4	3	9
7	9	4	6	2	3	1	8	5
3	1	8	5	9	4	6	7	2
1	3	5	7	8	6	2	9	4
2	4	7	9	1	5	8	6	3
8	6	9	3	4	2	7	5	1
9	7	1	2	3	8	5	4	6
5	2	3	4	6	7	9	1	8
4	8	6	1	5	9	3	2	7

Très facile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

 Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

GASTRONOMIE

Grenouille, avocat, chocolat… ces produits qui ne passent plus

Pour proposer des assiettes écoresponsables, à l'empreinte carbone réduite, certains chefs font preuve d'inventivité. Remplaçant l'anguille par le hareng ou le café par la chicorée







En haut : le hareng au sésame noir proposé au restaurant David Toutain, à Paris, par le chef éponyme. En bas : Félix Robert, sur la terrasse de l'Arborescence, à Croix (Nord). Il y concocte de la langoustine dans une écume au jus de rhubarbe et gingembre.
NICOLAS BUISSON, FLORIAN DOMERGUE

Dans un bol en terre cuite vernissée se prélasse une onctueuse crème de sésame, toute noire, hérissée de quelques morceaux de poisson qu'on a peine à reconnaître. On plonge sa cuillère, on goûte. Le poisson est confit, salé, délicieusement fumé ; sa texture moelleuse, un peu grasse. On pense aussitôt à de l'anguille. Perdu !

Le sourire de David Toutain s'élargit. Dans le restaurant qui porte son nom, à Paris, ce délice qu'il propose depuis le début de l'année est une sorte de trompe-palais : du hareng qu'il confit et associe à des œufs de brochet fumés, car il se refuse désormais à travailler l'anguille. *« Cela fait plus de treize ans que je la combinais avec le sésame, c'était même devenu un plat signature,* rappelle-t-il. *Mais comme d'autres chefs qui collaborent avec l'association Ethic Ocean, je me suis engagé à ne plus en cuisiner. Cette espèce risque de disparaître si on ne change pas nos pratiques. »*

Le chef doublement étoilé reconnaît que sa prise de conscience est récente. *« J'étais attentif à la saisonnalité des fruits et des légumes, moins à celle de la pêche,* confie-t-il. *Aujourd'hui, je fournis des listes claires de ce que je veux ou pas. Je ne suis pas le seul à faire attention. De beaux bistrots, comme Le Bon Georges, dans le 9e arrondissement de Paris, partagent la même philosophie. Ils achètent en quantité limitée, et rayent le plat du jour de l'ardoise quand les portions sont terminées. »*

Autrefois, une bonne table était synonyme d'abondance. Aujourd'hui, un restaurant de qualité se définit surtout par ce qu'il ne sert plus. Dans les étoilés, la viande rouge, dont la consommation excessive a un impact sur la santé (risque de cancer) et sur la planète (émissions de gaz à effet de serre), est proposée en tranches miniaturisées. Certains établissements influents, comme Geranium, à Copenhague, s'en passent totalement.

Les produits exotiques, dont l'empreinte carbone est également forte, n'ont plus bonne presse. A l'Auberge sauvage, créée dans un ancien presbytère de la baie du Mont-Saint-Michel, le chef Thomas Benady n'utilise ni vanille ni même chocolat. L'avocat, dont la culture nécessite d'énormes quantités d'eau, est aussi parfois banni. Une recette de guacamole à base de brocolis s'est même diffusée dans bon nombre de restaurants responsables de la capitale, depuis des bistrots comme La Bagarre, qui propose des tacos 100 % français, jusqu'à des tables gastronomiques telles que Galanga, mené par Thomas Danigo.

« S'il y avait plus de transparence sur l'origine des produits, je suis convaincu que bien d'autres passeraient à la trappe », affirme Clément Leroy. Après avoir collaboré une douzaine d'années avec Guy Savoy, le chef a repris l'une des adresses emblématiques de son mentor, Le Chiberta, près des Champs-Elysées. Sa carte s'inscrit dans la grande tradition française, tout en prenant en compte les enjeux environnementaux : *« L'idée, c'est de faire plus avec moins »*, assume-t-il.

Le turbot est proposé à la carte avec des mousserons, mais les parures sont utilisées pour une mousseline de petits pois ou encore dans un savoureux pâté qui prend les atours d'un persillé de Bourgogne (morceaux de porc enrobés de gelée). Sauf rares exceptions, ce que l'on déguste vient de l'Hexagone. *« Quand je passe dans ma Drôme natale, où l'on fait encore des banquets avec des grenouilles à volonté pour 25 euros, ça me rend malade,* confie-t-il. *Si les gens savaient qu'elles proviennent majoritairement d'Indonésie, ils n'en mangeraient plus. »*

Certaines spécialités « régionales » ne le sont plus du tout. L'écrevisse à pattes rouges, qui donnait sa couleur à la sauce Nantua accompagnant les quenelles de brochet lyonnaises, a déserté les rivières du pays. On l'importe désormais de Grèce ou des Balkans, ce qui pousse certains chefs, comme Jean-François Têtedoie, patron de Café Terroir, à Lyon, à s'en passer.

De la même manière, Adrien Witte, aux fourneaux du Chéri Bibi, à Biarritz, qui défend une cuisine locavore, ne met plus de chipiron à sa carte. *« Ce petit calamar a toujours été servi dans les restaurants de bord de plage,* rappelle-t-il. *Sauf qu'aujourd'hui c'est un produit plus rare, qui coûte autour de 25 euros le kilo pour les professionnels. La plupart des établissements achètent donc des encornets congelés, plus gros, qui viennent de Patagonie, en Amérique du Sud, et qu'ils font passer pour des chipirons ! »* Lui préfère travailler la seiche pêchée localement, confite longuement pour retrouver une texture moelleuse. *« Mais changer la carte ne suffit pas,* estime Adrien Witte. *Il faut aussi expliquer aux clients nos choix, c'est comme ça que l'on pourra défendre les fournisseurs locaux et changer les mentalités. »*

« Changer la carte ne suffit pas. Il faut aussi expliquer aux clients nos choix »
ADRIEN WITTE
chef du Chéri Bibi

« On peut faire des efforts, mais on ne va pas se passer du jour au lendemain de tous les produits qui posent problème », estime Laurène Petit. Cette gourmande engagée, active chez Ecotable, une association qui accompagne les restaurants vers une alimentation durable, a publié cette année *La Chicorée. Dix façons de la préparer* (Editions de l'Epure, 24 pages, 10 euros).

Son objectif ? Montrer que cette racine aux notes parfois caramélisées, cultivée notamment dans le Nord, mérite de retrouver sa place dans nos bols ou nos assiettes. Prouver aussi qu'elle est une alternative convaincante au café qui, selon l'Agence de la transition écologique (Ademe), est l'un des produits qui a l'impact le plus négatif sur l'environnement (avec la viande, le fromage et le chocolat). *« J'essaie de ne pas avoir de position moralisatrice : je sais pertinemment que les consommateurs ne vont pas instantanément troquer leur expresso contre un bol de chicorée,* dit elle en souriant. *Mais je crois que, si des défricheurs montrent la voie, on peut atteindre une masse critique de convaincus capable de faire bouger les choses. »*

Pour elle, l'information joue un rôle essentiel dans la création d'assiettes vertueuses. *« Se séparer de tel ou tel aliment n'est pas un truc de riches,* affirme-t-elle. *Un kilo de chicorée coûte cinq fois moins cher qu'un kilo de café. Les alternatives végétales sont moins chères que la viande. Mais les chefs et les consommateurs n'ont pas toutes les données. Il faut des prescripteurs, comme Florent Ladeyn, dans le Nord. Avec ses choix radicaux – il ne propose plus de café dans ses restaurants –, il permet une prise de conscience. »*

Se passer des ingrédients problématiques est plutôt considéré par les chefs comme un défi stimulant. Niché dans une friche industrielle au nord de Lille, le restaurant Arborescence réussit à élaborer des assiettes voyageuses, imprégnées d'Asie, à partir de produits qui n'ont pas passé quinze heures dans un avion. Devant l'établissement, de grands bacs sont remplis de menthe, de pimprenelle, mais aussi de *rau ram* (coriandre vietnamienne) ou de shiso, très utilisé au Japon. *« Ce que l'on ne peut pas faire pousser ici, on l'achète à une maraîchère de Verlinghem, à quelques kilomètres, qui nous fournit en citronnelle, basilic thaï…* précise Nidta Robert, qui gère la salle et la cave du restaurant. *Quant à notre gingembre, il vient de Belgique. »*

Espèces mal-aimées

« On oublie parfois que des plantes exotiques peuvent tout à fait s'acclimater chez nous, complète son conjoint, le chef Félix Robert. *La pomme de terre, avant d'entrer dans la composition de nombreux plats français, a été importée d'Amérique. »* Devant les délices maison, comme cette langoustine mi-cuite au jus de rhubarbe et de gingembre, on est un peu déboussolé, propulsé sur un port d'Asie du Sud-Est. On se dit qu'une cuisine locavore du Nord n'est plus obligée de faire une fixation sur la betterave ou le chicon. Et qu'elle peut, sans renier ses convictions, nous emmener très loin.

« Si l'on se préoccupe de ce qu'on va laisser aux générations futures, on n'a plus vraiment le choix, il faut tout revoir en cuisine », souligne Franco Bowanee. Ce chef d'origine mauricienne a créé en 2008 une belle table au château médiéval de Vault-de-Lugny (Yonne). Depuis, il n'a jamais cessé de retoucher sa carte : *« Au départ, je faisais pas mal de currys, j'utilisais du cœur de palmier mauricien, plus grand, plus gros et savoureux que celui qu'on trouve ici ; tout ça, c'est fini ! »* Il s'est recentré sur son potager et des spécialités locales, comme les escargots, qu'il enveloppe dans du navet braisé. Les champignons scandent ses menus.

Il a fait ses adieux aux poissons exotiques, et même aux poissons de mer, pour se concentrer sur ceux d'eau douce, en apprivoisant des espèces mal-aimées, comme le silure ou la brême, qu'il nettoie patiemment à la pince à épiler et magnifie en mousseline. *« Quand on faisait du homard ou du saint-pierre, il suffisait d'une bonne sauce et personne ne se plaignait,* se souvient le chef. *Aujourd'hui, se passer de certains produits est un crève-cœur et on travaille davantage, mais on est plus fiers du résultat. On ouvre constamment de nouvelles portes, on apprend, on peaufine pour offrir des propositions plus intelligentes. C'est aussi ça, le métier de cuisinier. »* ■

LÉO PAJON

Mathieu Fulla Le NFP se trouve dans une configuration inédite

Le Cartel des gauches, le Front populaire, la Libération ou l'Union de la gauche n'offrent aucune leçon qui permettrait à la gauche victorieuse de constituer un gouvernement pérenne susceptible d'appliquer son programme, explique l'historien

Les leaders du Nouveau Front populaire (NFP) réclament le retour de la gauche au pouvoir au nom de sa majorité en nombre de sièges – et non de voix – dans la nouvelle Assemblée nationale. Mais par comparaison avec les précédentes victoires électorales de la gauche aux législatives, le NFP se trouve dans une configuration sociopolitique et institutionnelle inédite, la présence massive de l'extrême droite sur les bancs du Palais-Bourbon n'en constituant pas la moindre.



LE POIDS DE LA GAUCHE COMPLIQUE LA TÂCHE DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE

L'existence d'un Hémicycle composé de blocs rivaux capables de s'entendre pour former des coalitions gouvernementales est monnaie courante dans les régimes parlementaires de nos voisins européens. La situation est en revanche sans précédent dans l'histoire de la Ve République. Au pouvoir, la gauche a toujours dominé l'Assemblée, et François Hollande hérite même à son arrivée aux affaires d'une majorité au Sénat, qui a basculé à gauche pour la première fois de son histoire en 2011. La seule exception est celle du gouvernement de Michel Rocard (1988-1991), contraint de solliciter l'appui d'une quinzaine de députés communistes ou centristes pour faire voter ses lois. Le NFP au pouvoir devrait, lui, convaincre systématiquement une centaine d'élus d'autres bords…

Le rapport de force au sein du NFP est tout aussi inédit. L'amorce de rééquilibrage liée au regain électoral du Parti socialiste (PS) ne doit pas faire oublier le rôle prépondérant joué par sa composante la plus à gauche, La France insoumise (LFI). Sous la IIIe République, le pivot des coalitions de gauche à la Chambre des députés a été soit le groupe parlementaire le plus à droite, à savoir le Parti radical au temps du Bloc des gauches (1902-1905) et du Cartel des gauches (1924-1926), soit sa composante centrale – le Parti socialiste, Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) –, après la victoire du Front populaire en mai 1936. Exception faite de la courte période du tripartisme à la Libération, où l'urgence de la reconstruction favorise une alliance transpartisane des communistes aux démocrates-chrétiens, l'union de la gauche incluant ses composantes les plus radicales est toujours dominée par le PS, de 1978 à la fin du quinquennat de François Hollande, en 2017.

Personnalisation à outrance

Le poids de la gauche de la gauche complique la tâche du NFP en posant avec une acuité particulière la question du leadership. Au XXe siècle, une personnalité incontournable émerge une fois rendu le verdict des urnes : le radical Edouard Herriot au temps du Cartel, Léon Blum en 1936 ou encore Lionel Jospin au temps de la gauche plurielle (1997-2002). L'affaiblissement dramatique du PS depuis les années Hollande de même que la personnalité clivante de Jean-Luc Mélenchon sont problématiques à l'heure d'une personnalisation à outrance de la vie politique.

Un dernier écueil, peut-être le principal, restreint les marges de manœuvre de la gauche et tranche avec les expériences passées. Comme l'exprime François Ruffin avec un sens consommé de la formule, la *« France des bourgs »* est largement acquise au RN. En dépit d'une réelle audience de LFI dans la *« France des tours »*, les liens historiques de la gauche avec les classes populaires sont complètement distendus.

Réinventer l'art de gouverner

Exercer le pouvoir sans l'appui de la société civile complique la mise en œuvre de réformes de rupture. En 1936, le gouvernement Blum peut compter sur un puissant mouvement social syndical et associatif pour faire adopter les quarante heures de travail hebdomadaire et les deux semaines de congés payés. Au temps de leur splendeur, le Parti radical d'avant 1914, le Parti communiste français (PCF) de l'après 1945 et le PS des années Mitterrand-Jospin maillent assez efficacement le territoire national grâce à leurs élus locaux, des associations politiquement proches et, dans le cas communiste, une alliance solide avec la CGT.

La constitution d'un gouvernement de gauche pérenne susceptible d'appliquer son programme apparaît donc bien incertaine aujourd'hui. Cette ambition exige une réinvention de l'art de gouverner assumant le divorce avec la verticalité de la République gaullienne. En 2011, la revue *Esprit* publiait une réflexion remarquée sur les *« labyrinthes du politique »*. Prônant la remise à plat d'un régime phagocyté par l'élection présidentielle, son auteur, un certain Emmanuel Macron, y lançait un éloge vibrant de la *« double vertu du parlementarisme et de la démocratie sociale que notre République a encore trop souvent tendance à négliger »*.

Cette approche, aux antipodes de la pratique « jupitérienne » du pouvoir, aurait pu esquisser une voie de sortie négociée de cette situation inédite. En fixant par le haut les conditions de création de la nouvelle majorité dans sa deuxième *« lettre aux Français »* en moins d'un mois, le chef de l'Etat a au contraire privilégié la confrontation avec la gauche. ∎

Mathieu Fulla *est chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po, spécialiste de l'histoire des gauches en Europe*

ÉTATS-UNIS : L'INDISPENSABLE APPEL À L'UNITÉ

ÉDITORIAL M

Les Etats-Unis d'Amérique ont failli renouer, samedi 13 juillet, avec leurs pires démons. A quelques centimètres près, la vie du candidat républicain à l'élection présidentielle du 5 novembre, Donald Trump, aurait été emportée par les balles tirées, selon les premières constatations, par un homme de 20 ans, sans antécédents judiciaires. Ce dernier a par ailleurs tué, avant d'être lui-même abattu par des forces de police, un sympathisant républicain et blessé grièvement deux autres, venus assister à un meeting de campagne tenu près de Pittsburgh (Pennsylvanie), Etat crucial pour l'élection.

Cet attentat, qui a manqué sa cible de justesse, ne peut être que condamné. Il ne surprendra cependant que ceux qui refusent de voir où conduit inexorablement la division poussée jusqu'à l'incandescence, un climat de guerre civile dans laquelle l'adversaire est un ennemi, et le critique un traître. Enquête d'opinion après enquête d'opinion, on a pu mesurer aux Etats-Unis au cours des dernières années combien la violence politique se fraye un chemin vers l'acceptabilité.

Tout devient permis pour une minorité qui envisage d'appuyer sur la détente si le bulletin déposé dans l'urne ne permet pas de stopper le camp d'en face, qui ne peut être que celui du mal. Circonstance aggravante, cette dérive concerne un pays malade du fétichisme conservateur envers les armes à feu. Cette obsession insensée, produit d'une guerre culturelle mortifère, met un fusil semi-automatique dans les mains du premier venu.

Il n'y a malheureusement rien à attendre sur ce front. En dépit de l'existence de majorités indiscutables, favorables à un encadrement de bon sens de l'accès aux armes, l'obstination républicaine, soutenue par le laxisme coupable d'une Cour suprême dominée par des juges conservateurs, est la garantie du statu quo.

Le traumatisme évité de peu en Pennsylvanie invite en revanche à une indispensable prise de conscience à propos d'une autre arme, tout aussi menaçante, celle des mots, agités en toute inconscience sur les tribunes, les plateaux de télévision et les réseaux sociaux. Le paradoxe veut que celui qui a réchappé au pire attentat politique de ces dernières années n'a souvent rien fait pour que son pays revienne sur ce point à la raison. Bien au contraire. En contestant jusqu'à l'absurde les résultats de la présidentielle de 2020, Donald Trump avait ainsi ouvert la porte à une escalade qui avait culminé avec l'assaut infructueux de ses partisans contre le Capitole, à Washington, le 6 janvier 2021. Ils y avaient promis la potence au vice-président Mike Pence, qui s'opposait à leurs manœuvres au nom de la Constitution des Etats-Unis.

Si des républicains ont immédiatement fait valoir que présenter l'ancien homme d'affaires comme une menace contre la démocratie, comme le font leurs adversaires, revenait à armer le bras du tireur de Pennsylvanie, les démocrates peuvent souligner que la campagne de l'ancien président repose sur une rhétorique incendiaire faite de promesses de purge et de vengeance politique qui alimente cette machine infernale.

Il faut espérer que l'inhabituel appel à l'unité du pays lancé par Donald Trump au lendemain de la fusillade, et relayé par Joe Biden, fasse son chemin. En s'abandonnant au poison de divisions fratricides, les Etats-Unis d'Amérique font le jeu de leurs ennemis et désespèrent leurs alliés. ∎

Jean Garrigues Pour un gouvernement de « défense républicaine »

En 1899, Pierre Waldeck-Rousseau rassembla autour de lui des ministres de droite et de gauche face aux antidreyfusards. Un précédent instructif pour l'historien

Le 22 juin 1899, au cœur de la tourmente de l'affaire Dreyfus, qui avait vu les nationalistes tenter un putsch militaire quatre mois plus tôt, le républicain modéré Pierre Waldeck-Rousseau (1846-1904), disciple de Léon Gambetta (1838-1882), constitua un gouvernement dit de « défense républicaine ». Il y fit entrer non seulement ses amis modérés et leurs frères ennemis radicaux mais aussi deux personnalités aussi clivantes qu'incompatibles : d'un côté, le général et marquis Gaston de Galliffet (1831-1909), honni par la gauche pour avoir joué un rôle majeur dans la répression de la Commune ; de l'autre, Alexandre Millerand (1859-1943), proche de Jean Jaurès, qui devint ainsi le premier ministre socialiste de notre histoire. Sa présence dans un gouvernement « bourgeois », et qui plus est aux côtés du « massacreur » des communards, suscita l'indignation des socialistes les plus extrêmes, notamment de Jules Guesde (1845-1922).

Jaurès, au contraire, approuva cette démarche, considérant que l'urgence était au maintien de l'ordre face à la menace de l'extrême droite antidreyfusarde. L'histoire lui donna raison car le gouvernement de défense républicaine, appuyé sur l'autorité militaire de Galliffet, mit non seulement fin à la crise politique née de l'affaire Dreyfus mais battit ensuite le record de longévité d'un gouvernement sous la IIIe République, permettant au passage à Millerand, ministre du commerce et de l'industrie, de faire voter plusieurs lois sociales qui marquaient l'inflexion vers la gauche de la politique française.



LE GOUVERNEMENT DE WALDECK-ROUSSEAU BATTIT LE RECORD DE LONGÉVITÉ D'UN GOUVERNEMENT SOUS LA IIIE RÉPUBLIQUE

Gouvernement provisoire ? De cohabitation ? De coalition ? De techniciens ? Parmi toutes les formules avancées depuis deux semaines, on n'a pas entendu celle de la « défense républicaine » ? Elle aurait l'avantage de prolonger la rhétorique du « front républicain », qui a permis la formation du Nouveau Front populaire, en dépit de ses contradictions internes, puis la dynamique des désistements, et enfin la victoire de la gauche, juste devant la coalition du centre.

En revanche, plusieurs obstacles se dressent aujourd'hui devant une expérience similaire à celle de Waldeck-Rousseau. Le premier est la réussite de la stratégie de dédiabolisation entreprise depuis plusieurs années par le parti de Marine Le Pen. Certes, l'entre-deux-tours a confirmé que certains de ses candidats exprimaient des idées xénophobes ou antisémites. Par ailleurs, les positions du parti sur la priorité nationale, la suppression du droit du sol ou l'ostracisme envers les binationaux relèvent d'un héritage qui les rattache directement à l'histoire de l'extrême droite. Mais la rhétorique du barrage, qui a montré son efficacité avec la menace du RN au pouvoir, perdrait beaucoup de sa force dans le cas de figure où il en serait écarté. Pire encore, elle risquerait de le victimiser aux yeux de ses électeurs potentiels.

De Ruffin à Wauquiez

L'autre obstacle serait l'effet répulsif de la présence de La France insoumise dans un tel gouvernement, mais c'est une hypothèse peu vraisemblable car rejetée d'emblée par Jean-Luc Mélenchon et les siens. En revanche, François Ruffin, qui a désormais quitté le giron de son parti, comme Millerand avait quitté celui du Parti socialiste, pourrait par exemple jouer un rôle identique.

Reste à savoir si l'on peut envisager un gouvernement dit de coalition qui irait justement de François Ruffin à Laurent Wauquiez, en passant par Olivier Faure, Marine Tondelier, François Bayrou et Edouard Philippe. C'était l'idée de Léon Gambetta en novembre 1881 lorsqu'il voulut constituer son « grand ministère », constitué des ténors républicains de l'époque. Mais ce fut un fiasco car aucun d'entre eux n'accepta de prêter son concours. Et de fait, c'est une construction qui peut apparaître saugrenue dans le contexte de polarisation extrême de notre vie politique.

Néanmoins, on peut rappeler qu'à l'époque le projet de gouvernement de défense républicaine de Waldeck-Rousseau fut lui aussi jugé totalement impensable au départ et pourtant qu'il réussit à le mener à bien. Au nom de l'intérêt national, ne peut-on rassembler aujourd'hui des républicains de tous bords, comme cela se fit à maintes reprises sous la IIIe comme sous la IVe République, avec des résultats bien meilleurs que ne le dit la vulgate gaulliste de la Ve ? Il suffit d'examiner le bilan du gouvernement d'Union nationale de Raymond Poincaré en 1926, qui mit fin à la crise monétaire, du gouvernement provisoire du général de Gaulle en 1944, qui inventa l'Etat-providence, et même de la Troisième Force tant décriée sous la IVe République, qui fit entrer la France dans les « trente glorieuses » de la prospérité.

Accalmie bienvenue

Un gouvernement de coalition républicaine, au nom de l'intérêt national, ne serait donc pas une absurdité historique. Il serait cohérent de l'infléchir vers la gauche, afin de tenir compte de la victoire du NFP, mais Ensemble et même l'aile libérale des Républicains pourraient y avoir leur place. Il conviendrait que cette coalition tienne compte des attentes des dix millions d'électeurs du Rassemblement national concernant les questions de sécurité ou d'immigration par exemple. Ce serait une grave erreur de laisser sur le côté la France des « gilets jaunes ».

Une coalition des modérés, si provisoire serait-elle, ne serait-elle pas un moment bienvenu d'accalmie démocratique ? Et ce moment pourrait être celui d'une réflexion collective et apaisée sur la révision de nos pratiques politiques. Il est grand temps de faire passer l'intérêt national avant les postures politiques et les égo surdimensionnés. Le sage Waldeck-Rousseau, bien oublié par l'histoire, est un modèle qui devrait nous éclairer. ∎

Jean Garrigues, *historien, est président de la Commission internationale d'histoire des Assemblées d'Etat et du Comité d'histoire parlementaire et politique*